

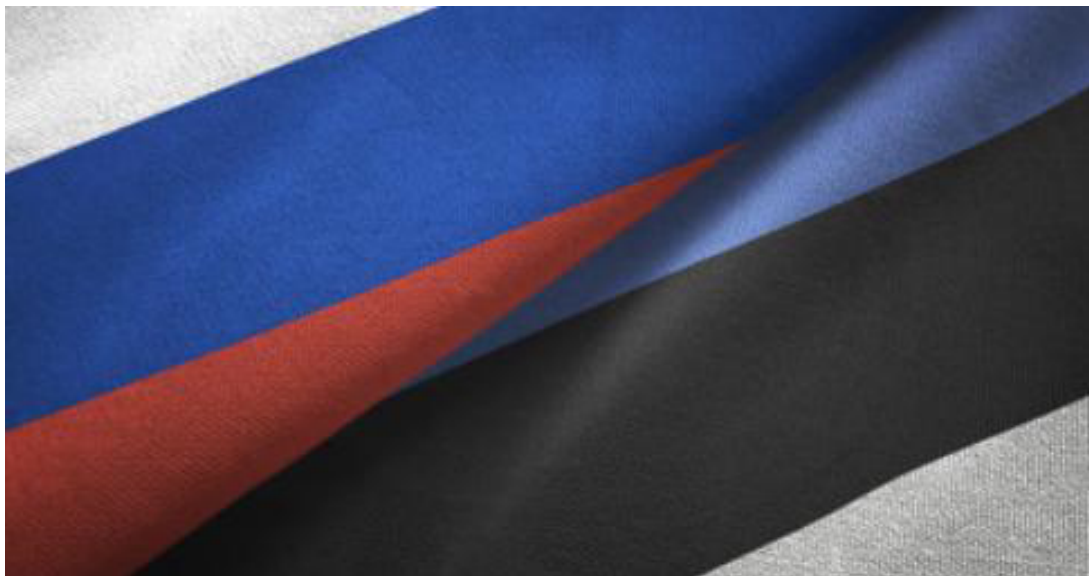
Marika Ruggiero

M2 Études Européennes et Internationales - Parcours Études russes et post-soviétiques

Directeur : Jean-Robert Raviot

Année 2024-2025

Entre influence et ingérence : quelle stratégie russe en Estonie ? (2022-2025)



 **Université
Paris Nanterre**

Université Paris Nanterre

Remerciements

Mes remerciements s'adressent à Monsieur Jean-Robert Raviot, Monsieur Maxime Audinet et Monsieur Kévin Limonier. La qualité de leurs enseignements a grandement contribué au développement de ce mémoire. Leurs approches rigoureuses et leurs précieuses analyses m'ont permis d'approfondir mes recherches et de renforcer mon intérêt envers les questions de diplomatie culturelle, de soft power et des stratégies d'influence - notamment dans le domaine informationnel en Russie.

Sommaire

Remerciements	1
Sommaire	2
Introduction	4
Méthodes et limites	12
Chapitre I - Les pays baltes : un levier central de la stratégie d'influence russe	15
A) L'Estonie, un espace historiquement au cœur de la stratégie d'influence russe malgré un contexte de profonde opposition géopolitique.	16
B) En Estonie, une stratégie d'influence « post-impériale » centrée sur l'instrumentalisation de l'héritage soviétique : les « compatriotes » comme vecteurs d'influence	24
C) Les relations entre l'Estonie et la Russie depuis la guerre en Ukraine: une stratégie d'influence fondée sur la guerre hybride et une rhétorique anti-estonienne	28
a) Depuis le début de la guerre, les tensions dans les relations entre l'Estonie et la Russie sont accentuées	28
b) Depuis 2022 : intensification de la guerre hybride russe contre l'Estonie...	29
c) ... qui mobilise une rhétorique anti-estonienne importante	31
Chapitre II - Les instruments russes d'influence et d'ingérence : les outils coercitifs et de « soft power », vecteurs de la stratégie russe d'influence en Estonie	36
A) La stratégie russe d'utilisation de la coercition afin d'atteindre ses objectifs de politique étrangère ...	36
Le domaine énergétique, un vecteur central de la mise en oeuvre d'actions coercitives pour exercer une influence/ingérence sur l'Estonie	37
B)... couplée à un arsenal de « soft power » ...	44
1) Mobiliser les « compatriotes » russes en Estonie	45
2) L'instrumentalisation de la question de la langue, de la culture russe et des valeurs conservatrices traditionnelles	46
a) Le développement du concept du « Monde russe » ...	46
b) ... et son instrumentalisation dans le cadre de la promotion de la langue, de la culture russe et de l'orthodoxie comme moyen d'influence russe en Estonie dans un contexte de guerre	48
i) La promotion de la langue et de la culture russe en Estonie face à une « russophobie » croissante	48
ii) La promotion des valeurs conservatrices traditionnelles et de l'orthodoxie comme outil d'influence russe en Estonie	53
3) Les outils politiques d'influence russe sur la vie politique estonienne	58
a) Les partis politiques baltes et leurs relations avec Moscou : un levier d'influence/d'ingérence en Estonie ?	58
b) Une autre stratégie de soft power russe dans la région : influencer, de l'extérieur, sur la politique intérieure des États baltes	62
C) ... dont l'action est limitée du fait des affrontements en Ukraine.	65

Chapitre III - La stratégie d'influence/ingérence russe dans l'espace numérique estonien	
Étude de la stratégie d'influence informationnelle et d'ingérence cybernétique russe, aux objectifs à la fois sécuritaires et offensifs	69
A) Les médias: un dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Estonie.	71
a) Les médias dans la conception russe de la stratégie de diplomatie publique médiatique	71
b) Études de cas :	74
i) RT et Sputnik: la constitution d'un un réseau d'information contrôlé par le Kremlin dirigé contre l'Estonie	75
1) RT	75
2) Sputnik	76
c) Les médias russes en Estonie, une stratégie d'influence/d'ingérence informationnelle qui fait face à l'invasion de l'Ukraine	78
ii) L'« alternatif », un positionnement stratégique d'influence informationnelle	79
iii) Les stratégies numériques comme support important pour les objectifs russes d'influence médiatique	82
iv) Les médias russes face à leur éviction des espaces informationnels occidentaux et notamment Estoniens, conséquences des actes de la Russie sur le plan international	87
B) Les cyberattaques : un nouveau vecteur de la projection d'ingérence russe en Estonie.	89
1) Entre espace informationnel et cyberspace, une perception différenciée des menaces cybernétiques en Russie	90
2) Les menaces sur le cyberspace estonien depuis l'invasion russe de l'Ukraine sont la matérialisation de la stratégie d'ingérence russe déployée en Estonie	92
a) L'année 2022 : une année marquée par l'émergence des pratiques de cyberactivisme/hacktivisme politique russe liées à la guerre en Ukraine	92
b) L'année 2023: l'hacktivisme idéologique, qui a fait son apparition en 2022, a continué à se répandre dans le cyberspace	96
c) L'année 2024 dans le cyberspace estonien : entre continuation des menaces russes et nouveaux défis	97
d) La question de la responsabilité russe face aux attaques recensées dans le cyberspace estonien depuis le début de son « opération militaire spéciale » en Ukraine	98
C) La stratégie russe d'influence et d'ingérence dans l'espace numérique est confrontée à la résilience estonienne	100
1) La résilience estonienne face à la stratégie russe d'influence médiatique	101
2) La résilience estonienne face aux ingérences russes dans le cyberspace	104
Conclusion	109
Bibliographie	111

Introduction

La question de la stratégie puissance est inscrite dans l'histoire de la Russie. « Le discours de la puissance, de sa restauration à son affirmation, représente un fil conducteur autant qu'un réservoir de légitimation récurrent de l'action du pouvoir russe à l'ère post-soviétique »¹. Dans un manifeste publié le 30 décembre 1999, à la veille de la démission de Boris Eltsine, Vladimir Poutine, alors Premier Ministre, identifie la puissance comme l'un des quatre piliers de sa « nouvelle idée russe » pour le XXI^e siècle. Durant les deux premiers mandats de Vladimir Poutine (2000-2008), les ambitions de puissance du Président se déclinent sur deux plans. Sur le plan intérieur, elles se traduisent par la volonté de rétablir un État fort, souverain et centralisé, dans la continuité de la tradition impériale, face aux faiblesses de la nouvelle Fédération de Russie des années 1990. Sur le plan extérieur, elles s'expriment d'abord par la volonté du « retour » de la Russie sur la scène internationale en faisant de celle-ci une « grande puissance normale »², intégrée dans la communauté internationale, ouverte à la coopération avec l'Occident tout en préservant son indépendance stratégique. Cette orientation connaît un premier infléchissement dès 2003, lorsque Moscou s'oppose à l'intervention américaine en Irak, mettant fin à la brève entente russo-américaine née des attentats du 11 septembre 2001³. De plus, les révolutions de couleur en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizistan (2005), accompagnées de l'élargissement de l'Alliance atlantique (OTAN) et de l'Union Européenne aux pays baltes, sont perçues par Moscou comme étant le produit d'une ingérence occidentale dans son « étranger proche »⁴ et renforcent le sentiment d'endiguement de la Russie orchestré par les puissances occidentales. Cette lecture du contexte international favorise le durcissement de la posture russe, symbolisé par le « discours de Munich » de 2007, dans lequel Poutine dénonce l'unilatéralisme américain et appelle à un ordre mondial multipolaire, fondé sur la souveraineté des États et le

¹ AUDINET, Maxime. Une fabrique étatique du soft power. Acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie publique. Sous la direction de M. Jean-Robert Raviot, Université Paris Nanterre, 2020.

² Ibid.

³ DE TINGUY, Anne. « Russie : le syndrome de la puissance » in CERISCOPE Puissance, 2013 et A. de Tinguy (dir.), Moscou et le monde – L'ambition de la grandeur : une illusion ?, Paris, Autrement, 2008.

⁴ À noter que ce concept d'« étranger proche » est remis en cause du fait de la pluralité des situations de chaque pays intégré à ce concept, qui ne constituent pas un ensemble homogène. Il faudrait donc privilégier le concept d'étrangers proches afin de souligner la pluralité des acteurs. Sur ce point, lire cette analyse disponible à ce lien sur le site de l'IRIS :

<https://www.iris-france.org/quelle-geopolitique-de-lespace-post-sovietique-en-2025/>

respect du droit international. Ainsi, le deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008) sera marqué par une réaffirmation de la stratégie de puissance. La présidence de Dmitri Medvedev (2008-2012), marquée par une politique de « modernisation » économique, ne modifie pas fondamentalement cette trajectoire de consolidation de la puissance impulsée par Poutine. En d'autres termes, si cette consolidation devient plus nuancée⁵ durant le mandat du Président Medvedev, persiste néanmoins un « syndrome post-impérial » selon lequel, la Russie souhaite préserver sa domination sur les pays composant son « étranger proche », conçu comme une zone d'influence et un attribut légitime de la puissance russe retrouvée⁶. Dans cette logique s'inscrit l'idéologie du « Monde russe », qui traduit et matérialise « l'extension de l'influence russe dans l'espace post-soviétique ». Ainsi, le troisième mandat du président russe (2012-2016) se caractérise par la réitération de son ambition de grandeur nationale. Dans ce cadre, ce mandat se caractérise par « une démonstration de puissance (à échelle globale) ». L'annexion de la Crimée en 2014, le soutien aux séparatistes du Donbass, l'intervention militaire en Syrie à partir de 2015, et les ingérences informationnelles dans plusieurs processus électoraux occidentaux sont autant de manifestations de cette nouvelle projection de puissance. Pour la Russie, ce contexte est donc marqué par une détérioration de ses relations avec l'Occident qui s'accompagne d'une consolidation de ses liens avec les puissances non-occidentales, dont en premier lieu, la Chine⁷. L'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 s'inscrit dans la continuité de la projection de puissance que nous avons introduite. Si cette guerre permet à la Russie de projeter sa puissance dans « l'espace post-soviétique » par le biais d'un conflit militaire direct en Ukraine, ce conflit se traduit également par le déploiement d'une guerre hybride, notamment en Estonie.

Après l'effondrement de l'URSS, les pays baltes constituent un espace complexe pour la diplomatie russe. Les relations restent marquées par un passé commun perçu différemment par les anciens membres de l'Union soviétique et la Russie. Celle-ci exploite l'héritage soviétique à la fois comme levier de pression et comme outil d'« influence douce » sur ses partenaires baltes. Ainsi, en d'autres termes, la Russie, afin de déployer sa projection de puissance auprès des pays de son voisinage proche, dont l'Estonie fait partie, s'appuie sur l'implémentation d'une stratégie d'influence. À noter toutefois que depuis le début de son invasion de l'Ukraine, la stratégie d'influence russe peut relever en réalité d'une stratégie d'ingérence.

⁵ AUDINET, Maxime. Op cit.

⁶ Ibid.

⁷ DE TINGUY, Anne. Op cit.

L'influence est une notion dont le sens varie selon le domaine étudié et le contexte d'application. En France comme aux États-Unis, il est d'usage de distinguer clairement les formes civiles et militaires de l'influence : le « *soft power* » et la diplomatie publique sont perçus comme des champs d'action séparés de l'influence militaire. En Russie, au contraire, ces dimensions sont intégrées et considérées comme des composantes de l'influence militaire.

Premièrement, nous verrons qu'en relations internationales, l'influence renvoie généralement au concept de « *soft power* » et à celui, plus récent, de « *smart power* », développés par l'universitaire américain Joseph Nye. Dans un monde concurrentiel, la diplomatie publique fait partie d'une « stratégie de positionnement », elle constitue un instrument privilégié du « *soft power* » et la culture en est un outil essentiel. Grâce à la culture, les dirigeants russes disposent des moyens nécessaires pour mener une diplomatie publique, un concept auquel ils se réfèrent fréquemment. En s'adressant aux opinions publiques, tant au niveau des élites que des populations, ceux-ci cherchent à gagner les cœurs et les esprits. Ils s'efforcent de projeter une image attrayante de leur pays, de le valoriser et de créer un environnement qui lui soit favorable. Ce « deuxième visage de la puissance » permet à un État d'inciter d'autres États à vouloir ce qu'il veut par le biais de facteurs intangibles⁸. Marie-Christine Kessler⁹ définit la diplomatie culturelle comme faisant partie intégrante de la politique étrangère d'un État, une politique publique visant à exporter des éléments représentatifs de sa culture nationale et à promouvoir des interactions culturelles avec d'autres pays. Cette pratique relève de la souveraineté étatique, étant élaborée par l'État pour défendre ses intérêts à l'échelle internationale. La diplomatie culturelle devient donc une stratégie privilégiée pour accroître le pouvoir d'attraction et d'influence d'un État. En effet, une politique culturelle extérieure cible des audiences étrangères en cherchant à les séduire, les influencer et les attirer à travers divers moyens. La diversité des interventions potentielles est vaste, car le concept de « culture » est polyvalent et ses supports se sont diversifiés (audiovisuel, presse, internet, réseaux sociaux). Le politologue américain Joseph Nye a qualifié ce phénomène de « *soft power* », le considérant depuis longtemps comme un facteur décisif de la capacité d'un pays à atteindre ses objectifs. Alors que le « *hard power* » se réfère à toute forme de coercition et à la « capacité à peser sur ce que les autres font », le « *soft*

⁸ Ibid.

⁹ KESSLER, Marie-Christine. « Chapitre 15. La diplomatie culturelle », Thierry Balzacq éd., Manuel de diplomatie. Presses de Sciences Po, 2018, pp. 263-274.

power », lui, se réfère à « la capacité à influencer ce que les autres veulent ». Il représente une « manière indirecte » d'exercer le pouvoir¹⁰. Ainsi, du fait de son rôle fondamental dans le processus identitaire d'une nation, mais aussi dans la détermination de son attitude vis-à-vis du monde extérieur, la culture oriente indéniablement les choix de la politique extérieure de chaque État. Vue sous cet angle, la culture se révèle en effet comme un facteur important des relations internationales. Cependant, la portée du facteur culturel évolue dans le contexte changeant de la situation internationale. En Russie, le concept de « *soft power* » n'est pas nouveau en soi. Cependant, l'URSS ayant principalement axé sa politique étrangère sur le « *hard power* », la Russie postsoviétique n'a hérité que d'une tradition limitée dans ce domaine. Historiquement, la Russie considère donc la culture comme une source d'influence. En 2008, le « *soft power* » est intégré dans le Concept de politique étrangère¹¹. Dans celui de 2016, il est décrit comme une « partie intégrante » de cette politique. Parallèlement, la diplomatie culturelle est transformée par l'apparition d'Internet et le développement des communications et des réseaux sociaux. En résumé, à partir des contestations de 2011-2012 en Russie, puis du Maïdan et de la dégradation des relations russo-occidentales provoquée par l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass, l'objectif de la Russie reste d'influencer l'opinion publique d'autres États en faveur de ses intérêts. Cependant, les méthodes pour atteindre cet objectif évoluent : il ne s'agit plus seulement de séduire, mais aussi de « positionner la Russie comme une puissance concurrentielle »¹². Dès lors, l'objectif est non seulement d'améliorer l'image de la Russie à l'étranger et de la rendre attrayante, mais aussi d'affaiblir les contestataires, de dégrader l'image de « l'adversaire », de le déstabiliser et de diviser l'opinion occidentale. Cette stratégie aboutit à une double dérive, interne et externe, qui culmine en 2022 avec l'invasion de l'Ukraine. En d'autres termes, l'objectif se durcit : il semble être avant tout de « déstabiliser (certains) acteurs tiers par des moyens non violents, mais néanmoins nuisibles », autrement dit par « des manœuvres inamicales »¹³. De fait, en 2022, en déclenchant une guerre contre l'Ukraine, le Kremlin bouleverse la politique menée pendant deux décennies. Ainsi, afin d'atteindre ces objectifs et renouveler les sources de l'influence de la Russie dans le monde, les élites dirigeantes cherchent à impulser une nouvelle dynamique. Elles accordent une attention renouvelée à la promotion de la langue russe, à la diffusion de la culture russe à l'étranger, à l'enseignement et à la formation des

¹⁰ AUDINET, Maxime. Op cit.

¹¹ AUDINET, Maxime. « Anatomie de la diplomatie culturelle russe à l'ère postsoviétique », Hérodote, vol. 166-167, no. 3-4, 2017, pp. 165-177.

¹² Ibid.

¹³ Une expressions de Frédéric Charillon dans son ouvrage Guerres d'influence: Les États à la conquête des esprits, Odile Jacob, 2022, p. 21

élites, ainsi qu'aux opérations de communication. Elles mettent en place une politique intégrée dans le cadre de la politique étrangère. L'action culturelle extérieure, considérée comme un instrument de la politique étrangère, demeure principalement sous la responsabilité de l'État qui en est l'acteur principal. Dans le cadre de notre étude sur la mise en oeuvre d'une stratégie d'influence russe en Estonie, nous voyons que la Russie souhaite renforcer son « *soft power* » en faisant appel aux citoyens russes et russophones de installés en Estonie (qualifiés de « compatriotes de l'étranger »), en invoquant leur patrimoine historique, linguistique, confessionnel et culturel communs.

Selon Nye, la capacité d'influence d'un acteur repose sur son attractivité, à la fois naturelle et construite. Elle s'ancre d'une part dans les valeurs et normes qu'il promeut, censées posséder une portée universelle et une légitimité supérieure; d'autre part, elle se forge aussi par une action extérieure délibérée, qu'il s'agisse de diplomatie publique ou, parfois, de manipulation des opinions. D'invention plus récente, le « *smart power* » désigne la combinaison du « *soft power* » et du « *hard power* ». Il consiste à diminuer la nécessité de la coercition sans pour autant renoncer à l'expression de la puissance militaire.

Deuxièmement, notons que dans le champ militaire, l'influence ne se réduit pas aux formes d'expression de la puissance. L'influence renvoie d'abord à des procédés tactiques de guerre visant la neutralisation d'un adversaire identifié. En d'autres termes, « elle vise, d'une part, à empêcher cet adversaire d'exercer une influence néfaste ou de renforcer sa capacité de nuisance, et, d'autre part, à s'assurer le contrôle et la loyauté des populations concernées par ces actions militaires »¹⁴. Sur le plan opérationnel, l'influence se traduit par la notion de « guerre de l'information » (information warfare), élaborée aux États-Unis au début des années 1990, qui consiste à obtenir un avantage sur l'adversaire par le biais des technologies d'information et de communication. Enfin, l'influence fait référence à des pratiques plus ou moins secrètes et autorisées, qui vont bien au-delà de la conduite des opérations militaires sur un terrain donné. Mise en oeuvre par les services de renseignement, civils ou militaires, l'action d'influence cherche à « agir sur les perceptions d'une personne ou d'un groupe donné. Elle inclut les cyberattaques, la défense des réseaux informatiques, l'espionnage et la surveillance électroniques, mais aussi la manipulation des médias et la propagande »¹⁵. Cette

¹⁴ MARANGÉ Céline. Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie, Paris, IRSEM, Études, n° 49, 2017, 55 p.

¹⁵ Ibid.

définition s'inspire des travaux canoniques en théorie politique sur l'approche « relationnelle » du pouvoir, où l'influence est décrite comme « une relation entre des agents humains où la volonté, les désirs, les préférences ou les intentions d'un ou plusieurs agents affectent les actions ou les prédispositions à agir d'un ou plusieurs autres agents, conformément – et non contrairement – à la volonté, aux préférences ou aux intentions des influenceurs »¹⁶. L'influence renvoie aussi à la fabrication du consentement et de l'obéissance¹⁷: elle peut s'appuyer, au-delà de l'attraction, de la persuasion ou de l'incitation, sur la manipulation et la tromperie. En revanche, contrairement à d'autres modes de conduite du pouvoir, l'influence est incompatible avec l'usage de la force et de la contrainte¹⁸.

La stratégie d'influence de la Russie a subi des mutations significatives depuis le 24 février 2022. Nous venons de voir que la notion d'influence informationnelle, se définit « comme l'ensemble des pratiques d'influence qui mobilisent des ressources et des technologies informationnelles pour atteindre une cible et obtenir un résultat conforme aux préférences, à la volonté ou aux intérêts de l'influenceur ». L'influence informationnelle est conceptualisée par un réseau d'acteurs dont les pratiques se situent sur un spectre allant des modes de conduite traditionnellement associés au « *soft power* », tels que l'attraction, l'incitation et la persuasion, aux modes plus corrosifs associés au « *sharp power* », tels que la manipulation et la tromperie délibérée¹⁹. Dans les pays baltes, où l'influence vise principalement à restreindre la souveraineté et infléchir les orientations politiques des trois États en sa faveur, la Russie recourt volontiers à des méthodes coercitives, subversives et incitatives (pressions et sanctions dans la sphère énergétique, désinformation, corruption d'une partie des élites locales) pour atteindre ses objectifs. Dans le cadre de notre travail de recherche, nous nous efforcerons de montrer que cette stratégie relève en réalité plus de l'ingérence que de l'influence. En effet, en droit international, l'ingérence désigne le fait, pour un État ou une organisation internationale, d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays tiers sans son consentement. Un acte d'ingérence sera donc généralement un acte non-transparent issu d'une intention malveillante. Les actes d'ingérence visent donc à influencer les processus décisionnels et l'élaboration des politiques d'un pays donné, ou encore à affaiblir ses institutions et sa société. Dans le cadre de la stratégie d'ingérence

¹⁶ Ibid.

¹⁷ AUDINET, Maxime, GÉRARD, Colin. « Sous les radars : Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine ». Réseaux, 2024/3 N° 245, 2024. p.113-152

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

déployée par la Russie sur l'Estonie, nous pouvons dire que des actes d'ingérence se déploient au détriment des intérêts estoniens et au bénéfice des objectifs stratégiques de puissance et d'influence russes. Les moyens employés sont multiples mais, dans le cadre de notre études, nous allons donc nous intéresser à la diffusion de fausses représentations, de manipulation de l'opinion et de campagnes de désinformation - notamment dans le domaine médiatique numérique, des menaces et des actes coercitifs afin de menacer l'Estonie, comme nous le verrons dans le domaine énergétique.

Partant de ces observations, notre travail de recherche souhaite décrire la manière dont la stratégie d'influence russe, qui se transforme parfois en ingérence, se déploie sur le territoire estonien, notamment depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022.

De quelle manière la stratégie russe en Estonie se met en oeuvre dans un contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine ?

De quelle manière les différents outils mobilisés par la Russie participent-ils à la mise en oeuvre d'une stratégie russe - d'influence et d'ingérence - se met en oeuvre en Estonie dans le cadre d'un conflit entre la Russie et l'Ukraine ?

Dans un premier chapitre liminaire, nous allons analyser la place stratégique qu'occupe l'Estonie dans la conception de la stratégie d'influence russe. Nous étudierons comment la Russie articule héritage historique, construction identitaire et instruments de pouvoir afin de déployer sa stratégie d'influence en Estonie.

Dans un deuxième chapitre, nous allons nous intéresser aux outils coercitifs et de soft-power en tant que vecteurs de la stratégie russe déployée sur le territoire estonien. Nous allons identifier les différents instruments mobilisés par la Russie, définir s'ils participent plus à une stratégie d'influence ou d'ingérence et évaluer leurs effets sur la population ciblée par ces stratégies.

Enfin, l'objectif de notre dernier chapitre sera d'analyser la stratégie d'influence et d'ingérence russe telle qu'elle se déploie spécifiquement dans le domaine numérique estonien, à travers l'étude des médias russes en Estonie et des cyberattaques qu'elle y mène.

Méthodes et limites

La réalisation de ce travail de recherche s'est principalement concentré sur la constitution d'une grande base de données composée des articles publiés sur les médias russes et russophones au sujet de l'Estonie. La veille médiatique a été réalisée sur une période très longue, du mois de février 2022 au mois de juillet 2025. Dans le cadre de l'étude de ces articles, je me suis essentiellement intéressée, dans un premier temps, aux articles publiés sur la page internet de RIA Novosti. Néanmoins, au fur et à mesure de l'avancement de mon travail d'étude, j'ai souhaité me tourner vers l'étude d'autres médias russes. J'ai eu la possibilité d'avoir accès à la page internet de RT en langue russe et de Sputnik (notamment par ce lien <http://sputnikglobe.com>) pendant quelques mois et cela m'a permis d'avoir accès à de nombreux articles qui se sont révélés très intéressants pour cette étude. En effet, le ton employé par ces médias laisse mieux transparaître les rhétoriques employées par le Kremlin, ce qui a rendu l'étude de ces articles particulièrement passionnante. Cela a notamment été le cas pour l'étude des articles publiés par *RT « на русском »* car elle m'a permis de voir quelle stratégie rhétorique est employée par cette agence lorsqu'elle s'adresse directement aux « compatriotes » russes de l'étranger. La masse d'articles publiés de février 2022 à juillet 2025 sur toutes ces différentes plateformes étant particulièrement importante, tous les articles n'ont pas pu faire l'objet d'une analyse. Néanmoins, dans le cadre de ce travail de recherche, nous ne présenterons en Annexe (Annexe 1) une sélection d'articles les plus pertinents et parfois organisés de manière thématique. C'est donc par le biais de l'étude des articles publiés sur les pages internet de ces médias que se sont très clairement matérialisées de nombreuses tendances concernant les stratégies de communication et d'influence informationnelle que la Russie déploie à destination des « compatriotes » russes installés en Estonie. De plus, mon analyse médiatique a été complétée par l'étude des médias estoniens. Cette dernière n'a pas été limitée par la même contrainte chronologique que nous nous sommes imposés pour les médias russes. Une veille des principaux journaux estoniens a été réalisée (ERR, Postimees ainsi que le blog Propastop notamment pour les « fake-news ») mais de manière moins systématique que pour les médias russes, servant principalement à compléter les tendances thématiques observées dans ces derniers. Ainsi, les données de ces articles estoniens m'ont servi de complément aux informations issues des articles des médias russes.

Enfin, la méthodologie de ce travail repose sur la recherche documentaire, centrée sur l'analyse des données issues des publications scientifiques portant sur l'influence de la Russie en Estonie. En d'autres termes, mon travail de recherche a donc mobilisé de nombreux rapports élaborés par d'autres chercheurs ainsi que par les autorités estoniennes. De fait, les rapports fournis par l'Autorité en charge des systèmes d'information estonienne et notamment ceux du Centre National de Cybersécurité nous ont permis d'étudier les menaces auxquelles le cyberspace estonien fait face notamment face au déploiement de la stratégie d'influence russe suite au début de l'invasion de l'Ukraine. Nous avons donc étudié les rapports annuels (le rapport 2023 sur l'année 2022 et ainsi de suite jusqu'au dernier rapport publié en 2025, pour l'année 2024) ainsi que sur les rapports mensuels.

Par ailleurs, à défaut d'avoir pu me rendre en Estonie réaliser une enquête auprès de la population estonienne ou de la minorité russe et russophone présente sur place - afin de mettre en avant les effets, si confirmés, de la stratégie d'influence et d'ingérence russe -, les analyses produites par le blog Propastop m'ont permis de me faire une idée générale de la manière dont cette stratégie russe est perçue en Estonie. Les analyses produites par de nombreux chercheurs dans les années précédant l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, m'ont également permis de mettre en évidence les outils mobilisés par la Russie dans le cadre de sa stratégie d'influence ainsi que les réactions de la population estonienne et des « compatriotes » installés sur le territoire. En effet, ces derniers n'ont pas pu être mis en évidence aussi profondément que souhaité dans ce travail de recherche, notamment au regard du contexte actuel.

Le travail d'analyse des articles et de la rhétorique employée par chaque média a été réalisé manuellement. Le traitement lexicométrique aurait pu permettre un traitement plus en profondeur de ces articles. En outre, il aurait été intéressant d'étudier la fréquence de publication de chaque média afin de faire émerger des véritables tendances. En effet, nous avons pu observer une tendance dans la page de RIA Novosti qui consistait à republier plusieurs fois par semaine un même article au sujet de la perte de soutien de Kaja Kallas. En d'autres termes, le suivi régulier mais manuel de la publication d'articles dans chaque média ne nous donne qu'une indication à la marge des tendances en jeu, mais ne nous permet pas de faire émerger des motifs récurrents. Il aurait donc été intéressant de mettre en avant d'autres

tendances que ce soit dans la stratégie numérique de ces médias russes que dans l'instrumentalisation de certains thèmes de rhétorique russe.

Des analyses qualitatives et quantitatives pourraient être envisagées afin de généraliser les résultats de cette étude et d'approfondir la compréhension des stratégies d'influence et d'ingérence russes déployées en Estonie, en particulier dans le contexte de guerre.

Chapitre I

Les pays baltes : un levier central de la stratégie d'influence russe

Les pays baltes occupent depuis longtemps une place stratégique dans la conception de la stratégie d'influence russe à l'étranger. Plus particulièrement, l'Estonie, en raison de son passé soviétique, de sa double position géopolitique et de la présence d'une communauté russe et russophone significative, apparaît comme un terrain propice à la mise en œuvre de la stratégie d'influence russe.

Ce chapitre liminaire a pour objectif de montrer comment la Russie articule héritage historique, construction identitaire et instruments de pouvoir afin de déployer sa stratégie d'influence en Estonie. De la gestion des relations avec l'Estonie, marquées par un passé commun soviétique, à l'instrumentalisation des « compatriotes » russes et russophones et au déploiement d'une guerre hybride renforcée depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie déploie un large éventail d'outils afin d'étendre son influence dans un environnement qu'elle considère comme étant hostile.

A) L’Estonie, un espace historiquement au coeur de la stratégie d’influence russe malgré un contexte de profonde opposition géopolitique.

Annexée par l’Union soviétique en 1940 puis, de nouveau, en 1944, l’Estonie a été jusqu’en 1991, partie intégrante de l’URSS. En effet, le 23 août 1939, l’Allemagne nazie et l’Union soviétique signent le pacte Molotov-Ribbentrop. Ce pacte de non-agression comprenait une disposition secrète qui prévoyait la division de l’Europe de l’Est - de la mer Baltique à la mer Noire - entre ces deux puissances. En effet, les Soviétiques revendiquent une grande partie des Pays baltes comme relevant de leur « sphère d’influence »²⁰. À l’automne 1939, l’Armée rouge commence à traverser l’Estonie, et établit des camps militaires. C’est le 17 juin 1940 que cette dernière tombe aux mains des forces d’occupation soviétiques²¹. Suite à cela, les Soviétiques promulguent des mesures sévères pour maintenir le contrôle sur le territoire estonien et son peuple, y compris des arrestations, des répressions et des déportations massives de groupes entiers, perçus comme des ennemis potentiels du régime communiste. Dans ce cadre, Nicolas Geligne indique que plus de 10.000 personnes ont été déportées d’Estonie vers la Sibérie dans des conditions très difficiles dès le mois de juin 1941. Lorsque l’Allemagne rompt le pacte de non-agression en envahissant les territoires soviétiques en juin 1941, elle occupe l’Estonie à partir de juillet de la même année. L’Estonie passe de nouveau sous domination soviétique en septembre 1944, et reste sous ce contrôle jusqu’en 1991. S’ensuit, dès la fin des années 1940, une nouvelle série de déportations, encore plus importante, d’Estoniens ethniques²². Ainsi, après la guerre, l’Estonie a été structurellement incorporée par la force dans le système soviétique et culturellement russifiée. Les Soviétiques créent des domaines fonctionnels dans lesquels le russe était la langue dominante ou bien la seule d’usage. Plusieurs vagues d’immigrants ethniques russes entrent en Estonie dans les années 1970 pour travailler dans le secteur industriel en pleine croissance. En conséquence, le nombre d’Estoniens ethniques passe d’environ 90 % de la population du pays en 1945 à 60 % en 1989²³.

²⁰ GELIGNE, Nicolas. « Estonie-Russie : la discorde monumentale », Regard sur l’Est, 4 juin 2024.

²¹ Ibid.

²² Ibid.

²³ Ibid.

En 1991, la Fédération de Russie succède à l'URSS. De fait, la Russie, héritière de la superpuissance soviétique, doit se réajuster à sa nouvelle dimension et opère donc une « double rétraction »²⁴. La première rétraction est d'ordre territorial. En effet, avec une superficie de plus de 17 millions de km², la Russie demeure le plus vaste état du monde. Néanmoins, après la chute de l'URSS, ses frontières reviennent à une configuration proche de celles qu'elles étaient pour l'Empire russe de la fin du XVIIe siècle. La Russie se retrouve ainsi en retrait vis-à-vis de l'Europe occidentale et, pour la première fois depuis la fin du XVIIIe siècle, elle perd sa souveraineté sur l'espace compris entre la mer Baltique et la mer Noire. La chute de l'URSS se consacre définitivement après l'échec du putsch d'août 1991, « dont les instigateurs visaient à renverser Gorbatchev et à sauver l'URSS de la désagrégation en instaurant l'état d'urgence »²⁵. Ainsi, l'URSS est formellement dissoute le 8 décembre 1991, par les accords signés entre les présidents de trois de ses principales républiques constitutives: la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie²⁶. Après presque cinquante ans en tant que république soviétique, l'Estonie déclare son indépendance le 20 août 1991.

Les déclarations de souveraineté de certaines républiques soviétiques, intervenues en cascade à partir de 1990, n'ont pas été anticipées par les instances suprêmes du pouvoir politique. Les années 1990 sont marquées par les revendications d'indépendance de nombreuses républiques - un phénomène qualifié de « parade des souverainetés ». S'ensuit alors une « crise des nationalités »²⁷. Cette crise apparaît comme le résultat du système soviétique des nationalités, instauré soixante ans plus tôt par Staline. La politique soviétique des nationalités avait comme objectif celui de neutraliser et contenir les mouvements nationaux afin de consolider la souveraineté du pouvoir soviétique sur « une portion maximale du territoire de l'ancien Empire »²⁸. Ce système était élaboré comme un instrument de domination du « Centre » sur les périphéries a façonné les mêmes institutions qui deviennent dès la fin des années 1980, « les instruments même de sa décomposition »²⁹. En d'autres termes, le système soviétique des nationalités a lui-même semé les germes de l'éclatement de l'URSS. Lors de cette même période, la population d'Estonie comprenait de nombreux groupes ethniques tels que les « Finlandais, Tatars, Allemands et Polonais », mais « les deux groupes les plus importants, les Estoniens et les Russes, représentaient

²⁴ RAVIOT, Jean-Robert. Le logiciel impérial russe. L'Artilleur, 2024.

²⁵ Ibid.

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid.

respectivement 65% et 28% de la population de 1,5 million d'habitants »³⁰. Si pour les Estoniens, cette indépendance nouvellement déclarée signifiait pour le pays « la première chance de souveraineté depuis la Seconde Guerre mondiale », pour « les locuteurs russes natifs vivant en Estonie », dont beaucoup avaient déménagé en Estonie à l'époque soviétique, celle-ci signifiait « le statut de minorité et souvent l'apatridité ». Si la chute de l'URSS amène la Russie à devoir se réinventer en redéfinissant les contours géographiques de sa souveraineté, les anciens citoyens soviétiques - dont les Russes installés hors du nouveau territoire de la Fédération - ont, à leur tour, été contraints de s'adapter à de nouvelles réalités touchant à la fois leur quotidien et leur identité, notamment à travers le choix d'une citoyenneté³¹. Dans ce cadre, nous voyons que les Russes ethniques qui résident dans les États baltes considèrent leur mise à l'écart au sujet de l'attribution de la nouvelle citoyenneté estonienne comme une humiliation à leur encontre.

La période qui a suivi l'indépendance de l'Estonie de l'Union soviétique en 1991, est donc une période de tensions entre l'Estonie et la nouvelle Fédération de Russie. En effet, les relations entre les deux pays étaient déjà à cette période, particulièrement tendues en raison de la politique étrangère russe vis-à-vis de l'Estonie, perçue comme une stratégie souhaitant « forcer d'autres États à l'amitié »³². Ce concept « d'amitié forcée » comprend l'utilisation « de sanctions économiques, de coupures de gaz » ainsi que d'une rhétorique politique sévère menée « dans le but d'affecter les politiques de langue et de citoyenneté estoniennes et de décourager les aspirations de l'Estonie à l'OTAN et à l'adhésion à l'UE »³³. Dans ce cadre, la Russie se montre également critique à l'égard de nombreuses politiques estoniennes. Les exigences de l'Estonie en matière de citoyenneté tout comme son traitement de la minorité russe en Estonie sont considérées comme discriminatoires par Moscou. En effet, l'exigence linguistique posée par le gouvernement estonien, selon laquelle les employés de la sphère publique doivent être opérationnels aussi bien en estonien qu'en russe, crée une barrière supplémentaire à l'emploi pour les Russes et russophones, qui n'avaient jusque-là jamais eu besoin d'apprendre l'estonien.

³⁰ GELIGNE Nicolas. Op. cit.

³¹ RAVIOT Jean-Robert. Op. cit.

³² GELIGNE Nicolas. Op. cit.

³³ Ibid.

Néanmoins, les principaux points de friction dans les relations entre ces deux pays se produisent en raison des interprétations très différentes de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. La question de la construction mémorielle de la période soviétique est une question primordiale, conduisant à l'existence de deux histoires officielles distinctes³⁴. C'est donc dans le cadre de la transition du système politique soviétique dans les années 1990 que les autorités estoniennes et des autres pays baltes décident de se réapproprier l'histoire soviétique, jugée comme conflictuelle. Les pays baltes commencent par reconnaître les périodes d'« occupation » (1940-1941) puis d'« annexion » et enfin, d'« incorporation » (1946-1991) des pays baltes par l'URSS, suite de la signature du pacte Molotov-Ribbentrop³⁵. Cette politique d'éloignement de la Russie conduit notamment, selon le chercheur, les autorités locales à minimiser la période de l'occupation nazie dans les pays baltes entre 1941 et 1944, car elle est aussi perçue par les populations d'origine comme une « libération de l'occupant soviétique ». Ainsi, notons que les tensions géopolitiques entre ces deux pays sont liées à la réinterprétation de l'histoire et sa cristallisation autour des monuments historiques. En effet, Nicolas Geligne montre qu'avec la fin de l'URSS en 1991, la perception officielle des monuments historiques évolue de manière radicale. Alors que ces monuments continuent d'être regardés par la Russie et par une large partie des russophones d'Estonie comme un « hommage » et une « reconnaissance aux libérateurs et aux vainqueurs de la Grande Guerre patriotique », aux yeux des Estoniens, ces monuments sont considérés comme « un héritage encombrant du passé, (rappelant) les stigmates d'une occupation »³⁶. Au cours de la période de près d'un demi-siècle durant laquelle l'Estonie appartenait à l'URSS, s'opère un double phénomène. D'un côté, des monuments estoniens érigés durant la période d'indépendance (1918-1940) sont détruits et de l'autre, de nouveaux monuments sont construits et participent ainsi à la soviétisation culturelle et idéologique de l'Estonie. Nous l'avons évoqué plus haut, cette appréciation divergente de l'histoire commune témoigne de l'existence de deux récits mémoriels différents, pour ne pas dire antagonistes, entre l'Estonie et la Russie. L'interprétation des événements de la Seconde Guerre mondiale cristallise de fait une partie du désaccord mémoriel. Dans ces conditions, des tensions géopolitiques en lien avec les monuments soviétiques sont apparues entre l'Estonie et ses minorités russophones, mais aussi entre l'Estonie et la Russie, intensifiées au cours des dernières décennies. La Russie de Vladimir Poutine revendique un droit « incontestable » sur les États baltes en raison de son «

³⁴ AUBIN, Lukas. III / L'espace postsoviétique : l'ombre de l'empire. In : Géopolitique de la Russie. Paris, La Découverte. Repères, p.69-109.

³⁵ Ibid

³⁶ GELIGNE Nicolas. Op. cit.

interprétation » de l'histoire de la Russie avec ces pays. Tallinn, Riga et Vilnius sont considérées par Moscou comme faisant partie de l'« étranger proche » du Kremlin, une région supposée nostalgique de la grandeur soviétique, à préserver de l'emprise de « l'Occident collectif »³⁷.

Cette différence d'interprétation est selon Nicolas GELIGNE « symptomatique de l'incident du soldat de bronze de Tallinn en 2007 ». En effet, suite à l'incident de la Nuit de bronze de 2007, les liens diplomatiques entre l'Estonie et la Russie ont été particulièrement tendus. Cette dernière fait référence aux émeutes qui surviennent dans les rues de la capitale estonienne en réponse à la décision controversée de délocaliser un monument soviétique en bronze construit à la mémoire des soldats soviétiques tombés au combat lors de la « Grande Guerre Patriotique ». Cette statue devait être déplacée du centre-ville de Tallinn à un cimetière à trois kilomètres à l'extérieur du centre-ville. Geligne explique qu'alors que les Estoniens ethniques percevaient la statue comme un symbole de l'occupation soviétique, la communauté russe-estonienne considérait quant à elle le monument comme représentatif de leur victoire sur l'Allemagne nazie et de leur revendication d'égalité des droits en Estonie.

Un autre exemple démontre de manière très claire cette dualité dans la réinterprétation de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Dès 2004, survient une polémique au sujet de l'installation du « monument de Lihula » - qui sera définitivement installé sur un terrain privé de la commune de Lagedi en 2005. Ce monument dédié « aux Estoniens ayant combattu en 1940-1945 contre le bolchevisme et pour la restauration de l'indépendance estonienne » et donc, aux côtés des Waffen SS, témoignait, selon Moscou, de « la renaissance des sympathies pro-nazies en Estonie », un pays, elle le rappelle, appartenant à l'Union Européenne et à l'OTAN, Cette crispation russe autour des questions liées aux monuments constitue, selon Nicolas Geligne, l'un des faits marquants d'une histoire chargée du point de vue mémoriel entre la Russie et les trois pays baltes. En outre, les tensions dans les relations diplomatiques entre l'Estonie et la Russie ont été également exacerbées par ce que l'auteur appelle « la longue guerre des mots » entre les responsables des deux pays. Des appels à une rupture des relations diplomatiques ont été formulés par les deux pays, notamment lorsque le ministre estonien des Affaires étrangères, Urmas Paet, exhorte l'Union européenne à annuler un prochain sommet UE-Russie en signe de soutien à l'Estonie³⁸.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

Enfin, ces tensions entre la Russie et l'Estonie se cristallisent dans le cyberspace et atteignent leur apogée avec une cyberattaque à grande échelle menée par la Russie contre le gouvernement et les entités commerciales estoniennes. Cette attaque, complexe, implique trois vagues distinctes entre avril et mai 2007 et réussit à désactiver les sites Web de la Présidence, du Parlement, des Ministères, des partis politiques, des organisations de presse ainsi que les banques. Ces cyberattaques sont immédiatement suivies d'un embargo sur les exportations russes de pétrole et de charbon via le port de Tallinn, ce qui a profondément affecté les économies estoniennes et russes et les relations entre ces deux pays.

Avec la chute de l'URSS, la Fédération de Russie nouvellement instaurée connaît une deuxième rétraction, cette fois-ci, d'ordre géopolitique³⁹. La Russie, héritière de la superpuissance soviétique se voit, dès 1991, dans l'obligation de redéfinir ses intérêts nationaux et sa place sur la scène internationale face à un affaiblissement de celle-ci. Dans ce cadre, la Russie doit de nouveau configurer et déployer sa puissance dans des frontières stratégiques réduites. La situation d'asymétrie militaro-stratégique avec les États-Unis se marque davantage après l'adhésion à l'OTAN de tous les anciens États membres du « bloc de l'Est » et notamment des États baltes, dont l'Estonie en 2004. L'expansion territoriale du « bloc occidental » vers l'Est entraîne une contraction géopolitique importante de la Russie. Pour une grande partie de la population russe, ainsi que pour la majorité des élites politiques, militaires et administratives, cette perte d'influence est perçue comme une véritable humiliation. Selon Jean-Robert Raviot, la Russie est donc un « post-empire ». Si elle n'est juridiquement plus la capitale des États post-soviétiques qui l'entourent, Moscou continue pourtant d'y exercer une influence multiple qui se manifeste dans les pratiques politiques et culturelles, témoignant ainsi de la persistance d'un imaginaire impérial. Le « post-empire » russe peut donc être compris comme une adaptation du logiciel impérial aux réalités géopolitiques issues de l'éclatement de l'URSS. Celui-ci prend plutôt la forme d'une « galaxie » post-soviétique « difficile à circonscrire en termes juridiques ou politiques, un ensemble composite et à géométrie variable associant plusieurs États, réunis par le moscopolitisme »⁴⁰. Selon l'auteur, dans tout l'espace post-soviétique, il existe encore aujourd'hui une « domination russe » qui « ne se manifeste pas tant explicitement qu'en ce sens que l'élément russe reste le point de référence ». Si nous reprenons la catégorisation du

³⁹ RAVIOT Jean-Robert. Op. cit.

⁴⁰ Ibid.

« post-empire » en trois cercles concentriques, proposée par Jean-Robert Raviot, nous pouvons dire que l'Estonie fait partie de ce « post-empire » Russe car elle appartient au « troisième cercle », soit « le vaste espace où la Russie déploie sa puissance et son influence (frontières stratégiques au sens large), à savoir son influence politique ou stratégique. Cette influence est d'ordre économique, par le biais de la maîtrise des flux d'hydrocarbures (oléoducs et gazoducs circulant vers l'Europe ou l'Asie orientale, par exemple), les investissements et les prises de contrôle d'infrastructures ou de technologie », mais aussi et surtout, par « (...) le rayonnement ou l'influence des diasporas russes et russophones, le soft power, la diffusion de la langue et de la culture russe ou les réseaux de compatriotes (*соотечественники*) ou d'anciens étudiants étrangers ayant effectué leurs études supérieures en URSS ou en Russie »⁴¹. Si la Russie cherche à maintenir une influence dans les pays baltes, celle-ci est fortement concurrencée du fait que ces pays se tournent vers l'Occident très vite après leur accession à l'indépendance. Nous l'avons évoqué, en 2004 l'Estonie rejoint l'OTAN et l'Union Européenne (UE).

Malgré l'implosion de l'URSS en décembre 1991, les États baltes en tant qu'anciennes républiques soviétiques occupent une place singulière parmi les cibles de Moscou. L'originalité Estonienne dans la conception russe de « l'étranger proche » tient à son expérience soviétique, ainsi qu'aux « traumatismes et traces » laissés par cette période « d'occupation ». Néanmoins, les pays baltes représentent un espace complexe pour la diplomatie russe. La coopération demeure plombée par un passé commun, perçu différemment par les anciens membres de l'URSS. La Russie actuelle utilise l'héritage soviétique à la fois comme un moyen de pression et comme un instrument d'influence douce sur ses partenaires baltes. Par ailleurs, la double position de l'Estonie entre passé soviétique commun et membre de « l'Occident collectif » (*Zanad*) est donc ce qui fait la spécificité de ce territoire dans ses prises avec la stratégie d'influence déployée par le Kremlin. Par conséquent, nous l'étudierons dans le détail dans le deuxième chapitre, Moscou espère pouvoir compter sur les minorités russes et russophones des pays baltes afin de déployer dans leur pays d'installation, ici l'Estonie, son arsenal d'outils d'influence - qu'ils soient « doux » ou coercitifs. Avant de rentrer dans les détails de la mise en œuvre des relais de la politique d'influence russe auprès de ces acteurs (Chapitre II), nous allons, dans cette partie, nous intéresser à la construction conceptuelle de la rhétorique autour de laquelle se construit la stratégie d'influence russe en Estonie.

⁴¹ Ibid.

B) En Estonie, une stratégie d'influence « post-impériale »⁴² centrée sur l'instrumentalisation de l'héritage soviétique : les « compatriotes » comme vecteurs d'influence

Dans cette partie, nous allons voir que se déploient, en Estonie, les stratégies d'influence russe basées sur l'instrumentalisation des minorités russes et russophones, soit les « compatriotes » du « Monde russe ». Avant d'examiner concrètement la mise en œuvre de cette politique d'influence en Estonie et d'en évaluer les effets (Chapitre II), il convient de définir les principaux leviers sur lesquels la Russie s'appuie dans ce cadre.

Les États baltes, parmi lesquels l'Estonie, constituent ce que Michel Foucher qualifie de « zone de battement », où se joue, en arrière-plan, le contrôle de l'isthme Baltique–mer Noire⁴³. C'est cette logique qui a, dans un premier temps, motivé l'Empire russe, puis l'Union soviétique et enfin la Fédération de Russie, à maintenir une influence dans la région. Néanmoins, selon l'analyse de Lukas Aubin⁴⁴, « les pays baltes font figure d'ennemis jurés de la Russie ». « Détonateurs de la chute de l'URSS », ils sont en effet les premiers à quitter le régime soviétique. Ils sont également les premiers États post-soviétiques à intégrer successivement l'OTAN puis l'UE (2004) et la zone euro (Estonie en 2011, Lettonie en 2014 et Lituanie en 2015). Notons également que les pays baltes sont également les plus efficaces pour parachever leur transition vers l'économie de marché et ainsi définitivement « regarder vers l'ouest ». Dans ce cadre, ils sont perçus comme des traîtres en Russie ». Revenons sur la question des citoyennetés au lendemain de la chute de l'URSS. Nous l'avons rapidement évoqué dans la partie précédente, au lendemain de leur indépendance retrouvée, la Lettonie et l'Estonie créent un système de citoyenneté non-automatique qui visait à « représenter l'exclusion »⁴⁵, soit, à « marginaliser la forte minorité russophone présente sur le territoire et protéger le patrimoine linguistique et culturel local ». Après près de cinquante ans de communisme à marche forcée durant lesquels les migrations russes dans les pays baltes à l'initiative de Staline entraînent une « russification » de la zone, les jeunes autorités estoniennes décident de rétablir leur souveraineté par l'ethnie dès 1991. L'ancienne «

⁴² AUBIN Lukas, Op. cit.

⁴³ DANIEL, Chloé. Quelle influence russe au sein des États baltes ? La position ambiguë de certains partis politiques en Estonie et Lettonie, membres de l'OTAN et de l'UE, Diploweb.com : la revue géopolitique, 16 mars 2024.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid.

minorité impériale » se retrouve donc privée de nombreux droits civiques, dont le droit de vote. Ainsi, près de trente ans plus tard, en 2020, les États baltes sont toujours des « sociétés gigognes » (Plasseraud, 2006 dans AUBIN) constituées de deux communautés opposées : les russophones qui constituent 30% de la population en Estonie et dont 80 000 sont « non-citoyens » et les populations dites « autochtones », estoniennes.

Trente ans après la chute de l'URSS, « le bruissement des langues est toujours un territoire géopolitique de (re)conquête identitaire de part et d'autre »⁴⁶. Dès lors, pour le Kremlin, le traitement des « compatriotes de l'étranger » en Baltique devient un levier politique et d'influence majeur. Ainsi, Boris Eltsine puis Vladimir Poutine se présentent en défenseurs des minorités russophones qualifiées de persécutées dans leurs pays d'installation. La diaspora russe est partie intégrante du concept de « Monde russe », mis en avant dans la politique étrangère actuelle de la Fédération de Russie. D'abord conçu comme une initiative culturelle politiquement neutre, à même de réunir ceux qui se sentent proches de la culture russe et éprouvent « de l'empathie pour le destin de la Russie », le « Monde russe » subit une transformation radicale en 2014 et devient une part essentielle de la grande politique internationale⁴⁷. Lors du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, ce concept est présenté pour la première fois à la communauté mondiale comme le fondement idéologique de la défense, par la Russie, des populations russophones installées hors des limites de son territoire, et, ainsi, des actions de politique étrangère qui en découlent. L'intervention de la politique et de la sécurité dans le « Monde Russe » n'échappe pas aux dirigeants des états baltes. Dans ce cadre, les partenaires étrangers considèrent le concept de « Monde russe » comme une dangereuse idéologie de politique extérieure de la Russie : cette dernière ayant manifestement l'intention de la justifier comme une défense des « compatriotes » à travers le monde, impliquant d'éventuelles interventions dans les affaires intérieures estoniennes.

Le 19 décembre 2013, Vladimir Poutine, lors d'une conférence de presse médiatisée sur la chaîne Rossiya 24, revient sur la chute de l'URSS en déclarant : « Un jour, les gens se sont réveillés, personne ne leur avait rien demandé et le pays avait disparu. Ils ont soudain réalisé qu'ils se trouvaient à l'étranger ... »⁴⁸. Ces derniers sont pour la plupart des « russes ethniques » (*russkiy – русский*), terme qui diverge de celui de « citoyens russes » (*rossisskiy – российский*). Ils sont qualifiés de « compatriotes » (*соотечественник*). Cependant, ce

⁴⁶ AUBIN Lukas, Op. cit.

⁴⁷ AGUEÏVA, Vera. Le soft power russe dans les pays baltes. L'Observatoire - Centre d'analyse de la CCI France Russie, 2019.

⁴⁸ Ibid.

terme reste vague et n'est pas défini de manière rigoureuse, ce qui favorise la « propagande russe » en permettant une interprétation flexible selon les circonstances. Le terme englobe un large éventail de personnes, y compris celles dont les liens avec la Russie contemporaine sont douteux. Selon les articles 1 et 3 de la loi fédérale no 99-Φ3 intitulée « Sur la politique d'État de la Fédération de Russie à l'égard des compatriotes à l'étranger », le terme « compatriotes » est beaucoup plus large et va bien au-delà des personnes ayant la citoyenneté russe. En plus de l'auditoire qui répond à ce critère, la Russie considère les compatriotes et leurs descendants qui résident en permanence en dehors de la Fédération de Russie et font partie des peuples qui « (...) résident historiquement sur le territoire de la Fédération de Russie... » ainsi que « (...) les personnes qui ont librement choisi des liens spirituels, culturels et juridiques avec la Fédération de Russie, dont les membres de la famille ascendante directe résidaient sur le territoire de la Fédération de Russie dans le passé (...) »⁴⁹. Il s'agit notamment de ceux qui résident dans les pays qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique et qui détiennent leur citoyenneté ou n'ont pas de citoyenneté, ainsi que de ceux qui ont émigré de ces pays et obtenu la citoyenneté d'autres pays ou qui sont devenus des personnes sans citoyenneté. Les hauts responsables de Rossotrudnichestvo indiquent clairement que le critère principal pour déterminer qui est considéré comme « compatriote » est la maîtrise de la langue russe, plutôt que le fait d'avoir des ancêtres ayant vécu sur le territoire russe dans le passé, même sur plusieurs générations, ou appartenant à un groupe ethnique constituant la population moderne de la Russie. Cette diversité de définitions, centrées autour de la langue russe, offre un large champ d'action pour la politique étrangère dans le travail avec les compatriotes. Cela, y compris dans le cadre de programmes de rapatriement et la pression sur les pays hébergeant une diaspora russe pour des prétendues violations contre la Russie - parfois invoquées sous prétexte de défense des droits de la population russophone et pour justifier des actions militaires agressives, comme cela est le cas avec l'invasion russe de l'Ukraine. Ainsi, cette stratégie de concentration sur les « compatriotes » est d'autant plus visible dans le cadre de notre étude, les États baltes disposant d'une importante diaspora russe, un réservoir de « compatriotes » d'autant plus important qu'ils constituent le principal vecteur d'influence russe dans leur pays. On le rappelle, en Estonie et en Lettonie les minorités en provenance de Russie représentent quasiment 30 % de la population. En 2024, la minorité russophone en Estonie constitue 21,6% de la population, principalement installée à l'est du pays. Notons qu'en 2022, l'anglais

⁴⁹ TERESHENKO, Denys et KOVAL, Nadiia. « Russian Cultural Diplomacy Under Putin: Rossotrudnichestvo, the "Russkiy Mir" Foundation and the Gorchakov Fund in 2007-2022 », 2023.

est la deuxième langue la plus parlée en Estonie, suivie par le russe, qui est parlé par près de 40% de la population.

Nous l'avons montré, cette diaspora russe relève du « Monde russe » (*Russkiy Mir - Русский Мир*) imaginé par Vladimir Poutine, soit « (...) une idée définie uniquement sur la base de l'auto-identification »⁵⁰ et constitue la sphère d'influence imaginée par le Kremlin sur une base culturelle et linguistique, qui va bien au-delà des frontières géographiques et ethniques russes⁵¹. Hérités de l'histoire soviétique commune, les « compatriotes » russes de l'étranger constituent l'instrument de « *soft power* » de la Russie le plus efficace et offrant le plus de perspectives notamment dans les pays baltes. Ainsi, en ce qui concerne les notions de « compatriotes à l'étranger » et de « Monde russe », leur utilisation permet au Président Poutine de créer une « identité commune » au travers de la langue russe. En effet, la question de l'intégration des minorités russes et russophones en Estonie reste très politique et encore plus dans un contexte de guerre en Ukraine. La minorité russe et russophone reste mal intégrée, la propagande officielle russe ayant donc les moyens d'influencer cette population, et Moscou n'hésite pas à s'ingérer dans les affaires intérieures des pays voisins baltes. L'Estonie fait justement preuve de plus de raideur dans ses politiques face aux minorités russophones. Néanmoins, comme l'explique Céline Bayou, « (...) ces minorités doivent être appréhendées avec nuance. Parmi ces « russophones », certains (...) sont des opposants russes, bélarusses ou autres, qui se sont installés sur les rivages baltes pour fuir des régimes non-démocratiques; voire des personnes déplacées d'Ukraine depuis le début de la guerre, de facto potentiellement russophones ».

⁵⁰ AGUEÏVA, Vera. Op. cit.

⁵¹ Ibid.

C) Les relations entre l'Estonie et la Russie depuis la guerre en Ukraine: une stratégie d'influence fondée sur la guerre hybride et une rhétorique anti-estonienne

La stratégie d'influence de la Russie a connu d'importantes mutations depuis le 24 février 2022. De fait, depuis le début des affrontements en Ukraine, les relations entre l'Estonie et la Russie sont au plus bas. Nous étudierons sa mise en œuvre dans le détail dans les chapitres suivants, la stratégie d'influence de Moscou sur l'Estonie change de forme, notamment avec le début de cette guerre. Celle-ci prend une forme plus agressive et **s'apparente à de l'ingérence**. La Russie mène donc une guerre hybride sur plusieurs fronts. Dans cette partie, nous allons nous intéresser aux relations entre la Russie et l'Estonie et la manière dont elles s'inscrivent dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine. Nous allons également présenter les rhétoriques mobilisées par la Russie afin de présenter une certaine lecture du conflit et de l'idéologie russe - ensuite réutilisée comme support pour déployer sa stratégie d'influence en Estonie. En effet, du fait de la dégradation des relations entre l'Estonie et la Russie, celle-ci mobilise une rhétorique marquée par une forte dimension anti-estonienne.

Comme nous l'avons présenté dans la partie précédente, les stratégies d'influence russes se concentrent prioritairement sur le déploiement de sa rhétorique auprès de la minorité russe et russophone établie en Estonie. Cette rhétorique cible cette population et permet à la Russie de remettre en question la légitimité des institutions estoniennes - ce qui, en retour, favorise la valorisation de la Russie et rend son modèle politique et culturel plus attractif aux yeux de cette même population.

a) Depuis le début de la guerre, les tensions dans les relations entre l'Estonie et la Russie sont accentuées

Membre de l'Union européenne depuis près de vingt ans, l'Estonie occupe une position géopolitique singulière, à la jonction entre la Russie et l'Occident. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine le 24 février 2022, ce pays balte, qui partage 294 kilomètres de frontière avec la Russie, se trouve dans un état de vigilance accrue. La

proximité géographique avec la Russie, la présence d'une importante communauté russophone, l'héritage d'une histoire partagée ainsi que l'attitude agressive de Moscou à l'égard de l'Ukraine nourrissent donc la perception de la Russie comme étant une menace directe pour l'Estonie. Les relations diplomatiques entre l'Estonie et la Russie sont donc tendues et quasiment inexistantes. En effet, selon Céline Bayou, « pour les Baltes, l'invasion russe de 2022 n'est donc que le prolongement de la politique plus ancienne de la Russie, et notamment de l'agression de 2014 »⁵². Engagés aux côtés de l'Ukraine, les États baltes, ayant toujours gardé un rapport de méfiance envers la Russie, « se réjouissent toutefois de voir l'Europe enfin décidée, mobilisée et unie »⁵³. L'Union européenne présente, en effet, un front uni et unanime dans ses prises de décision face à la guerre en Ukraine, contre la Russie. Néanmoins, selon Chloé Daniel, « les Baltes n'en tirent qu'une mince satisfaction puisqu'une telle attaque était à leurs yeux prévisibles et ne fait qu'augmenter la menace russe ». À ce titre, selon l'auteur, les États baltes « ne baissent pas la garde pour autant : face au risque d'une « fatigue » de l'Occident, ils se font les défenseurs d'un engagement qui devrait selon eux être plus rapide, plus massif et engagé sur le temps long. »⁵⁴.

b) Depuis 2022 : intensification de la guerre hybride russe contre l'Estonie...

L'état actuel des relations entre la Russie et l'Estonie s'inscrit dans la continuité du tournant que représente l'invasion russe de l'Ukraine. Dans le contexte de ce conflit, la Russie met en œuvre une guerre hybride envers les pays européens et vise donc notamment l'Estonie. En effet, nous venons de l'évoquer, compte tenu de sa situation géographique et de ses spécificités politiques et sociales, l'Estonie se trouve à l'avant-poste face à la guerre hybride menée par la Russie sur l'Europe. Dans ce cadre, les stratégies d'influence russes sont conçues en réaction à un environnement stratégique perçu par les autorités comme hostile et incertain.

En 2018, le CEPA examine l'approche de la Russie en matière de concurrence non-linéaire dans son rapport « Chaos as a Strategy : Putin's 'Promethean' Gamble »⁵⁵. L'évaluation du rapport est que la Russie sème le chaos pour réaliser son programme

⁵² DANIEL, Chloé. Op. cit.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ POLYAKOVA, Alina., BOULÈGUE, Mathieu., et al. (2021). THE EVOLUTION OF RUSSIAN HYBRID WARFARE. Dans Center For European Policy Analysis (CEPA).

d'influence au-delà de ses frontières en déployant un éventail d'outils de guerre hybride. Du point de vue du Kremlin, la guerre hybride est donc une application tactique de la stratégie du chaos. Il s'agit d'une guerre « à spectre complet » qui déploie un éventail de moyens conventionnels et non conventionnels visant à modifier l'objectif sur le terrain tout en cherchant à éviter une confrontation militaire directe avec les États occidentaux⁵⁶. Incapable de rivaliser dans une confrontation directe, le Kremlin a recours à la guerre hybride pour compenser ses faiblesses vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN. Selon la « stratégie du chaos », la Russie, relativement affaiblie, peut éviter la concurrence directe avec l'Occident et continuer à le défier efficacement en fragmentant les alliances adverses, en attisant les divisions internes, en sapant les systèmes politiques de ses opposants et, ce faisant, en assurant la survie à long terme du régime. Ainsi, le recours de la Russie à la guerre hybride contre l'Estonie « a évolué au cours des derniers mois et des dernières années » et s'explique car celle-ci diffère des « autres théâtres d'opérations » étant membre de l'OTAN et de l'Union européenne. Contrairement à l'Ukraine, une agression militaire directe contre l'Estonie impliquerait automatiquement un affrontement entre la Russie et l'Alliance atlantique. Cela conduit le Kremlin à maintenir ses actions contre l'Estonie sous le seuil d'agression militaire directe, l'Estonie n'étant pas considérée comme « un État faible », peu susceptible d'être déstabilisé ou manipulé. En effet, ce pays est gouverné par l'État de droit, affiche un niveau faible de corruption et de criminalité et, nous l'étudierons dans le détail dans le deuxième chapitre, ne dispose pas de parti politique, d'homme politique ou de mouvement pro-Kremlin important. De plus, l'Estonie est fortement ancrée dans la communauté et les institutions occidentales. Depuis le début de l'année, l'industrie énergétique estonienne ne dépend plus de la Russie mais de l'UE : les réseaux électriques des États baltes ont été déconnectés du système russe, réduisant ainsi leur dépendance énergétique à ce pays.

⁵⁶ LYUBAREVA, Inna. et al. « La diplomatie numérique : Évolution des stratégies diplomatiques et d'influence à l'ère (du) numérique ». Réseaux, 2024/3 N° 245, 2024. p.11-35.

Dans ce cadre, la Russie utilise des armes considérablement différentes dans sa guerre hybride contre l'Estonie que contre l'Ukraine. Nous l'étudierons plus en détail dans les chapitres suivants, les efforts du Kremlin contre l'Estonie se concentrent donc principalement sur les Russes et les russophones les moins intégrés à l'Estonie (Chapitre II) et sur la société hautement numérisée de l'Estonie (Chapitre III). En d'autres termes, depuis le début des affrontements en Ukraine, la Russie mène une guerre hybride contre l'Estonie et combine donc, des instruments d'influence et d'ingérence afin d'exercer une pression sur ce pays. Selon Céline Marangé, les dirigeants russes se méfient des valeurs et du soft power occidentaux et cherchent à en « prémunir la société russe ». Ainsi, dans le cadre de la stratégie russe telle qu'elle est déployée en Estonie, Moscou souhaite donc prévenir et protéger les « compatriotes » russes installés dans ce pays. Pour appréhender ces perceptions et leurs conséquences, il est essentiel de prendre en compte non seulement les intentions, les stratégies et les moyens attribués aux différents acteurs de cet environnement, mais également les fondements de leur vision du monde, leur référentiel rhétorique. C'est ce que nous allons voir dans cette partie.

c) ... qui mobilise une rhétorique anti-estonienne importante

Le contexte géopolitique que nous avons décrit, caractérisé par des relations rompues, au mieux tendues, entre la Russie et l'Estonie, particulièrement depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, crée un terrain favorable au déploiement par Moscou d'une rhétorique anti-estonienne centrale dans sa stratégie d'influence.

Cette rhétorique se traduit notamment par le rejet des valeurs occidentales de démocratie et de pluralisme. La Russie est donc à la recherche d'un nouvel ordre mondial perdu. Cette recherche est particulièrement visible dans le discours prononcé par Poutine en février 2007 à Munich lors de la Conférence sur la sécurité. Lors de ce discours, marqué par une critique d'un ordre unipolaire, le Président dénonce l'interventionnisme des États-Unis à l'extérieur de leur territoire, déplore que ceux-ci soient au cœur de ce monde « unipolaire » et exprime son inquiétude pour ce qu'il perçoit comme l'expansionnisme de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Plus particulièrement, ce discours exprime surtout le début d'une contestation d'un ordre international « post-bipolaire », dont la principale faiblesse tenait au fait qu'il n'était pas défini. Cette même critique, déjà présentée en 2007, refait surface dans

les discours plus récents du Président. Rejetant « l'hypertrophie du recours à la force », il accuse les États-Unis et l'OTAN de déstabiliser le système international. Il dénonce notamment « l'élargissement de l'OTAN, le déploiement de nouvelles infrastructures militaires, ainsi que les projets de l'alliance (d'origine américaine) visant à créer un système de défense antimissile en Europe »⁵⁷, directement aux frontières de la Russie. Cette rhétorique, mobilisée davantage pour justifier la guerre en Ukraine, sert également de fondement à l'opposition russe envers l'Estonie.

Dans le document de travail du CEPS intitulé « Rebranding Russia : Norms, Politics and Power », Andrey S. Makarychev souligne la dimension normative structurant les politiques étrangères de la Russie et de l'Estonie déployées l'une envers l'autre. Dans son approche de l'Estonie, la Russie se présente comme le garant des « vraies valeurs » européennes, prétendument remises en cause par Tallinn. Le premier principe normatif instrumentalisé par la Russie est la condamnation du fascisme qui, selon Moscou, est cultivé par certaines organisations estoniennes. Le second principe repose sur la protection de la minorité russe. Ces deux principes normatifs constituent des piliers du discours russe à l'égard de l'Estonie. En l'accusant de ne pas répondre aux exigences découlant de ces deux principes normatifs, Moscou affirme que l'Estonie ne répond pas et ne respecte pas les exigences que doivent respecter les États démocratiques.

Dans un premier temps, la Russie accuse donc l'Estonie de réécrire l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, en passant sous silence le rôle de l'armée soviétique dans la libération des États baltes de l'occupation nazie. Dans ce cadre, en 2004, la Russie adresse une déclaration à l'Union européenne pour l'informer de ce qu'elle qualifie d'attitude « anti-russe » de l'Estonie ainsi que de ses initiatives visant à formuler des revendications matérielles et politiques contre la Russie et à falsifier l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce cadre, la Russie accorde une attention particulière à la rhétorique antinazie. Sergey Lavrov lors d'un discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, informe et met en garde contre l'organisation de défilés en Estonie et en Lettonie en l'honneur des vétérans de la Waffen SS et de la division estonienne de la SS⁵⁸. Par ailleurs, un autre moyen de démontrer l'opposition de la Russie à la montée de la menace que constitue le

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ GELIGNE Nicolas. Op. cit.

nazisme est le Mouvement international de protection des droits de l'homme, Monde sans nazisme (*Международное правозащитное движение Мир без нацизма*), fondé en 2010, qui présente les valeurs russes sur la scène internationale. Selon James Kirchick⁵⁹, l'idée d'un monde sans nazisme permet à la Russie de poursuivre sa propre politique d'influence sur les autres États. Dans un deuxième temps, la Russie souhaite attirer l'attention de la communauté internationale sur la discrimination dont sont victimes les minorités nationales russes dans les États baltes. La Russie formule ainsi des critiques sur les politiques qualifiées de discriminatoires de l'Estonie lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. À cette occasion, Lavrov met en avant la question de l'absence de citoyenneté au sein de la minorité russophone en Estonie, qu'il qualifie de situation honteuse, et insiste sur la nécessité d'y remédier.

Dans la continuité des dynamiques rhétoriques que nous avons présenté, notons que les tensions liées aux monuments historiques et ce qu'elles laissent donc transparaître des relations bilatérales entre la Russie et l'Estonie, sont réactualisées dans le contexte de guerre en Ukraine. Dans notre étude des articles publiés dans les médias russes au sujet de l'Estonie entre février 2022 et juillet 2025, nous avons pu voir de nombreux articles évoquant la question des monuments historiques. Le site internet de RIA Novosti relaie de manière très importante de nombreux exemples de démantèlement de monuments de guerre soviétique. Dans un article publié en novembre 2022⁶⁰, neuf mois après l'invasion russe de l'Ukraine, le média explique que « L'Estonie adopte des lois pour démanteler les monuments de guerre soviétiques ». Selon cet article, la loi dispose que « les parties d'un bâtiment, les monuments, les sculptures et autres structures visibles au public ne peuvent pas exprimer une incitation à l'hostilité, soutenir ou justifier un régime d'occupation, des actes d'agression, de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre ». Ce média se fait, dans la suite de l'article, le relais de la rhétorique russe mettant en lumière le rôle de la Russie comme étant le protecteur de la culture russe et donc par extension de la minorité russe et russophone installée en Estonie face aux politiques russophobes estoniennes. Nous pouvons lire : « Comme l'a rapporté plus tôt le vice-ministre de la Défense de la Fédération de Russie Dmitri Boulgakov , la Russie restaurera sur son territoire les monuments militaires démantelés dans les pays voisins ». En contraste, un autre article publié en avril 2022 met en avant le fait que « Le monument du Soldat de bronze à Tallinn a été profané par le fils d'un

⁵⁹ KUCZYNSKA-ZONIK, Aleksandra. Russia's soft power in the Baltic States. *Journal of International Relations* „Medzinárodné vzťahy”. 14. 36-57, 2016.

⁶⁰ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20221110/pamyatniki-1830494289.html>

député estonien ». Dans ce cadre, il est important de noter que seuls les propos de Jaak Allik, ancien Ministre de la Culture avec un positionnement pro-russe sont relayés pour renforcer la critique de ces actes russophobes mis en œuvre par l'Estonie et renforcés depuis le début de la guerre en Ukraine. Dans un article publié par RIA Novosti en juillet 2025, (Annexe 1) nous pouvons lire : « Nous avons également commencé à démolir les monuments de la Grande Guerre patriotique. Une réévaluation de la Seconde Guerre mondiale a commencé et, bien sûr, aux yeux de la communauté russophone, cela apparaît comme une entreprise extrêmement... désespérée. Après tout, ce sont leurs pères et leurs grands-pères qui ont combattu pour une juste cause : contre le fascisme. Et nous avons commencé à démolir d'immenses monuments sous lesquels gisent des Ukrainiens, des Estoniens et des Russes, couchés côte à côte, innocents ». Cet article s'inscrit parfaitement dans la stratégie russe qui vise à faire en sorte que la minorité russe et russophone, particulièrement sensible à ces questions, se méfie et critique le gouvernement estonien du fait qu'il met en œuvre une politique essentiellement russophobe, mettant à l'écart le rôle de la Russie dans la libération de l'Estonie du nazisme. Cela permet donc de réaffirmer la rhétorique russe visant à exprimer son inquiétude face à la montée du fascisme et du nazisme en Estonie, dont ces politiques liées aux monuments soviétiques se font le relais. En effet, que ce soit au moment du changement de nom du Théâtre russe de Tallin⁶¹ ou lorsque des monuments à la mémoire des soldats soviétiques sont détruits, les médias russes et notamment RT et Sputnik expliquent clairement que ces actes sont le relais d'une politique assumée de la part du gouvernement Estonie de « régler leurs comptes historiques avec la Russie et à effacer le souvenir de la Grande Guerre patriotique ». Enfin, un deuxième article publié sur ce même site⁶², explique que comme l'a déclaré la représentante officielle du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, les dirigeants estoniens « suivent à la lettre le calendrier d'exécution de l'ordre occidental de mettre en œuvre une politique russophobe ». Ici, nous voyons même à quel point la Russie considère l'Estonie dépendante de la puissance occidentale, ce qui explique en partie l'importance accordée à ces politiques anti-russes en dépit de l'importance de la communauté des « compatriotes » installée en Estonie.

⁶¹ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20250714/teatr-2028957345.html>

⁶² Article disponible à ce lien : <https://russian.rt.com/ussr/news/1458250-kladbische-tallin-monumenty>

Ainsi, nous pouvons dire que ces exemples s'inscrivent pleinement dans la construction d'une rhétorique russe visant à accuser l'Estonie de proximité envers le nazisme, ce qui met en danger les minorités russes et russophones installées sur ce territoire. Nous allons l'analyser dans le détail dans le chapitre suivant mais notons que cette rhétorique est instrumentalisée par la Russie comme moyen de légitimation de son « opération militaire spéciale » en Ukraine et de ses actes d'ingérence contre l'Estonie car ceux-ci visent à lutter contre la présence du nazisme dans ce pays proche de la Russie et hébergeant un nombre important de russes et russophones. De plus, comme nous l'avons rapidement évoqué, en associant Tallinn au « nazisme » et en l'accusant de négliger la protection des russophones, Moscou ne cherche pas seulement à délégitimer les institutions estoniennes, mais également à consolider sa propre légitimité en se présentant comme le « défenseur » des valeurs européennes authentiques. Cette rhétorique, inscrite dans une logique de guerre hybride, poursuit ainsi deux objectifs complémentaires : d'une part, affaiblir l'image internationale de l'Estonie en la présentant comme un État s'écartant des standards démocratiques ; d'autre part, entretenir une influence durable sur la minorité russophone en cultivant un sentiment d'exclusion et de dépendance à l'égard de la Russie.

Ce chapitre liminaire a mis en lumière le cadre historique, identitaire et géopolitique qui fonde la stratégie d'influence et d'ingérence russe en Estonie. Ces éléments théoriques conceptuels et contextuels constituent la matrice sur laquelle s'appuient les instruments concrets de l'influence et de l'ingérence russe en Estonie dans un contexte de guerre en Ukraine. Nous proposons donc d'examiner la mise en oeuvre de ces outils, qu'ils relèvent du coercitif ou du « *soft power* », dans le Chapitre II. Ainsi, nous souhaitons démontrer comment la Russie traduit ces principes stratégiques en actions effectives visant à renforcer son influence et orienter le comportement de l'Estonie dans un environnement perçu comme hostile.

Chapitre II

Les instruments russes d'influence et d'ingérence : les outils coercitifs et de « soft power », vecteurs de la stratégie russe d'influence en Estonie

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser aux instruments mobilisés par la Russie afin d'exercer son influence en Estonie. L'objectif de ce chapitre est d'analyser les « actions hostiles de la Russie à l'encontre des structures de l'État estonien »⁶³ qui peuvent prendre à la fois la forme d'une puissance douce - observable dans les domaines de l'éducation, la culture, la religion auprès de la minorité russe et russophone -, et la forme d'outils coercitifs notamment dans le domaine de l'énergie. En effet, malgré le fait que pour les états baltes et notamment l'Estonie, le « soft power » russe soit considéré comme une forme de « hard power », afin de réaliser les objectifs liés à sa stratégie d'influence en Estonie, la Russie couple ses instruments de « soft power » avec des instruments plus coercitifs.

Dans ce cadre, il convient de nous interroger sur le cadre théorique le plus pertinent pour analyser les effets de ces politiques en Estonie. L'examen de la mise en œuvre des outils coercitifs employés par la Russie conduit en effet à considérer son action moins comme une stratégie d'influence que comme une véritable stratégie d'ingérence.

Ce chapitre nous permettra également d'analyser les effets de cette influence russe en Estonie au regard du conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine. En effet, l'Estonie en tant qu'acteur européen et atlantique, joue un rôle important dans ce conflit, notamment dans son soutien à l'Ukraine face à la Russie. Ce conflit constitue la matrice sur laquelle les intérêts estoniens en matière de défense et de souveraineté se matérialisent face à l'expansionnisme et aux tentatives d'influence et d'ingérence russes.

⁶³ BIL, Jacek. Estonia as an Area of Russian Influence: Analysis and Synthesis of the Kremlin's Methodology of Exerting Influence on Tallinn's Political and Social Stability. Polish Political Science Yearbook Volume 51, 2022, p. 31-42.

A) La stratégie russe d'utilisation de la coercition afin d'atteindre ses objectifs de politique étrangère ...

Le domaine énergétique, un vecteur central de la mise en oeuvre d'actions coercitives pour exercer une influence/ingérence sur l'Estonie

Selon Jean-Robert Raviot⁶⁴, « le gaz et le pétrole fournissent à la Russie un levier d'influence géopolitique essentiel, en premier lieu sur le continent européen ». En effet, depuis près de quarante ans, l'exportation des hydrocarbures représente une des premières sources de revenus de l'État russe. En 2021, selon l'OCDE⁶⁵, le gaz naturel, le pétrole et leurs produits dérivés représentaient 63% du volume des exportations russes. Ainsi, mettant à profit sa situation privilégiée sur le marché énergétique d'Europe orientale, la Russie a de nombreuses fois recouru à des mesures coercitives pour atteindre ses objectifs de politique étrangère. Cette stratégie est d'autant plus visible en Estonie et dans les autres pays baltes du fait d'un contexte de dépendance énergétique quasi totale des pays baltes à l'égard de la Russie. Cette idée est visible au travers des projets Nord Stream mis en œuvre par la Russie. Le système Nord Stream lancé en 1977 relie directement la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique. Il constitue « l'aboutissement, l'incarnation matérielle et symbolique du rapprochement entre la Russie et l'Europe occidentale ». Entrepris dans les années 1970, lors de l'entrée de l'URSS dans la globalisation, il constitue donc une orientation fondamentale de la politique étrangère soviétique puis russe. Dans le contexte de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, Jean-Robert Raviot explique que ce projet permet le rétablissement, pour la Russie, d'un semblant de symétrie dans sa relation avec l'Occident en ce que ce lien énergétique garantissait son ancrage à l'Europe par un lien géo-économique fort et durable qui lui permettrait d'y garder « un levier d'influence décisif »⁶⁶. La construction du gazoduc Nord Stream 2 dans la mer Baltique permet à Moscou de doubler les capacités de livraison de gaz russe en Europe et, en conséquence, met un peu plus à mal l'économie balte⁶⁷. Enfin, la Hanse baltique reste selon Lukas Aubin, « probablement le principal enjeu géopolitique »⁶⁸ de la région. La mer Baltique constitue, en effet, une zone de transit stratégique entre la mer

⁶⁴ RAVIOT Jean-Robert. Op. cit.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ AUBIN Lukas, Op. cit.

⁶⁸ Ibid.

du Nord et le continent eurasiatique. Depuis le XII^e siècle, les pays baltes tirent une part essentielle de leurs revenus du commerce maritime. Toutefois, le rôle hanséatique de ports tels que Klaïpeda, Riga, Tallinn ou Ventspils se trouve directement menacé par la politique russe, Moscou ayant entrepris, depuis les années 2000, de développer et d'exploiter ses propres structures portuaires afin de concurrencer celles des pays baltes. En effet, en établissant une ligne énergétique directe entre la Russie et l'Allemagne, on cherche à réduire les risques liés au transit passant par des pays qui, dès le début des années 2000, sont perçus comme hostiles, tels les États baltes. Nous voyons à quel point les ressources énergétiques et « plus largement, l'économie » constituent le mode d'influence « le plus contraignant de Moscou sur les États baltes »⁶⁹.

Héritage de l'ère soviétique, les réseaux électriques des pays baltes restent longtemps synchronisés avec le réseau énergétique russe avant d'être intégrés au système de l'UE. En effet, dès 2001, après la chute de l'URSS, la Biélorussie, la Russie et les trois pays baltes signent l'accord BRELL, portant sur la gestion technique de la synchronisation de leurs réseaux électriques, lequel reste administré de manière centralisée depuis Moscou. En plus de ses conséquences commerciales liées à une concurrence limitée, cette situation s'accompagne d'une conséquence géopolitique majeure, celle d'entraver l'intégration des économies baltes à celles de leurs partenaires européens. Ainsi, avant l'annonce de la déconnexion énergétique balte des infrastructures russes et biélorusses, trois décennies après la fin de l'URSS, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie étaient des États fragiles toujours sous la menace de leur voisin⁷⁰. En 2020, ces pays dépendaient « à 90 % du pétrole russe et à 100 % de son gaz ». Du fait de cette situation de dépendance, nous venons de le voir, le pouvoir russe ne se privait pas d'utiliser l'argument énergétique pour faire pression sur des États baltes. De plus, les cyberattaques russes de 2007 sur l'Estonie ont été immédiatement suivies d'un embargo sur les exportations de pétrole et de charbon russes via le port de Tallinn, ce qui a profondément affecté les économies estonienne et russe. Néanmoins, malgré cette période tendue dans les relations entre les deux pays, l'Estonie continue les négociations avec l'UE en vue d'un nouvel accord de partenariat UE-Russie. Enfin, l'opposition du secrétaire d'État Anthony Blinken au projet Nord Stream 2, semble, « marquer l'apogée d'une stratégie d'influence américaine qui ne cesse d'enjoindre aux pays de l'Union européenne de limiter fortement, voire de rompre les liens de dépendance énergétique qui les unissent à la Russie »⁷¹. En effet,

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ RAVIOT Jean-Robert. Op. cit.

⁷¹ Ibid

selon Blinken, « (ce projet) sape les principes fondamentaux de l'UE en termes de sécurité et d'indépendance énergétiques. Elle pose un défi à l'Ukraine, à la Pologne et à d'autres pays qui nous tiennent à cœur » et constitue pour les États-Unis, un outil permettant à Vladimir Poutine d'exercer son influence sur le continent européen (Annexe 1). Nous voyons bien que c'est par le biais d'actions coercitives constituent le mode d'influence le plus contraignant de la Russie sur l'Estonie face à l'influence grandissante des États-Unis et de l'UE.

Afin de réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, les États baltes s'engagent dans une stratégie progressive de déconnexion gazière et pétrolière auprès des infrastructures russes. Dans un premier temps, l'Estonie souhaite donc se connecter aux réseaux européens grâce à la construction du gazoduc GIPL reliant la Pologne à la Lituanie et le Balticconnector reliant l'Estonie à la Finlande⁷². Cette stratégie a redoublé de vigueur avec le regain de tension avec Moscou depuis le 24 février 2022. Ainsi, comme souvent à l'origine et en première position face aux décisions européennes prises contre la Russie, les pays baltes sont les premiers à annoncer cesser d'importer du gaz russe en avril 2022⁷³. Le ministre des Affaires étrangères estonien, Urmas Reinsalu, a déclaré : « Le but de la sanction est de faire pression sur la Russie pour mettre fin à son agression militaire contre l'Ukraine, le gaz naturel étant une source importante de revenus pour la Russie et qu'il est utilisé comme un levier contre l'Union européenne »⁷⁴. Les sanctions votées conjointement par les États-Unis et l'Union européenne ont eu pour effet de réduire les importations d'hydrocarbures russes dans l'Union européenne : la part des importations de gaz naturel en provenance de Russie a brusquement chuté, passant de 39,3% en 2021 à 25 % en 2022⁷⁵. Alors même que l'Estonie était dépendante du gaz russe, à partir de la fin de l'année 2022, l'Estonie acquiert environ 20% sa la consommation de gaz annuelle auprès du stockage letton⁷⁶.

Cette déconnexion est actée et devient totale en février 2025. L'Estonie se déconnecte définitivement du réseau russe et fusionne avec le système énergétique européen. Cette déconnexion, souhaitée par les autorités estoniennes depuis 2018, a été accélérée en raison de

⁷² AUBIN Lukas. Op. cit.

⁷³ À ce sujet, voir le rapport 2023 réalisé par l'IRIS. Disponible à ce lien: https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/05/Rapport13_OSFME.pdf#page33

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ RAVIOT Jean-Robert. Op. cit.

⁷⁶ Rapport 2023 de l'IRIS. Op. cit.

l'invasion russe de l'Ukraine et constitue un important enjeu géopolitique et symbolique. Le Ministère des Affaires Étrangères de Lituanie explique en effet sur X que « La synchronisation avec le système électrique européen garantira la sécurité, la stabilité et la fiabilité de l'énergie pour (les pays baltes). Quel grand jour ! ». Cet éloignement de l'Estonie envers la Russie dans le domaine de l'énergie suscite des réactions négatives de la part de Moscou car il va à l'encontre de ses objectifs d'influence dans cette zone. C'est pourquoi la Russie continue de mettre en œuvre plusieurs outils plus ou moins coercitifs contre l'Estonie. Ces moyens sont le support des tentatives russes de continuer à exercer une influence dans le domaine énergétique estonien. Le département de la sécurité de l'État lituanien met clairement en avant les intentions et la stratégie de Moscou sur les pays baltes en réponse à cette déconnexion. Nous pouvons lire : « La Russie souhaite discréditer la décision des pays baltes de se déconnecter du réseau BRELL, ce qui signifie que divers risques à court terme sont possibles, tels que des opérations cinétiques contre des infrastructures critiques, des cyber-attaques et des campagnes de désinformation »⁷⁷.

Premièrement, la Russie va concentrer ses efforts dans la sphère informationnelle/médiatique afin de manifester son mécontentement au sujet de cette indépendance énergétique nouvellement acquise. Nous aborderons dans la partie suivante la manière dont les stratégies d'influence et d'ingérence russe se déploient en Estonie dans le domaine médiatique numérique, mais à ce stade de notre réflexion, il paraît nécessaire de rappeler que l'outil médiatique est fortement mobilisé par les pouvoirs politiques russes en tant qu'instrument d'influence notamment auprès du public russe et russophone d'Estonie. Ainsi, de nombreux articles sont publiés dans les médias russes et russophones critiquant cette politique des pays baltes. Dans un article publié sur la chaîne russophone du média RT, le 9 février 2025⁷⁸, Maria Zakharova, a commenté la déconnexion des pays baltes du système énergétique BRELL commun en expliquant que celle-ci représente une « Master class en auto-sabotage », « (...) une continuation logique de la destruction de pays et de peuples qui avaient autrefois toutes les conditions préalables à la prospérité et à l'indépendance ». De plus, cet article, afin de légitimer ce point de vue, utilise les propos du leader du parti ultra-conservateur britannique aux positions pro-russes David Kurten, selon lequel « (le)

⁷⁷ Voir l'article accessible à ce lien :

<https://www.connaissancedesenergies.org/afp/les-trois-pays-baltes-coupent-leurs-liens-avec-le-reseau-electrique-russe-250205>

⁷⁸ Article accessible à ce lien :

<https://russian.rt.com/russia/news/1432551-zaharova-otklyuchenie-pribaltika>

retrait des États baltes du système énergétique commun BRELL serait un coup dur pour eux-mêmes ». Par ailleurs, un autre article du même média⁷⁹, propose une lecture négative de la situation énergétique de l'Estonie, à la suite de son « refus » de rester intégrée au réseau électrique russe, et dénonce ce qu'il considère comme une position hypocrite de Tallinn à l'égard de Moscou. Nous pouvons lire : « (...) Cependant, malgré la rhétorique sur la rupture avec le passé, ces États n'oublient pas les avantages qu'ils ont reçus de la Russie. Cette situation expose les contradictions dans la politique de l'UE et soulève des questions sur l'adéquation de nouvelles alliances ». Cette lecture négative des événements est relayée par d'autres articles. Dans un article publié le 30 janvier 2025, un mois avant la déconnexion au BRELL, le média RT véhicule une vision fataliste de l'avenir des pays baltes dans l'hypothèse où la déconnexion du réseau BRELL serait effectivement mise en œuvre. Cet article relaie le point de vue d'Igor Yushkov, expert à l'Université financière sous le gouvernement de la Fédération de Russie et analyste de premier plan au Fonds national de sécurité énergétique. Selon lui, « le retrait de l'Estonie du système énergétique unifié (...) comporte des risques pour le système énergétique de la république ». En effet, ce départ « est un moyen de réduire la fiabilité de l'approvisionnement en énergie. Il est loin d'être certain qu'ils n'auront pas d'électricité, mais les risques augmentent ». De plus, de nombreux articles évoquent l'augmentation des tarifs de l'électricité suite à la sortie du BRELL. En évoquant la certitude de l'augmentation du prix de l'électricité, sans forcément parler de toutes les raisons liées à cette augmentation ou encore son caractère provisoire - car lié aussi à des causes exogènes à la sortie du BRELL -, la Russie vise à faire passer le message d'une Russie supérieure dans le domaine énergétique, ayant les capacités et les infrastructures énergétiques nécessaires afin de garantir une électricité moins chère et plus fiable à sa population. Ainsi, le ton de ces articles, que nous pouvons qualifier d'assez dramatique, veut partager un sentiment de peur face à cette situation et ce, auprès de la population russe et russophone d'Estonie. Nous voyons cela de manière très claire dans un article publié le 10 février 2025 sur RT « на русском »⁸⁰. Alors que les médias estoniens expliquaient une hausse des prix de l'électricité dans la semaine suivant la déconnexion au système russe, expliquée par une consommation d'électricité plus élevée due aux mauvaises conditions météorologiques, nous pouvons lire :

⁷⁹ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/ussr/video/1432530-perezagruzka-baltiiskoi-energeticheskoi-politiki>

⁸⁰ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/opinion/1432907-petrovskii-pribaltika-elektrichestvo-es-evropa>

« Aujourd'hui, le journal estonien Postimees rapporte un doublement des prix de l'énergie, expliquant de manière touchante que la production d'énergie éolienne a soudainement chuté. Le vent du changement ne soufflait pas assez fort – c'est inévitable. Aujourd'hui, l'électricité estonienne est plus chère que l'électricité finlandaise, avec une différence de salaire moyen presque trois fois supérieure (en faveur des Finlandais, bien sûr). Pas un mot sur (le) BRELL. (...) Lorsque le prochain Estonien constatera que ses factures d'électricité correspondent désormais à ses mensualités de prêt immobilier, que lui dira-t-on ? Le vent a-t-il encore une fois tort ? Quant à la Russie et à Saint-Petersbourg, qui fournissaient autrefois de l'énergie à ses voisins baltes, le vent ne nous dérange pas : nous avons des réacteurs. (...) Il n'y a désormais que des « prises européennes », une synchronisation avec une fréquence de 50 Hz et un regard fier vers l'avenir avec l'odeur d'un générateur diesel et de conserves ».

La supériorité des infrastructures et donc, de l'énergie russe ainsi que la critique de la politique de déconnexion estonienne passe aussi par l'utilisation d'un ton sarcastique. L'utilisation de ce ton permet de tourner en dérision les politiques estoniennes tout en réaffirmant la position russe présentée comme plus légitime et fiable, vise à renforcer l'adhésion de la population russe et russophone d'Estonie au discours du Kremlin et, ce faisant, à affaiblir la perception de la crédibilité de l'Estonie et de ses institutions politiques. En effet, notre étude des articles publiés en langue russe par le média RT, nous montre très clairement cette stratégie de comparaison mettant en lumière la Russie, mise à l'œuvre. Alors que de nombreux articles relaient de manière inquiétante le fait que Narva à majorité composée de russes et russophones « se prépare à des situations d'urgence après le départ du BRELL⁸¹, d'autres articles rassurants expliquent que « Les habitants de Kaliningrad n'ont pas ressenti la déconnexion des baltes avec BRELL ». Ces articles relaient donc la supériorité des infrastructures russes et critiquent la décision du gouvernement estonien. Cette critique va même jusqu'à prendre, souvent, la forme d'une véritable campagne de désinformation. En employant un ton sarcastique, ces articles déforment les propos estoniens, les présentant de manière inexacte et offrant une vision de la situation favorable à la Russie.

Le média Propastop - dont nous allons étudier plus en détail les objectifs dans le chapitre suivant - publie, en juillet 2024⁸², un article présentant la stratégie informationnelle du Kremlin liée à la déconnexion estonienne du BRELL. Cette stratégie se met en œuvre avant même que cette déconnexion n'ait lieu. En effet, nous pouvons lire que « la préparation de la mise en œuvre de cette décision s'accompagne d'arguments visant à prouver son

⁸¹ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/ussr/article/1429774-estoniya-lekarstva-produkty-vygod-brell>

⁸² Article disponible à ce lien :

<https://www.propastop.org/en/2024/07/25/the-baltics-exit-from-the-common-energy-system-causes-discontent-in-the-kremlin/>

caractère fallacieux et à la présenter comme une menace pour les économies baltes ». Une des hypothèses consisterait à dire que cet outil médiatique est mobilisé par le Kremlin pour effrayer la population estonienne et donc les décideurs publics afin d'essayer de leur faire changer d'avis sur l'implémentation de cette politique. Néanmoins, ces articles sont publiés par des journaux en ligne qui sont principalement lus par la population russe et russophone installée en Estonie, n'ayant pas un poids suffisant pour intervenir dans cette question au point de faire avorter un projet énergétique de cette envergure, souhaité depuis 2018. Les décideurs politiques estoniens ne sont donc pas, au regard de cette analyse, les principaux acteurs visés par cette stratégie. La stratégie russe consiste ici à instiller le doute et à créer un climat de panique au sein des communautés russes et russophones d'Estonie, dans le but de déstabiliser la société estonienne. De fait, la propagande du Kremlin prépare l'opinion publique russe à la sortie des pays baltes en s'appuyant sur trois arguments clés : « le système énergétique balte a été créé par l'Union soviétique », « la perte du marché balte de l'électricité n'est pas d'une grande importance pour la Russie » et « pour les pays baltes, elle menace de provoquer des ralentissements économiques et des manifestations de rue ». Ainsi, une telle déstabilisation ouvre la voie à une pénétration plus aisée de l'influence russe dans l'espace public estonien. Cette stratégie n'est pas une stratégie d'influence, mais bien d'ingérence.

Deuxièmement, la Russie va mener des opérations cinétiques contre des infrastructures énergétiques importantes pour l'Estonie. Un exemple de cette stratégie est l'endommagement de cinq câbles sous-marins dans le Golfe de Finlande, en décembre 2024, par un navire soupçonné d'appartenir à la « shadow fleet » russe. Cette attaque, suspectée d'être délibérée, relèverait de la stratégie hybride coercitive mise en œuvre dans la zone par la Russie en réponse au contexte international. En effet, depuis le début de l'opération militaire spéciale en février 2022, les incidents liés à des navires de la « shadow fleet » (notamment russe et parfois chinoise) se multiplient dans la mer Baltique, entraînant des menaces économiques et sécuritaires de taille pour les pays touchés. Cette stratégie hybride coercitive vise donc *in fine* à déstabiliser l'Estonie et à affaiblir la confiance envers ses infrastructures. En instaurant un climat d'insécurité, la Russie cherche à accroître la vulnérabilité énergétique de la région, à démontrer la faiblesse des réseaux estoniens, et à réaffirmer ainsi sa capacité d'influence, voire d'ingérence, dans le pays. De plus, de nombreux articles publiés en ligne

par le média RIA Novosti⁸³ présentant le fait que la Russie est souvent accusée de saboter les infrastructures énergétiques estoniennes et baltes. Nous pouvons faire l'hypothèse que cela ne constitue pas un problème pour la Russie, puisque cela permet à la Russie de se présenter comme un pays ayant les capacités de mener de telles attaques, capables de déstabiliser le système estonien. Cela contribue à renforcer son image d'acteur central et influe sur la scène internationale.

Ainsi, Moscou exerce une pression économique et énergétique comme moyen de mettre en œuvre sa politique d'influence sur le territoire estonien. Dans ce cadre, les menaces, les sabotages et autres actions coercitives que nous avons mentionnées créent un climat d'incertitude qui est exploité au profit de l'augmentation de l'influence russe. Nous pouvons donc conclure que l'énergie constitue vecteur stratégique d'influence, voire même d'ingérence vers l'Estonie. Nous allons examiner, dans cette section, la distinction que fait ce travail de recherche entre le concept d'ingérence et celui d'influence pour qualifier la stratégie russe en Estonie, notamment dans le secteur énergétique. Cette étude montre que la Russie, par la nature des actions observées, mène des actions coercitives dans le domaine énergétique et déploie donc une stratégie d'ingérence. En effet, lorsque ces actes sont violents et enfreignent les normes juridiques internationales, dans le but de déstabiliser l'État estonien et d'obtenir un avantage, comme le maintien d'un partenariat énergétique profitable à la Russie, la stratégie dépasse le cadre de l'influence et relève de l'ingérence. Par ces actions coercitives, la Russie cherche à intervenir dans les affaires estoniennes pour orienter les décisions de manière favorable à ses intérêts.

Néanmoins, à côté de ces manifestations de fermeté, la Russie s'est dotée d'un arsenal de soft power dans ses relations avec les pays baltes afin de continuer à essayer d'exercer une influence dans ce pays. Ces actes sur le plan énergétique, du fait de leur nature même, sont considérés comme relevant du caractère dangereux de la Russie. De ce fait, le recours à des moyens « doux » permettrait à la Russie d'étendre la portée de son influence, en s'appuyant sur des ressources culturelles et symboliques qui ne renvoient pas à l'image négative ou menaçante associée au pays.

⁸³ Nous avons sélectionné trois articles publiés par RIA Novosti au sujet de cette question. Voir l'Annexe 1

B)... couplée à un arsenal de « soft power » ...

Le modèle russe de « *soft power* » est un « modèle hiérarchique d'échange d'informations »⁸⁴. À travers ses agences politiques et culturelles, mais aussi au moyen de la politique linguistique, des dispositifs de visas et de citoyenneté, des acteurs privés (entreprises, fondations, organisations, Église orthodoxe) et de la culture de masse, Moscou cherche à projeter une image d'attractivité auprès de la société balte. La stratégie russe d'influence par le « *soft power* » repose principalement sur quatre vecteurs principaux : la défense des droits de la minorité russophone, soit des « compatriotes » - face à une russophobie croissante -, l'implication de l'Église orthodoxe russe, l'influence exercée sur la culture et les partis politiques nationaux.

1) Mobiliser les « compatriotes » russes en Estonie

Plutôt que de séduire au-delà de son périmètre d'influence direct, le « *soft power* » russe cherche surtout à mobiliser des audiences entretenant déjà des liens culturels et spirituels avec la Russie, ainsi qu'une vision du monde valorisant le multilatéralisme et les « valeurs traditionnelles ». Cette politique cible principalement les membres de la diaspora, soit les « compatriotes de l'étranger », que le gouvernement estime à 30 millions de personnes, dont 18 millions dans l'espace postsoviétique⁸⁵. Aux yeux des autorités russes, ces individus représentent autant de relais d'influence potentiels dans leurs pays de résidence. Nous avons défini cette stratégie dans le chapitre liminaire, mais il est important de noter que cette politique russe d'influence sur les « compatriotes » vise à prévenir l'assimilation de ces groupes dans les pays où ils sont installés, en encourageant potentiellement leur réintégration dans l'espace culturel russe à l'avenir. Rappelons-le, les autorités russes définissent les « compatriotes » avant tout par la maîtrise de la langue russe, ce qui élargit considérablement le champ d'action de la politique étrangère russe à leur égard. La mobilisation de ce concept dans la politique étrangère russe se manifeste notamment à travers les programmes de rapatriement et la pression exercée sur les pays abritant une importante diaspora russe, au

⁸⁴ PANOVA, 2015 in KUCZYNSKA-ZONIK, Aleksandra. Russia's soft power in the Baltic States. *Journal of International Relations* „Medzinárodné vzťahy”. 14. 36-57, 2016.

⁸⁵ AUDINET, Maxime. Une fabrique étatique du soft power. Acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie publique. Sous la direction de M. Jean-Robert Raviot, Université Paris Nanterre, 2020.

nom de prétendues violations dirigées contre cette même diaspora. Ces accusations sont fréquemment formulées par la Russie sous couvert de défense des droits des populations russophones et servent, dans certains cas, à légitimer des actions militaires agressives, comme cela est le cas avec l'invasion de l'Ukraine depuis février 2022. Ainsi, cette stratégie de concentration sur les « compatriotes » est d'autant plus visible dans le cadre de notre étude, les états baltes disposant d'une importante diaspora russe, un réservoir de « compatriotes » d'autant plus important qu'ils constituent le principal vecteur d'influence russe dans leur pays. Constituant près d'un tiers des habitants de leurs pays et maîtrisant la langue russe, ils sont une puissante source d'influence russe sur la politique intérieure et extérieure des États baltes.

2) L'instrumentalisation de la question de la langue, de la culture russe et des valeurs conservatrices traditionnelles

a) Le développement du concept du « Monde russe » ...

Élaboré dans les sphères intellectuelles des années 1990, un nouveau concept, celui de « *Русский мир* », soit, de « Monde russe », émerge et s'impose progressivement, dans les années 2000, dans les discours des responsables politiques russes. Viatcheslav Nikonov, directeur exécutif de la fondation « *Русский мир* », le définit en 2010 comme « une civilisation originale plus vaste que les ethnies et les territoires » dont le fondement serait donc la culture. D'abord défini comme une initiative « culturelle politiquement neutre »⁸⁶ souhaitant réunir les individus se sentant proches de la culture russe, le « Monde russe » désigne donc une communauté dont les habitants de la Fédération de Russie et les « compatriotes » de l'étranger en forment la base en tant que **porteurs** de la langue et de la culture russes et, éventuellement, nous le verrons dans les parties successives, des valeurs orthodoxes.

Alors même que le « Monde russe » apparaît et se définit en concept culturel, il dispose d'un aspect géopolitique déterminant. Le concept évolue donc par la suite vers une forme de politique de « *soft power* » destinée à exercer l'influence russe dans son « étranger proche ». Toutefois, notamment en Estonie, le concept de « Monde russe » est vu comme une idéologie dangereuse de la politique extérieure de la Russie. En effet, nous allons le voir, sous

⁸⁶ AGUEÏVA Vera. Op. cit.

couvert d'une politique de protection et défense des « compatriotes », la politique de « *soft power* » russe a l'intention de mettre en oeuvre et justifier des interventions dans les affaires intérieures estoniennes. Cette inquiétude se matérialise sur la question de la minorité russe d'Estonie, instrumentalisée par Moscou qui accuse les pays baltes de « manque de démocratie » et de « non-respect des droits de l'Homme »⁸⁷. Dans ce cadre, la Russie se positionne en « défenseur » de la minorité russe et russophone installée en Estonie, présentée comme menacée dans ses droits, voire dans son existence même, par des politiques qualifiées de « russophobes ». Cette thématique de la protection des compatriotes russes a été particulièrement réactivée avec le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022 et le soutien affirmé de l'Estonie à l'Ukraine, contre la Russie. Donc, pour Tallinn, ces discours sur la protection des russes et russophones sont perçus non seulement comme une remise en cause de sa souveraineté, mais également comme une menace pour son intégrité territoriale, s'apparentant à une ingérence directe russe dans ses affaires intérieures. Selon Marlène Laruelle, le concept de « Monde russe » offre un répertoire puissant qui s'inscrit dans un imaginaire géopolitique flou, permettant de relier diverses régions du monde à la Russie de manière flexible. Cette « confusion structurelle » rend le concept adaptable à différents contextes : il justifie l'influence de la Russie sur ses voisins, renouvelle les liens avec son passé soviétique ainsi qu'avec les diasporas russes, et sert à renforcer son image sur la scène internationale. En somme, le « Monde russe » est un « signifiant flottant », modulé par différents acteurs autour du Kremlin selon les besoins et le contexte⁸⁸. Cette analyse du concept proposée par Marlène Laruelle permet de poser les bases de notre analyse de la mise en oeuvre de la politique d'influence russe par les outils de « *soft power* » en Estonie notamment dans un contexte de guerre.

⁸⁷ KUCZYNSKA-ZONIK, Aleksandra. Op. cit.

⁸⁸ LARUELLE, Marlene. (2015). "The 'Russian World'. Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination," Center for Global Interests Papers, May.

b) ... et son instrumentalisation dans le cadre de la promotion de la langue, de la culture russe et de l'orthodoxie comme moyen d'influence russe en Estonie dans un contexte de guerre

La notion de « *Русский мир* » a pour particularité de fonder l'attractivité de la Russie, non pas sur des valeurs et des idéaux politiques, à l'instar du « *soft power* » occidental, mais sur des références culturelles et historiques communes. Elle a servi à justifier l'annexion de la Crimée et depuis février 2022, l'agression et l'invasion de l'Ukraine. Dans cette perspective, le concept est également mobilisé pour convaincre la population russe et l'opinion publique d'autres pays que les tensions actuelles entre la Russie et l'Europe s'inscrivent dans la continuité d'un conflit de civilisation entre un « Monde russe », garant de l'orthodoxie et de la bonne morale, et d'un « Occident collectif » déchristianisé et décadent sur le plan des mœurs. L'invasion de l'Ukraine met à l'épreuve cette forme de « *soft power* » employé par la Russie et produit une accentuation de l'instrumentalisation du « Monde russe » et de ses composantes.

i) La promotion de la langue et de la culture russe en Estonie face à une « russophobie » croissante

L'importance accordée à la langue russe s'est traduite dans la décision de proclamer l'année 2007, l'« année de la langue russe ». À cette occasion, lors d'une intervention devant l'Assemblée fédérale, Vladimir Poutine insiste sur son rôle crucial du russe en tant que langue du « Monde russe »⁸⁹. Sa promotion revêt un enjeu culturel mais aussi politique, dans la mesure où elle constitue un vecteur d'influence, soit de diffusion des idées et des valeurs russes. Cette prise de conscience a conduit notamment à créer, en juin 2007, la fondation « *Русский мир* », chargée de populariser la langue russe qu'elle cherche à transformer en langue centrale de l'espace post-soviétique en élargissant le nombre de ses locuteurs. La culture russe est elle aussi promue par le Kremlin. Le gouvernement russe fait le choix de privilégier le patrimoine culturel russe traditionnel et classique. Cette stratégie a été mise en lumière par Maxime Audinet⁹⁰ qui explique à cet effet que « (l)'action culturelle publique de

⁸⁹ YAUHENI, Smirnou. Le monde russe : un concept et son évolution. In: *Revue Russe* n°46, 2016. Présences russes dans le monde du XXI^e siècle. Sous la direction de Emilia Koustova et Evelyne Enderlein. pp. 29-38.

⁹⁰ AUDINET, Maxime. Op Cit.

la Russie à l'étranger est sélective et consensuelle et ne sollicite qu'à la marge les ressources issues de la société civile ». Cette culture « consensuelle » correspondrait à la culture russe traditionnelle et classique, englobant la littérature, la poésie, la musique, l'art et le ballet.

Dans ce cadre, des représentations de la Fondation « Le Monde russe » – notamment les centres russes – sont présentes dans les trois pays baltes. En Estonie fonctionnait le Centre de langue russe de l'Institut Pouchkine, qui a fermé ses portes depuis le début de l'invasion russe en Ukraine. De plus, de nombreuses institutions sont chargées de la « protection des droits des compatriotes », telles que de Rossotrudničestvo, l'« Agence fédérale pour les affaires de la Communauté des États indépendants, des compatriotes de l'étranger et de la coopération humanitaire internationale ». Créée en 2008, cette agence a pour mission de propager une image positive de la Russie à l'étranger et de « protéger les droits et les intérêts (culturels, linguistiques, sociaux) des compatriotes », faisant partie du « *Русский мир* ». Notons que l'Estonie est le seul pays balte à ne pas avoir, sur son territoire, un centre de représentation de Rossotrudničestvo. Cela symbolise le fait que l'Estonie considère l'influence « douce » exercée par la Russie - par la mise en œuvre de projets linguistiques et culturels-, comme une ingérence. En effet, les activités de ces centres vont bien au-delà de la promotion de la langue et de la culture : elles se concentrent sur la lutte contre la « falsification de l'histoire », la protection des droits des minorités russes, ainsi que sur la promotion de l'agenda de la Russie dans les pays voisins⁹¹.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie avance notamment l'idée d'une culture russe en danger. Ce danger, s'il existait déjà avant le 24 février 2022, s'est accéléré depuis l'invasion avec l'idée d'une haine dirigée envers l'ensemble de la culture russe qui appelle à une « annulation » de cette dernière. L'Estonie, affichant son soutien à l'Ukraine et en tant que membre de l'UE et de l'OTAN, considère donc que la Russie et dans la continuité, ses politiques d'influence, représentent un danger pour sa souveraineté.

Dans la lignée des politiques linguistiques, la fermeture du centre culturel russe en Estonie a d'ailleurs fait l'objet de critiques de la part de la Russie. Plusieurs articles de presse relaient cette information la présentent comme étant une conséquence directe des politiques russophobes estoniennes contre sa minorité russe. Cette idée est d'autant plus exploitée dans le contexte des affrontements en Ukraine. Durant l'été 2025, Tallinn a voté pour fusionner le

⁹¹ TERESHENKO, Denys et KOVAL, Nadiia. « Russian Cultural Diplomacy Under Putin: Rossotrudnichestvo, the "Russkiy Mir" Foundation and the Gorchakov Fund in 2007-2022 », 2023.

Centre culturel russe avec d'autres institutions et pour renommer ce centre en « Centre Culturel Mere » - du nom de la rue où il se situe. Un article publié par RIA Novosti le 21 juillet 2025⁹² explique que les représentants de 15 groupes créatifs du Centre culturel russe d'Estonie demandent aux députés du Conseil Municipal de Tallinn de ne pas précipiter leur décision concernant la réorganisation et la fermeture de ce centre. Nous pouvons lire : « La destruction du Centre culturel russe entraînera la perte d'un centre culturel important, ce qui conduira inévitablement à la marginalisation de la société ». Suite à cette annonce, un article sur le site en langue russe de RT⁹³ a partagé la réaction russe face à cette annonce. Selon Zakharova, cette politique matérialise « l'implémentation de la russophobie » en Estonie et poursuit, y compris dans les domaines de l'éducation et de la culture, les attaques directes faites par les pays baltes contre les droits des résidents russophones. Par ailleurs, elle ajoute que la Russie continuera de faire pression sur les États baltes via les principales organisations internationales - comme elle a déjà l'habitude de le faire à l'ONU et à l'UNESCO - afin qu'ils respectent leurs obligations internationales relatives à la préservation du patrimoine culturel des minorités nationales vivant en Lettonie, en Lituanie et en Estonie.

Dans la continuité de cette critique face aux menaces qui pèsent sur la communauté des « compatriotes » de l'étranger, notons que la question linguistique est fortement mobilisée en Estonie. De nombreux articles publiés sur les médias russes mettent en avant le fait que l'Estonie met en œuvre des politiques russophobes limitant la possibilité pour la diaspora russe, de parler russe sur le territoire estonien. Dans ce cadre, la Russie mobilise l'ONU afin de dénoncer ces politiques russophobes⁹⁴. En effet, la loi estonienne promulguée en 2022 visant à ce que les écoles primaires et secondaires ne fassent cours qu'en langue estonienne, est perçue comme une menace pour les russes installés en Estonie. Selon les autorités russes, « les autorités estoniennes, en refusant aux citoyens russophones le droit de recevoir une éducation dans leur langue maternelle, violent les normes internationales et les droits de l'homme » et utilisent donc le droit international afin de légitimer leur nécessité de défendre les russes et russophones discriminés en Estonie. Ces effets négatifs sur la population des « compatriotes », principalement les enfants, sont massivement relayés par les médias russes. Un exemple de cela est l'article publié en juillet 2025 par RIA Novosti⁹⁵ selon lequel « L'Estonie signale des problèmes avec des étudiants dont la langue d'enseignement a

⁹² Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20250721/estoniya-2030348289.html>

⁹³ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/ussr/news/1465769-zaharova-estoniya-grafik-zakaz>

⁹⁴ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20230817/estoniya-1890574009.html>

⁹⁵ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20250714/estoniya-2029052959.html>

été modifiée ». Cet article expose également les limites mises en évidence par les Ministres estoniens de l'application de cette législation ce qui permet, par la même, de décrédibiliser les institutions politiques estoniennes. Ainsi, en invoquant massivement les institutions internationales et le droit international, la stratégie russe d'influence linguistique sur l'Estonie est légitimée.

Enfin, nous allons analyser l'utilisation de la politique des visas et de la citoyenneté russe comme instrument de puissance douce déployé en Estonie. Le « *soft power* » russe en matière de politique des visas et de la citoyenneté se résume à persuader les citoyens des États baltes maîtrisant le russe - ayant des ancêtres russes ou non, de se rendre en Russie. Cette politique touche donc généralement les « compatriotes » issus de la minorité russe et russophone d'Estonie afin de les exhorter à retourner dans leur pays d'origine. En tant que citoyens russes, les résidents des États baltes peuvent profiter de la possibilité de se rendre en Russie pour des raisons familiales et professionnelles, bénéficier d'une assistance sociale ou avoir la possibilité d'étudier en Russie. Cette question est d'autant plus instrumentalisée depuis le début de la guerre en Ukraine, dans un contexte de fermeture des frontières entre ces deux pays et une interruption des coopérations professionnelles et universitaires.

En effet, dans un article publié par le blog Propastop (Annexe 1) nous voyons que la Russie appelle les professeurs de littérature russe, issus de la catégorie des « compatriotes » à rentrer enseigner en Russie. Cet appel est lancé en réponse aux « politiques russophobes » estoniennes qui limitent donc les opportunités professionnelles de ces professeurs. De plus, de nombreux articles publiés dans les médias russes explorent la question de la citoyenneté. Nous commençons donc par voir que la rhétorique la plus employée par les médias russes consiste à dire que les estoniens souhaitent massivement quitter leur pays afin de rejoindre la Russie. Dans un article publié en juillet 2023 par RIA Novosti⁹⁶, nous pouvons voir que sur les 88 Estoniens ayant renoncé à leur citoyenneté, 24 ont opté pour celle de la Russie. Dans la continuité de cette idée, le même média diffuse un autre article⁹⁷, selon lequel, depuis le lancement du système de visa électronique russe en août 2023, les citoyens chinois, estoniens et indiens sont les plus nombreux à en faire la demande, facilitant ainsi les déplacements vers la Russie pour les ressortissants de ces pays. En effet, selon un article publié la même année, cette fois-ci sur la chaîne russe de RT, « L'émigration des Russes d'Estonie atteint un niveau

⁹⁶ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231113/estoniya-1909091759.html>

⁹⁷ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231022/vizy-1904463948.html>

record »⁹⁸. Ces articles font donc écho à un pan important de la propagande anti-estonienne mise en avant par la Russie : le fait que l'Estonie n'est pas un état offrant des bonnes conditions de vie à ces citoyens, notamment par rapport à la Russie. En effet, dans un article publié par RIA Novosti en octobre 2023⁹⁹, nous pouvons lire qu'un citoyen estonien a été arrêté après avoir traversé illégalement - sans visa - la frontière afin de se rendre en Russie à la recherche de meilleures conditions de vie. Néanmoins, le titre de cet article s'arrête à dire que c'est parce qu'il recherchait une « vie meilleure en Russie » qu'il a été arrêté. Cette qualification trompeuse illustre la stratégie de ce média, qui consiste à présenter l'épisode de manière biaisée en accentuant le désespoir de cet Estonien souhaitant quitter son pays d'origine pour la Russie. À travers ce type d'articles, l'objectif est de dépeindre la situation en Estonie comme particulièrement dégradée et de promouvoir implicitement la Russie comme l'alternative permettant d'accéder à une vie meilleure et ce notamment pour les « compatriotes » russes de l'étranger. En effet, l'idée est de dire que la Russie offre une meilleure qualité de vie et ne met pas en oeuvre, comme l'Estonie, des politiques visant à « effacer » toute trace de l'histoire commune russe et soviétique. Un autre exemple de cette exagération de la situation en Estonie est visible au travers de l'article publié par le même média en septembre 2023¹⁰⁰ dans lequel nous pouvons lire que : « Les pays baltes, sous l'impulsion des Anglo-Saxons, persécutent tout ce qui est russe, en utilisant les méthodes de l'Allemagne hitlérienne (...) Des monuments sont démolis et des livres en russe brûlés, comme ce fut le cas dans l'Allemagne nazie », a déclaré le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolaï Patrouchev. Ainsi, les politiques russes au sujet de la citoyenneté sont perçues par les autorités estoniennes comme faisant partie des outils mobilisés par les pouvoirs politiques russes afin d'exercer dans le futur, une influence en Estonie. En effet, un article publié en novembre 2023¹⁰¹ met en avant le fait que suite à l'entrée en vigueur d'une loi fédérale « dont le but est d'accorder la citoyenneté russe à des conditions préférentielles aux personnes se trouvant à l'étranger. », les nouveaux résidents russes résidant sur le territoire estonien pourraient être expulsés. En effet, selon les autorités estoniennes, cette mesure vise à limiter l'influence russe en Estonie. « L'Estonie n'autorisera plus de citoyens russes à venir sur son territoire. Il est difficile de croire qu'une personne qui obtient la nationalité russe soit loyale à l'Estonie. » déclare le Ministre estonien de l'Intérieur. Plus encore, cette politique

⁹⁸ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/ussr/news/1476530-emigraciya-rossiyan-estoniya>

⁹⁹ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231002/estoniya-1899882988.html>

¹⁰⁰ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20230921/pribaltika-1897747130.html>

¹⁰¹ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231102/estoniya-1906978947.html>

estonienne est pensée en lien avec le contexte actuel en Ukraine. Selon les déclarations du Ministre de l'Intérieur estonien: « Toute personne qui accepte la nationalité russe a l'obligation, par exemple en cas de mobilisation, de se rendre en Ukraine pour combattre aux côtés de la Russie. Combattre aux côtés des troupes russes en Ukraine est, comme on le sait, considéré comme un crime en Estonie, et il convient d'en tenir compte ». Ainsi, cet article nous montre que l'Estonie a bien conscience du potentiel d'influence que constituent les « compatriotes » russes installés en Estonie.

ii) **La promotion des valeurs conservatrices traditionnelles et de l'orthodoxie comme outil d'influence russe en Estonie**

Les menaces liées à la russophobie émergente dans le domaine de la langue et de la culture russe sont accompagnées de nouvelles menaces. Celles-ci, telles que la « dilution des valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes », « l'affaiblissement de l'unité du peuple multiethnique russe par l'expansion culturelle étrangère véhiculée par des produits d'une culture de masse de mauvaise qualité », et « les falsifications de l'histoire de la Russie », sont mises en avant par le pouvoir politique comme étant des priorités d'action qui sont donc réinvesties auprès des compatriotes de l'étranger, ici en Estonie. Dans une interview accordée à Izvestia en août 2018, la directrice de Rossotrudnichestvo, Mitrofanova prolonge son discours en adoptant la rhétorique officielle sur les « valeurs traditionnelles » défendues par la Russie, qu'elle considère comme un moyen d'améliorer l'image du pays en Europe¹⁰². Selon elle, le fait que la Russie « soutienne les valeurs traditionnelles joue un rôle non négligeable dans le développement de relations positives à l'égard de la Russie. La propagande agressive de ce qu'on appelle les valeurs libérales est devenue profondément exaspérante pour de nombreuses personnes en Europe. Cela concerne, par exemple, la légalisation des drogues, les mariages de même sexe, l'autorisation donnée aux couples non-traditionnels d'adopter des enfants. Beaucoup s'offusquent qu'une minorité impose sa volonté à la majorité»¹⁰³.

Les critiques russes face au modèle « libéral occidental » se retrouvent de manière très claire depuis le début de la guerre dans les discours du Président Poutine lui-même. La critique de ce modèle amène la Russie à se poser en défenseur des valeurs catholiques traditionnelles authentiques contre des Occidentaux qui perdent de vue ces principes. C'est

¹⁰² AUDINET, Maxime. Op Cit.

¹⁰³ Ibid

donc ce dernier pan de la critique qui va nous intéresser dans cette partie. En d'autres termes, le Kremlin adopte un discours complexe, distinguant les valeurs libérales occidentales de l'Europe en tant que principe philosophique et historique, une approche conduisant à une critique des politiques occidentales contemporaines tout en mettant en avant le rôle de la Russie dans la préservation des valeurs européennes « authentiques ». Ainsi, la Russie se présente donc comme « sauveur des valeurs chrétiennes universelles ». Ce tournant moral commence dans la première moitié des années 2000, et le Patriarcat de Moscou en a été la force motrice. En ce qui concerne l'étranger, l'Église est également engagée dans un dialogue à l'étranger, selon lequel aucune confusion n'est possible entre un Occident libéral et immoral et une Europe authentique - chrétienne.

La contribution de l'Église orthodoxe russe à la consolidation de la communauté « compatriote » est considérée comme très efficace. Le président Medvedev admet que l'État russe n'était « pas très doué pour travailler avec la diaspora » et qu'il « comptait sur l'aide de l'Église orthodoxe russe pour améliorer les nombreux contacts avec la communauté russe dans le monde »¹⁰⁴. Ainsi, l'Église orthodoxe russe est également devenue un allié important dans le soutien des politiques d'influence de l'État à l'égard des « compatriotes » vivant à l'étranger.

Le patriarche de Moscou, Kirill , a déclaré que « le noyau du monde russe est aujourd'hui constitué de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie et que, quelles que soient les divisions étatiques, nous sommes spirituellement un seul peuple »¹⁰⁵. Pour Kirill, qui s'intéresse à « l'unification des croyants orthodoxes vivant dans les pays post-soviétiques »¹⁰⁶, la civilisation russe, unique, s'oppose à la civilisation occidentale et à son affirmation de l'universalité de la tradition occidentale. En d'autres termes, tout en soulignant l'importance de la langue russe, de la culture et de la mémoire historique commune, le patriarche insiste particulièrement sur le rôle de l'orthodoxie en tant que composante clé du concept de « Monde russe ». Ce dernier est donc l'un des seuls hauts responsables russes, à présenter l'orthodoxie comme étant à l'origine des valeurs du « Monde russe », telles que « le dévouement à Dieu », « l'amour envers la Patrie » ou « l'amour du prochain »¹⁰⁷. Ces

¹⁰⁴ JACEK Bil. Op. cit.

¹⁰⁵ Ibid.

¹⁰⁶ YAUHENI, Smirnou. Op. cit. .

¹⁰⁷ Ibid.

valeurs rattachent donc plusieurs pays et leurs habitants à une « civilisation commune », un « espace civilisationnel commun »¹⁰⁸.

Témoignant de l'instrumentalisation politique grandissante du concept de « Monde russe » dans le contexte de la guerre en Ukraine, cette vision d'une « trajectoire commune » unissant les pays issus de l'URSS, inquiète notamment l'Estonie et les pays baltes qui l'interprètent comme un « néo-impérialisme russe »¹⁰⁹. Ainsi, idéologiquement, le gouvernement russe est soutenu par l'Église orthodoxe russe considéré par comme « un élément traditionnel de la civilisation russe et, dans l'espace post-soviétique, comme la reconstruction et la renaissance de la base de l'État russe moderne, le symbole de la gloire et de la victoire nationales »¹¹⁰. Dans ce cadre, elle apparaît comme une composante de l'identité religieuse, politique et nationale de la population russophone des États baltes. En effet, selon Yauheni, « la contribution de l'Église orthodoxe russe à la consolidation « de la communauté compatriote » est très efficace ». Le président Medvedev a reconnu que les « valeurs spirituelles partagées » sont « un point de ralliement efficace pour l'ensemble du monde orthodoxe, et que les églises sont les centres de gravité de notre diaspora, aidant à maintenir ses liens spirituels et culturels avec la patrie »¹¹¹.

Nous allons à présent nous pencher sur l'Église orthodoxe d'Estonie et l'Église orthodoxe russe, ainsi que sur leurs liens avec la minorité russe et russophone d'Estonie, dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie d'influence russe par le biais des valeurs religieuses et traditionnelles. Commençons par une étude de l'Église orthodoxe estonienne. Sous le régime communiste, l'Église orthodoxe d'Estonie est persécutée : de nombreuses églises ont été fermées, détruites ou expropriées par les autorités. Après l'indépendance estonienne, elle se scinde en deux branches, les congrégations locales se partagent entre leur loyauté envers le Patriarcat de Moscou ou celui de Constantinople. Ces divergences de juridiction traduisent en réalité les tensions profondes entre la minorité russe et la population estonienne « ethnique »¹¹². De plus, selon Elisabeth Cleary, « environ 150.000 fidèles, pour la plupart des Russes ethniques, sont restés dans 31 congrégations de l'Église orthodoxe

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ Ibid.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Ibid.

¹¹² Ibid.

estonienne de Moscou, un diocèse semi-autonome sous la subordination canonique de l'Église orthodoxe russe ». Enfin, « environ 20.000 à 25.000 croyants, pour la plupart des Estoniens de souche, ont choisi de faire partie des 60 paroisses de l'Église orthodoxe apostolique estonienne, une Église orthodoxe autonome subordonnée au patriarche œcuménique de Constantinople ».

Elizabeth Cleary, dans un article intitulé « The Impact of Religion on Minority Identity and Community : A Case Study of Russian Orthodoxy and the Russian Minority in Estonia », analyse les relations entre l'Église orthodoxe russe et les minorités nationales en Estonie, en tenant compte du récit historique et des aspects religieux. L'étude de cas menée par l'auteur se concentre sur l'influence russe à travers l'implication de ressources religieuses, historiques et culturelles, utilisées comme des outils cruciaux pour exercer une puissance douce. Elle explique qu'en Estonie, il existe une discorde notable entre l'Église orthodoxe apostolique estonienne et l'Église orthodoxe estonienne du Patriarcat de Moscou. De plus, étant donné que la Constitution de la République d'Estonie accorde à chaque citoyen le droit de préserver son identité nationale, il est, selon Cleary, difficile d'interpréter « les efforts de la minorité russe pour défendre son identité comme un acte hostile ». Toutefois, il convient de prendre en considération la conception russe de la politique étrangère, qui inclut le droit de protéger l'identité nationale des Russes vivant en dehors des frontières de la Fédération de Russie. Nous l'avons abordé dans les parties précédentes, ces activités ne se limitent pas à veiller au respect des droits des minorités, mais vont jusqu'à tenter d'influencer la culture estonienne et de souligner l'importance du passé historique de la nation russe. Ainsi, Elizabeth Cleary souligne que l'institution de l'église de Moscou fournit des outils culturels et historiques pour exercer une puissance douce en Estonie. Dans ce cadre, l'église permet à la minorité russe de promouvoir ses propres idées et préférences, ainsi que des sentiments de camaraderie entre les membres de la minorité vivant dans un État étranger, ici l'Estonie. Elle encourage également les Russes d'Estonie « à adopter une position plus intransigeante et, le cas échéant, à s'assurer le soutien de la Russie ». Enfin, l'auteur conclut que les activités de l'Église orthodoxe estonienne du Patriarcat de Moscou en tant qu'institution culturelle en Estonie indiquent « sans ambiguïté » l'expansion de l'influence russe sur la population russe vivant en Estonie, « qui n'est pas accueillie avec enthousiasme par la population estonienne de souche »¹¹³. En effet, le secrétaire exécutif du Conseil estonien des Églises, Erik Yoks, « admet la nécessité d'établir un dialogue avec le clergé des différentes Églises, mais souligne

¹¹³ CLEARY Elizabeth. Op. cit.

aussi avec force que le rôle de l'Église orthodoxe estonienne du Patriarcat de Moscou pourrait être l'un des moyens par lesquels le Kremlin peut potentiellement pénétrer en Estonie, et que ses actions vont au-delà de la simple protection des droits ethniques »¹¹⁴. Le diplomate et historien estonien Eerik-Niles Kross affirme que l'Église russe est « un instrument politique » aidant le Kremlin « à conserver et à élargir sa sphère d'influence »¹¹⁵. Toutefois, les Estoniens interrogés ont indiqué que la subordination à l'Église russe était un scénario peu plausible.

La question de l'influence exercée par la Russie en Estonie par le biais de la promotion de l'orthodoxie est en effet une question qui pose des enjeux majeurs. En effet, dans la continuité du début des affrontements en Ukraine, l'Estonie considère que l'influence exercée par la promotion de l'orthodoxie sur son territoire est une menace pour le pays. Ainsi, depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, les médias russes en ligne présentent le fait que l'Estonie essaye de limiter l'influence de l'Église orthodoxe russe - aussi par le biais de l'Église orthodoxe Estonienne, liée au Patriarcat de Moscou - dans le pays et auprès des minorités russes et russophones. Dès le mois de juin 2023, l'Estonie interdit au patriarche Kirill d'entrer en Estonie¹¹⁶, une « gifle » pour les orthodoxes vivant en Estonie et s'inscrit dans la continuité des politiques russophobes estoniennes : « (...) la discrimination arrogante à l'encontre des russophones (...) est depuis longtemps un signe honteux caractéristique de la classe dirigeante estonienne ». De plus, dans un article publié sur le site de RIA Novosti en juin 2025¹¹⁷, nous voyons que l'Estonie adopte de nouvelles modifications au projet de loi sur les églises et les paroisses. Dans cet article, nous pouvons lire que « Le Parlement a modifié la formulation de la loi de sorte qu'une église ou une paroisse ne puisse pas, sur la base de ses statuts, être liée économiquement à un centre religieux ou à une direction située à l'étranger et qui constitue une menace pour l'Estonie ». Selon cet article, l'Église apostolique d'Estonie, liée au patriarcat de Constantinople, estime que cette loi pourrait rendre « hors-la-loi l'Église orthodoxe en Estonie, et l'abbesse Filareta (...) le seul monastère orthodoxe du pays » et son objectif est celui de « forcer un choix : la liquidation forcée ou un changement de juridiction, c'est-à-dire une transition non autorisée (du monastère) sous la protection du Patriarcat de Constantinople ». Cette loi est donc considérée par le conseiller du patriarche de Moscou comme une loi entraînant « des restrictions à la liberté de religion »¹¹⁸ et alors qu'elle

¹¹⁴ Ibid.

¹¹⁵ Ibid.

¹¹⁶ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20230610/rpts-1877342938.html>

¹¹⁷ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20250618/estoniya-2023654637.html>

¹¹⁸ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20250619/estoniya-2023790115.html>

constitue, selon le média RT, une loi visant à bannir l'Église orthodoxe estonienne¹¹⁹, elle vise, pour l'Estonie, à réduire l'influence potentielle de la Russie sur la population russe et russophone installée sur le territoire estonien.

Ainsi, nous voyons que l'Estonie met en œuvre une politique visant le recul de l'influence russe en Estonie - qui s'appuie sur l'orthodoxie et de la défense des valeurs conservatrices traditionnelles. Cette politique est vue par la Russie comme le reflet de l'affrontement civilisationnel opposant le « Monde russe » à l'« Occident »¹²⁰.

3) Les outils politiques d'influence russe sur la vie politique estonienne

a) Les partis politiques baltes et leurs relations avec Moscou : un levier d'influence/d'ingérence en Estonie ?

Outre les outils que nous avons déjà abordés, la Russie use également d'autres instruments de « *soft power* » dans l'espace balte. Les dirigeants de la Fédération de Russie coopèrent avec des partis politiques de la région, soutenant les intérêts de la population russophone. Dans ce cadre, nous allons nous intéresser au Parti du Centre d'Estonie. En effet, selon Chloé Daniel¹²¹, le parti social-démocrate « Harmonie » (SDPS) et l'Union russe de Lettonie (LKS), ainsi que le Parti du Centre d'Estonie, peuvent être utilisés comme « messagers de la propagande russe ». En se présentant comme les défenseurs des minorités russophones du pays, ces acteurs cherchent à capter un large électorat lors des différentes échéances électorales¹²². La protection des minorités russophones, la préservation de la langue et de la culture russes, ou encore la défense de monuments hérités de l'époque soviétique, constituent autant de thèmes régulièrement mobilisés par les partis et personnalités politiques issus de ces partis. Leurs discours s'inscrivent ainsi dans une continuité directe avec les narratifs et les idéaux promus par la Russie.

¹¹⁹ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/world/news/1494505-estoniya-zakon-pravoslavnyaya-tserkov>

¹²⁰ Ce conflit entre un « Monde russe » porteur des valeurs orthodoxes et l'« Occident » est visible dans l'article de Sputnik disponible à ce lien :

<https://sputnikglobe.com/20250620/eastern-churches-under-attack-by-globalist-order-1122301786.html>

¹²¹ DANIEL, Chloé. Quelle influence russe au sein des États baltes ? La position ambiguë de certains partis politiques en Estonie et Lettonie, membres de l'OTAN et de l'UE, Diploweb.com : la revue géopolitique, 16 mars 2024.

¹²² Ibid.

Nous allons analyser les liens entre la Russie et le Parti du Centre d'Estonie afin de voir dans quelle mesure il peut constituer un relais d'influence russe en Estonie.

Pour ce faire, commençons par nous intéresser à l'histoire de la création de ce parti. Avec ses 28 organisations régionales et près de 13.000 membres, le Parti du Centre estonien est une des plus grandes organisations politiques d'Estonie - le groupe parlementaire du Parti du Centre estonien a été représenté dans toutes les compositions du Riigikogu (Parlement estonien) depuis que l'Estonie a retrouvé son indépendance. Il a été fondé à Tallinn le 12 octobre 1991 sur la base du Front populaire de l'Estonie et Edgar Savisaar y a occupé le poste de président jusqu'en 2016. Le parti trouve ses racines dans le mouvement « quasi-politique »¹²³ du Front populaire de la fin des années 1980. Il a été initialement fondé pour soutenir les politiques de *glasnost* et de *perestroïka* qui ont conduit à la libéralisation de l'Union soviétique et a fini par devenir l'un des mouvements centraux de la campagne en faveur de la restauration de l'indépendance de l'Estonie en 1991. Après le rétablissement de l'indépendance du pays, le mouvement est devenu « anachronique »¹²⁴ et son dirigeant décide ainsi de former « un véritable parti à partir de la base du mouvement, le Parti du Centre Populaire, rebaptisé peu après Parti du Centre tel que nous le connaissons aujourd'hui »¹²⁵. D'un point de vue culturel, le parti a été perçu comme essayant de se positionner comme une force de réconciliation entre les populations estonienne et russophone. De ce fait il est souvent accusé de porter des « opinions pro-russes ou pro-Kremlin de la part de partis s'appuyant plus fortement sur l'électorat estonien »¹²⁶. En effet, le parti a toujours été dominant au sein de l'électorat russophone, d'où il tire l'essentiel de son soutien. De plus, en tant que chef du Parti du centre, Savisaar signe, en 2004, un accord de coopération avec le parti gouvernant de Vladimir Poutine, Russie Unie. L'ancien dirigeant a donc été reconnu comme un agent d'influence russe en raison de ses liens avec Poutine¹²⁷. De plus, les autorités estoniennes ont porté plainte pour corruption contre Edgar Savisaar du fait qu'il aurait accepté des pots-de-vin entre 2014 et 2015 sous la forme « d'actifs et de faveurs (...) évalués à plusieurs centaines de milliers d'euro »¹²⁸. Suite à cela, Jüri Ratas est élu président du Parti. L'élection de Ratas a été considérée « comme un tremblement de terre politique important à

¹²³ Article complet disponible à ce lien :

<https://europeelects.eu/2024/04/26/estonia-rise-and-fall-of-the-centre-party/>

¹²⁴ Ibid.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ Ibid.

¹²⁷ Braw 2014, Milne 2015 et Bershidsky 2015 in DANIEL Chloé. Op. cit.

¹²⁸ Article disponible à ce lien :

<https://www.rferl.org/a/estonia-pro-russian-politician-charged-corruption/27262985.html>

l'échelle nationale », du fait que son élection semblait promettre une direction plus pro-estonienne pour le parti qui avait auparavant pris des positions ambiguës sur des sujets tels que les intrusions de la Russie sur le territoire ukrainien. Pourtant, dans le même temps, Ratas promettait de conserver le statut du parti en tant que « pont de réconciliation entre les Estoniens et la communauté russophone du pays »¹²⁹. Toutefois, Mihhail Kõlvart devient, en septembre 2023, président du Parti du Centre. Nous le verrons, cette élection rallume le combat entre une faction plus pro-estonienne et une faction plus pro-russe représentée par Kõlvart.

Adoptant une ligne politique plus modérée que d'autres partis politiques baltes, la popularité de ce parti est donc due à la diminution des soupçons quant'à ses liens avec Moscou. En effet, dans un contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine, fermement condamnée par l'Estonie, le président du Parti du Centre, Jüri Ratas, avait prononcé un discours, en mars 2022, devant le conseil d'administration du parti au siège du Centre à Tallinn, déclarant : « Aujourd'hui, avec le conseil d'administration du Parti du Centre, nous confirmons que le protocole de coopération entre le Parti du Centre estonien et Russie Unie, conclu en 2004, a expiré et n'est plus valide »¹³⁰. Le parti avait déjà adopté une position critique sur la politique étrangère de la Russie à plusieurs reprises, une position donc réactivée au moment de l'agression russe de l'Ukraine. Le parti condamne donc l'invasion russe de l'Ukraine dix jours après le début de l'invasion¹³¹. Suite à cela, le parti perd le soutien d'une grande partie de son électorat russophone¹³². En effet, nous pouvons lire que lors des élections législatives nationales de 2023, le parti est arrivé troisième position avec 15,3 % des voix, son pire résultat réalisé depuis 1995 - « lorsque le parti a contesté les élections de manière indépendante pour la première fois »¹³³. Le Parti Populaire Conservateur d'Estonie (EKRE) a dépassé le groupe et s'est classé deuxième position. Le Parti de gauche uni (EÜVP-LEFT), moins connu, sur une liste partagée avec Together (KOOS-*), - un parti dont le co-leader Aivo Peterson fait l'objet d'une enquête pour ses liens avec le gouvernement russe - a réussi à remporter 2,4 % des voix. Cette liste électorale a failli obtenir un siège au parlement national dans le comté d'Ida-Viru, une région du nord-est de l'Estonie à forte population russophone (Annexe F). En 2019, le Parti du Centre y avait remporté une majorité

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Ibid.

¹³² Article disponible à ce lien :

<https://europeelects.eu/2024/04/26/estonia-rise-and-fall-of-the-centre-party/>

¹³³ Ibid.

absolue des voix, mais en 2023, son score s'est effondré. Le parti perd près de la moitié de son soutien au profit d'Aivo Peterson et Mihhail Stalnuhhin - député indépendant et ancien membre du Parti du Centre, exclu après avoir qualifié le gouvernement de « fasciste ». Ainsi, nous voyons que le choix stratégique du Parti du Centre, d'afficher un soutien clair à l'Ukraine a aliéné une partie de son électorat, notamment ceux qui ne voyaient aucun problème à l'agression menée par la Russie envers l'Ukraine¹³⁴.

Par ailleurs, sur les liens avec la minorité russophone et la politique de ce parti, revenons sur l'élection de 2023. À l'occasion de la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti du Centre, Jüri Ratas annonce qu'il ne se représente pas un nouveau mandat à la direction du parti et apporte son soutien au député Tanel Kiik. Parallèlement, Mihhail Kõlvart, maire de Tallinn et pressenti depuis longtemps comme prétendant à la direction du parti, annonce officiellement sa candidature. Nous l'avons évoqué plus haut, cette élection est largement perçue comme un affrontement entre les deux principales tendances du parti : d'un côté Kiik, représentant le courant estonien, et de l'autre Kõlvart, considéré comme le porte-voix des russophones. Le parti, initialement construit comme un pont entre Estoniens et russophones, se retrouve ainsi divisé précisément selon ces lignes. En septembre 2023, Kõlvart remporte l'élection et devient le troisième dirigeant du Parti du Centre. Les médias, ainsi que l'opinion publique, interprètent largement cette victoire comme un retour du parti à ses racines russophones. Ainsi, dans un contexte de guerre en Ukraine, cette évolution entraîne une importante vague de défections : au cours des mois suivants, dix des seize députés quittent le parti pour rejoindre d'autres formations, réduisant le groupe parlementaire à seulement six élus — son niveau historiquement le plus bas.

Néanmoins, dans le contexte de la guerre d'agression russe en Ukraine, malgré les résultats de l'élection de la direction du parti du centre, la Russie reste majoritairement considérée comme « un ennemi à côté duquel il ne faut pas s'afficher ». Ainsi, que ce soit au sein des Etats baltes ou de l'Union européenne, la menace d'une influence ou ingérence russe par le levier politique, au sein et à partir des Etats baltes, semble réduite. Les partis et personnalités politiques baltes, bien que parfois alignés sur le discours de Moscou et malgré le terrain favorable à leur émergence que peut représenter l'Estonie, ne constituent pas des leviers d'influence russes conséquents. Leur manque d'influence actuel s'explique par la

¹³⁴ Ibid.

véritable lutte historique menée par les Etats baltes contre la Russie, considérée comme un danger pour la démocratie.

b) Une autre stratégie de soft power russe dans la région : influencer, de l'extérieur, sur la politique intérieure des États baltes

Dans un contexte où les liens directs entre Moscou et les partis politiques estoniens demeurent limités, la Russie a recours à une stratégie alternative afin d'exercer une influence sur l'Estonie et sa vie politique. Dans cette partie, nous allons voir que la Russie s'appuie sur la diffusion de fausses informations et de narratifs hostiles visant à fragiliser la scène politique nationale estonienne. Cette déstabilisation informationnelle constitue une étape préalable, permettant ensuite au Kremlin de créer un environnement plus réceptif à ses politiques d'influence. Or, nous l'avons vu, l'ingérence se définit comme une intervention dissimulée ou illégale dans les affaires souveraines d'un État. Si l'on applique cette définition au cas estonien, le recours systématique de la Russie à la désinformation et aux campagnes de manipulation, couplée aux tentatives de pressions sur la vie politique estonienne, constitue bien une tentative d'ingérence, dont l'objectif est de miner la cohésion interne et de réduire la capacité de résistance de Tallinn face aux pressions extérieures exercées par la Russie.

La première stratégie de la Russie est la suivante. Sur les pages de RIA Novosti et de RT « *на русском* », nous constatons, chaque mois, la publication de nombreux articles affirmant que Kaja Kallas, Premier Ministre de l'Estonie, ne bénéficie pas du soutien de son pays, que les Estoniens souhaitent son départ du pouvoir et que la confiance à son égard est très faible. Ainsi, sur la page internet de RIA Novosti, nous pouvons voir la publication d'articles intitulés « Sondage : près de 70% des Estoniens souhaitent la démission de Kallas »¹³⁵ et « Un sondage révèle un faible niveau de confiance des citoyens estoniens envers le gouvernement du pays »¹³⁶. Lors de notre étude sur la page internet du média RIA Novosti, nous avons remarqué que les mêmes articles sont republiés plusieurs fois par semaine. Ce repartage massif de certains articles illustre un outil important de la stratégie informationnelle déployée par la Russie, visant à saturer et noyer l'espace médiatique avec quelques informations choisies et ciblées et à maximiser la portée de ces mêmes messages. Nous examinerons plus en détail la stratégie numérique employée par les médias étatiques

¹³⁵ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231111/kallas-1908865156.html>

¹³⁶ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231004/opros-1900370459.html>

dans le cadre de notre dernier chapitre, mais cette dynamique reste importante à noter. De plus, ces articles diffusent massivement des informations erronées ou, lorsqu'elles ne le sont pas entièrement, n'en présentent qu'une version partielle. Ces deux procédés sont particulièrement visibles dans le traitement médiatique des scandales ayant impliqué Kaja Kallas et son mari (Annexe 1). Dans un article publié par Sputnik en langue anglaise intitulé « Hypocrisy, authoritarianism and shadow deals. What else is Kaja Kallas hiding ? »¹³⁷, publié en début d'année 2025, nous pouvons voir que Kallas est encore la cible d'une attaque médiatique particulièrement virulente souhaitant mettre à mal sa crédibilité, sa légitimité et son image dans le domaine politique. Ainsi, comme le montre le média Propastop (Annexe 1), Kallas est une des personnalités les plus reprises par la propagande russe. Néanmoins, il est important de noter que d'autres figures politiques importantes sont sinon critiquées, ridiculisées par les médias russes. Cela est notamment le cas de la Ministre de l'Éducation estonienne qui a été ridiculisée après avoir expliqué qu'elle ne savait pas le résultat d'une opération de multiplication. Ainsi, le média en langue russe RT a publié un article en expliquant qu'elle était dans l'incapacité de répondre à une question apparemment simple : « Combien font 8 multiplié par 4 ? »¹³⁸. L'article partage également un extrait vidéo de l'interview durant laquelle cette question a été posée, vidéo qui a été reprise massivement par d'autres médias russes. Cette stratégie de décrédibilisation des figures politiques majeures estoniennes permet donc de critiquer, par la même, les politiques que ceux-ci mettent en œuvre. Dans le cadre de la Ministre de l'Éducation, nous pouvons faire le lien avec les politiques linguistiques estoniennes visant à réduire l'usage de la langue russe sur tout le territoire. Ainsi, nous pouvons voir que cette critique des politiques estoniennes s'inscrit dans la continuité de la critique russe du soutien estonien à l'Ukraine. Ainsi, selon un premier article de RIA Novosti¹³⁹ « un sondage révèle un faible niveau de soutien aux réfugiés ukrainiens en Estonie ». Selon un autre article publié en septembre 2023¹⁴⁰, « une enquête sociologique menée en Estonie a montré que 86 % de la population locale partirait en Russie en cas de conflit militaire entre les deux pays, et ces chiffres sont compréhensibles, a déclaré Elena Vyalbe, directrice de la Fédération russe de ski alpin (FLGR) ». Cet article joue sur la peur liée à un potentiel conflit avec la Russie. En effet, la personne interrogée explique que «

¹³⁷ Article disponible à ce lien :

<https://sputnikglobe.com/20250215/hypocrisy-authoritarianism-and-shadow-deals-what-else-is-kaja-kallas-hiding-1121571538.html>

¹³⁸ Article disponible à ce lien :

<https://russian.rt.com/ussr/news/1499866-estoniya-obrazovanie-kallas>

¹³⁹ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20231004/opros-1900355064.html>

¹⁴⁰ Article disponible à ce lien : <https://rsport.ria.ru/20230926/vyalbe-1898682702.html>

Les gens ont vraiment peur, et je les comprends bien. Aujourd'hui, plus personne n'écoute personne, et la France en est un exemple. On peut s'entretuer et tout détruire ». Ces articles contribuent à façonner une représentation de la vie politique estonienne favorable aux intérêts russes. Ils donnent en effet l'impression que Kaja Kallas et les autres membres du gouvernement ne bénéficient ni du soutien de la population estonienne, ni de celui de la minorité russe et russophone du pays. Un tel cadrage tend à affaiblir la confiance des citoyens envers l'Estonie et ses institutions, tout en renforçant une perception positive de la Russie et de sa politique. Le recours à un ton moqueur accentue encore cette stratégie de délégitimation.

De plus, le Kremlin s'appuie de manière très importante sur la question des droits de l'homme et de l'opposition au révisionnisme concernant les nazis, soulevant aux principales tribunes internationales les questions du statut de la population russophone et des marches des légions SS qui se déroulent dans les pays baltes. Bien que les adresses à la Cour européenne des droits de l'homme et au Conseil des droits de l'homme de l'ONU n'aient pas donné les résultats escomptés - la résolution annuelle russe sur la nécessité de lutter contre le nazisme n'est pas adoptée par les pays occidentaux car elle permettrait à la Russie de justifier des attaques contre des pays qu'elle jugerait comme « nazis »-, la Russie est parvenue à attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes de la diaspora russe dans les pays baltes¹⁴¹. La rhétorique liée au nazisme, nous l'avons présentée dans le premier chapitre et évoquée tout au long de ce chapitre, est donc très employée par les médias. Ainsi, RIA Novosti et RT en langue russe partagent massivement des articles expliquant que l'Estonie punit les individus souhaitant célébrer la victoire de la Russie lors de la Grande Guerre Patriotique. De nombreux articles (Annexe 1) mettent en avant le fait que l'Estonie interdit de porter le Ruban de St Georges et d'autres symboles soviétiques et de « célébrer le 9 mai ». Ainsi, alors même que la question du nazisme sert à justifier le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine, présenter l'Estonie comme un pays encore touché par le nazisme - qui, de plus, continue de manifester son soutien à l'Ukraine -, permet au Kremlin de justifier encore plus son intervention en Ukraine mais aussi ses interventions - par le biais d'actes hostiles, coercitifs et opérations d'influence et d'ingérence, de déstabilisation du pays- en Estonie. De cette manière la Russie souhaite affaiblir la légitimité de l'Estonie sur la scène internationale, mais encore plus auprès de la minorité russe afin qu'ils se tournent plus facilement vers la Russie.

¹⁴¹ DANIEL Chloé. Op. cit.

C) ... dont l'action est limitée du fait des affrontements en Ukraine.

Marqués par leur héritage post-soviétique, les pays baltes prennent des mesures afin d'échapper à « l'attraction gravitationnelle de la Russie »¹⁴² créée par une proximité géographique et le partage d'une histoire commune. Notamment depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, l'Estonie met en place un système de restrictions politiques et juridiques pour réduire l'effet du « *soft power* » russe, considéré en termes de « *hard power* », soit une menace pour la sécurité nationale du pays. Les formes actuelles du « *soft power* » russe sont de moins en moins productives en Estonie et leur utilisation dans le contexte politique négatif et des relations bilatérales conflictuelles a l'effet inverse pour la Russie. Le pays perd en réputation et en image auprès de l'Estonie.

Nous l'avons vu, la notion de « Monde russe » est devenue une notion à laquelle se réfèrent les autorités russes. Depuis les années 2000, ce concept répond à un objectif politique précis que Yauheni illustre de manière très claire dans son article, soit celui de « mettre en place une forme efficace de « *soft power* », capable aussi bien d'attirer les pays de l'espace post-soviétique que d'améliorer l'image de la Russie dans le monde ». Néanmoins, en s'appuyant sur les « compatriotes résidant à l'étranger, la langue et la culture russes, l'orthodoxie et l'idée d'un « espace civilisationnel commun » », cette notion de « Monde russe » est perçue par l'Estonie, comme « un concept post-impérialiste, sinon expansionniste, développé par la Russie »¹⁴³. En effet, malgré les déclarations répétées des responsables politiques russes récusant l'ambition politique du concept de « Monde russe »¹⁴⁴, sa forte instrumentalisation est très clairement vue par l'Estonie. Premièrement, le concept sert de justification à la politique russe et plus récemment, à la conduite d'une « opération militaire spéciale » en Ukraine. La protection des « compatriotes », la défense de la langue et de la culture russes contre le nouveau régime nazi ukrainien, ou encore le rattachement de l'Ukraine à la civilisation russe ont constitué autant d'arguments utilisés dans le discours politique russe dans le but de légitimer le rattachement de la Crimée à la Russie, son invasion mais aussi de maintenir l'Ukraine dans l'orbite du « Monde russe »¹⁴⁵. Ce récit conduit non

¹⁴² VOROTNIKOV, Vladislav. Russian soft power in the Baltic States through the lens of research: traditions, competition, confrontation. In Baltic Region, April 2019.

¹⁴³ YAUHENI Smirnou. Op. cit.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Ibid.

seulement à justifier la politique russe en Ukraine, mais il est également utilisé dans le cas estonien, où Moscou prétend protéger la minorité russe et russophone contre une Estonie russophobe voire même complice d'un « Occident collectif » qui ne lutte pas contre la prétendue menace néonazie. Les références aux « marches SS » en Estonie, déjà évoquées, s'inscrivent pleinement dans cette rhétorique. De plus, nous avons vu qu'afin d'assurer cette forme de « *soft power* », de nombreuses structures ont été créées, parmi lesquelles Rossotrudničestvo et la Fondation « Monde russe ». L'activité culturelle de ces dernières est néanmoins sujette à caution, et ce, notamment, à cause de leur implication politique. Qui plus est, l'Église orthodoxe de Russie tente, elle aussi, de jouer un rôle dans la mise en place du « *soft power* », provoquant ainsi de nombreuses critiques quant à la trop grande proximité entre l'Église et l'État. Ainsi, le concept de « Monde russe » permet donc de justifier les moyens coercitifs utilisés dans le cadre du « *hard power* », démontrant ses propres limites. En bref, la politique en Ukraine, menée sous prétexte de protection du « Monde russe », a démontré que ce dernier n'avait pas su s'imposer véritablement en tant que forme efficace de « *soft power* »¹⁴⁶.

La puissance douce de la Russie dans les pays baltes n'est pas très efficace et ses perspectives à long terme sont limitées en raison du rétrécissement et de la non-homogénéité de l'espace russophone. Les élites dirigeantes des États baltes considèrent la maîtrise du russe comme un problème ou une menace plutôt que comme une source supplémentaire de compétitivité économique. L'utilisation du russe dans la vie quotidienne et dans l'éducation est considérée comme une relique soviétique « à éliminer »¹⁴⁷. De fait, la transition de l'enseignement secondaire et supérieur vers la langue nationale, qui est presque achevée aujourd'hui, devrait jouer un rôle central dans l'éradication de ces reliques¹⁴⁸. En effet, l'Estonie, afin de se prémunir contre les politiques d'influence russes sur son territoire, a mis en place des mesures linguistiques, favorisant l'apprentissage et l'utilisation de l'Estonien comme langue principale.

Par ailleurs, en ce qui concerne les politiques liées aux « compatriotes » et aux politiques de rapatriement des minorités russophones vivant en Estonie, vers la Fédération de Russie, nous pouvons également conclure en une efficacité limitée. Avant la fermeture des frontières entre l'Estonie et la Russie, les résidents de l'« étranger proche », y compris les

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ VOROTNIKOV Vladislav. Op. cit.

¹⁴⁸ Ibid.

États baltes, se rendent en Russie principalement pour des raisons familiales ou professionnelles¹⁴⁹. Grâce à la citoyenneté de la Fédération de Russie, ils bénéficient également d'une assistance sociale ou de la possibilité d'étudier en Russie. Avant 2014 et le début des affrontements avec l'Ukraine, de plus en plus de résidents, y compris des citoyens lettons, ont réussi à obtenir des documents russes en raison des avantages économiques¹⁵⁰. En raison de la possibilité de voyager librement à travers les frontières russes et des pensions plus élevées pour les citoyens russes dans les États baltes, la situation, selon Aleksandra Kuczynska-Zonik, pouvait constituer un défi pour les gouvernements baltes. Selon la chercheuse, « plus le nombre de citoyens russes résidant dans les États baltes est élevé, plus la politique russe à l'égard de la région est influente ». Toutefois, politique d'influence russe en Estonie se heurte à d'importantes limites depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 et ses conséquences, à savoir : l'instauration de sanctions économiques, la fermeture des frontières entre les deux pays (Annexe 1) et la volonté affichée d'éloigner progressivement toute initiative susceptible de renforcer l'influence russe sur le territoire estonien. Si Moscou appelle les minorités russophones d'Estonie à rejoindre la Russie et présente cette politique comme un succès, son efficacité réelle demeure impossible à mesurer. Néanmoins, les éléments de cette analyse suggèrent qu'elle reste largement inefficace.

Si nous pouvons faire l'hypothèse qu'il existe encore un potentiel significatif d'utilisation de la « puissance douce » russe dans les pays baltes - du fait de leur proximité historique avec la Russie-, les objectifs centraux du « *soft power* » russe que nous venons de mettre en avant, seront inévitablement perçus comme des menaces par l'Estonie. D'une manière générale, la mise en oeuvre du « *soft power* » russe, peut être considéré comme limité ou inefficace. Ainsi, selon l'analyse proposée par Vera Agueïva si la Russie souhaite renforcer la portée de sa politique d'influence dans les pays baltes, - une politique qui se rapproche de la politique d'influence douce telle qu'elle est conçue dans le monde occidental - elle doit œuvrer à la neutralisation des peurs et à la réorientation de ses partenaires vers « un dialogue constructif, à bénéfice réciproque ».

Si la stratégie d'influence par le « *soft power* » en Estonie est limitée pour les raisons que nous venons d'explicitier, il convient de noter qu'une stratégie qui semble avoir des effets sur l'Estonie, est la mobilisation des outils coercitifs qui renvoient à une stratégie d'ingérence plus que d'influence. C'est donc bien par le biais de ces moyens coercitifs que la Russie, en

¹⁴⁹ KUCZYNSKA-ZONIK, Aleksandra Op. cit.

¹⁵⁰ Ruposters 2014 in Ibid.

cherchant à déstabiliser le pays, parvient ensuite à déployer sa stratégie d'influence. En d'autres termes, au-delà du « soft power » russe et de ses nombreuses déclinaisons, le mode d'influence le plus contraignant de Moscou sur les États baltes reste probablement les outils coercitifs et notamment les ressources énergétiques.

Si la Russie a recours à des instruments relevant du « soft power » afin d'influencer l'Estonie, cette dimension ne constitue pas, à elle seule, le cœur de sa stratégie. Celle-ci dépasse la simple mise en œuvre d'outils culturels ou éducatifs pour s'apparenter à une véritable stratégie d'ingérence, reposant sur la mobilisation d'outils coercitifs, que nous avons analysés, mais aussi sur des menaces hybrides, notamment dans l'espace cybernétique et numérique.

En effet, le principal vecteur d'influence se trouve dans le contenu informatif diffusé au sein de l'espace médiatique russophone, dont les orientations s'écartent des narratifs historiques et politiques défendus par une partie importante des élites baltes. Cette divergence alimente des actions de contre-propagande et place les médias russophones au centre du rapport de force informationnel. Bien que les responsables politiques russes présentent cette approche comme relevant du « soft power », celui-ci s'écarte nettement de la conception de Joseph Nye. En effet, la mise en œuvre de la politique de « soft power » russe empêche la possibilité de partenariats authentiques avec les pays ciblés, ici l'Estonie. Par ailleurs, l'efficacité de ces politiques médiatiques se révèle plus mesurable que celle des actions traditionnelles de « soft power », souvent difficiles à évaluer.

Chapitre III

La stratégie d'influence/ingérence russe dans l'espace numérique estonien

Étude de la stratégie d'influence informationnelle et d'ingérence cybernétique russe, aux objectifs à la fois sécuritaires et offensifs

Dans ce chapitre, nous allons étudier la manière dont se met en œuvre la stratégie d'influence/ingérence russe en Estonie dans l'espace numérique. En effet, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 et ses répercussions sur la Russie et sur la scène internationale ont profondément restructuré la stratégie d'influence russe. Depuis le début des affrontements, les opérations d'influence et d'ingérence dirigées vers des pays qui ne partagent pas ou s'opposent aux objectifs stratégiques de la Russie s'intensifient¹⁵¹. Selon Christine Dugoin-Clément et Pierre Verluise, « le théâtre Ukrainien est souvent cité comme un laboratoire à ciel ouvert permettant de tester des méthodes d'influence et d'ingérence ».

Dans le cadre de cette étude, il est important de noter que ces opérations d'influence s'adaptent au public visé et aux technologies disponibles. De fait, l'invasion de l'Ukraine s'est accompagnée d'un regain des opérations d'influence dans le cyberspace et notamment dans le cyberspace estonien. Rappelons-le, pour Moscou, le cyberspace est avant tout un « espace informationnel » (*информационное пространство*)¹⁵², englobant à la fois les dimensions numériques et médiatiques. La notion d'espace informationnel recoupe

¹⁵¹ DUGOIN-CLEMENT, Christine, VERLUISE, Pierre. Géopolitique de l'ingérence russe. La stratégie du chaos ? Entretien avec C. Dugoin-Clément, Diploweb.com : la revue géopolitique, 27 avril 2025.

¹⁵² AUDINET, Maxime., MARANGÉ, Céline. Chapitre 4. La Russie : « l'espace informationnel » comme terrain de conflictualité. In : Les guerres de l'information à l'ère numérique. Presses Universitaires de France 2014. Hors collection, p.115-136.

8 LIMONIER, Kévin., GÉRARD, Colin. Guerre hybride russe dans le cyberspace. Hérodote, 2017/3 N° 166-167, p.145-163.

donc pour la Russie une réalité plus vaste que celle de cyberspace¹⁵³: l'Internet, mais également tous les supports et les moyens de diffusion de l'information (presse écrite, télévision, radio etc.). La pensée stratégique russe contemporaine ne conçoit pas le cyberspace comme un domaine distinct et autonome nécessitant un cadre de gouvernance spécifique. La Russie considère au contraire que les réseaux numériques, ne sont que des médias parmi d'autres, relevant légitimement du pouvoir de régulation de l'État. Cette approche reflète l'importance centrale accordée par le gouvernement russe à la notion de souveraineté.

L'objectif de ce chapitre est donc d'analyser la stratégie d'influence/ d'ingérence russe telle qu'elle se déploie spécifiquement dans le domaine numérique, à travers l'étude des médias russes en Estonie et des cyberattaques qu'elle y mène, afin d'évaluer de quelle manière cette stratégie peut produire des effets. En effet, dans un premier temps, la transposition du conflit dans l'espace médiatique international aboutit à « l'éviction partielle »¹⁵⁴ des médias d'État transnationaux - notamment RT et Sputnik - dans les pays occidentaux et à leur réorientation vers de nouveaux bassins d'audience. Nous allons donc analyser le rôle de ces médias dans la stratégie d'influence russe en Estonie en tant que dispositifs d'influence informationnelle dans ce pays.

¹⁵³ LIMONIER, Kévin. La Russie dans le cyberspace : représentations et enjeux. Hérodote, 2014/1 n° 152-153, p.140-160.

¹⁵⁴ AUDINET, Maxime., GÉRARD, Colin. « Sous les radars : Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine ». Réseaux, 2024/3 N° 245, 2024. p.113-152.

A) Les médias: un dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Estonie.

a) Les médias dans la conception russe de la stratégie de diplomatie publique médiatique

Entre propagande et désinformation, les médias sont un outil de support de la stratégie d'influence et d'ingérence russe sur le terrain numérique, en Estonie. Le pan médiatique de la diplomatie publique russe est un objet particulièrement central dans le cadre de notre étude. Nous l'avons explicité plus haut, la notion d'influence informationnelle est généralement définie comme un « ensemble de pratiques d'influence qui mobilisent des ressources et des technologies informationnelles pour agir sur les perceptions et modifier les comportements d'une audience cible, afin d'obtenir un résultat conforme aux préférences, à la volonté et aux intérêts de l'influenceur »¹⁵⁵. Le principal intérêt analytique de la notion d'influence informationnelle repose, selon Marangé, sur son caractère englobant. En d'autres termes, celle-ci comprend des pratiques aussi diverses que « la diplomatie publique (Snow et Cull, 2020 ; Szostek, 2020), à travers son type médiatique (Golan et al., 2019), la diplomatie numérique, la propagande - notamment la propagande « computationnelle » (Woolley et Howard, 2018) -, la désinformation ou les opérations de « lutte informationnelle » (Chifu, 2023) »¹⁵⁶. En d'autres termes, l'influence informationnelle ne se résume donc pas à l'une de ces pratiques, mais permet au contraire de les envisager dans leurs combinaisons, « leurs chevauchements ou leurs usages différenciés », en fonction « du contexte de projection ou des acteurs impliqués »¹⁵⁷.

À ce titre, l'actualisation de la définition de la diplomatie publique médiatique par Golan, Manor et Arceneaux (2019)¹⁵⁸ nous paraît la plus satisfaisante pour appréhender notre étude de cas sur les médias en ligne russes. La diplomatie publique médiatique désigne, en effet, « les efforts planifiés d'un gouvernement pour influencer une opinion publique étrangère à travers des canaux médiatiques, y compris des médias rétribués, acquis, possédés ou partagés, dans le but de susciter une adhésion à ses objectifs de politique étrangères »¹⁵⁹.

¹⁵⁵ MARANGÉ Céline, *Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie*, Paris, IRSEM, Études, n° 49, 2017, 55 p.

¹⁵⁶ AUDINET, Maxime, GÉRARD, Colin. Op. cit.

¹⁵⁷ Ibid.

¹⁵⁸ AUDINET, Maxime. Op Cit.

¹⁵⁹ AUDINET, Maxime. Op Cit.

La diplomatie publique médiatisée s'adresse donc aux publics étrangers. Cette logique suit clairement la description de Ferree et al. (2002)¹⁶⁰ de la sphère publique comme « une arène dans laquelle divers acteurs tentent de gagner en influence dans le processus de formation de l'opinion publique ». Dans les États démocratiques, les gouvernements surveillent l'opinion publique et adaptent leurs décisions en conséquence¹⁶¹. La diplomatie publique médiatisée cherche donc à s'imposer comme un acteur influent dans cet espace, afin de façonner l'opinion publique et donc, d'influencer les décisions des gouvernements étrangers. Selon Maxime Audinet, l'accès à l'espace médiatique constitue une condition préalable aux différents médias afin de « faire entendre sa voix ». Pour comprendre cette idée, l'auteur se concentre donc sur les principales hypothèses relatives à la construction de la réalité. Ce processus de construction de la réalité est un processus social (Schütz (1932), Berger et Luckmann (1966)), qui, dans les sociétés contemporaines, est assuré par les médias de masse¹⁶². Les individus s'appuient donc sur la réalité médiatique pour élaborer leur propre vision du monde. La diplomatie publique médiatisée cherche donc à exploiter ce mécanisme en construisant des réalités destinées à orienter la perception des publics dans le sens souhaité. Le contrôle des organisations médiatiques constitue à cet égard un atout stratégique, puisqu'il permet de produire ces réalités indépendamment des journalistes. Cela offre, par exemple, la possibilité de présenter des positions politiques et d'en définir les conditions de présentation.

En ce qui concerne la Russie, la notion d'influence informationnelle (*информационное воздействие*) apparaît dans les doctrines russes pour qualifier les pratiques nationales et étrangères. Dans ses travaux sur les médias russes transnationaux, Wagnsson parle d'une « influence informationnelle malveillante » pour qualifier « l'information sponsorisée par des régimes autoritaires ou d'autres acteurs hostiles » qui « vise à infliger un préjudice » et « brouille la frontière entre la diplomatie publique, la propagande et le journalisme traditionnel »¹⁶³. Cette association propre aux pratiques d'influence des États autoritaires s'inscrit dans la continuité des travaux sur le « *sharp power* » que nous avons défini en introduction, une déclinaison « corrosive et amendée »¹⁶⁴ de la notion de « *soft power* », théorisée par Joseph Nye. Rappelons ici que le concept définit

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² McQuail (2010) in Ibid.

¹⁶³ Ibid.

¹⁶⁴ AUDINET, Maxime, GÉRARD, Colin. Op. cit.

le fait de « perc(er), pénétr(er) ou perfor(er) l'environnement informationnel des pays ciblés », en particulier les démocraties libérales, tout en « manipul[ant], détourn[ant] et empoisonn[ant] l'information »¹⁶⁵.

Les pratiques d'influence informationnelle de la Russie se rattachent également aux travaux de Guriev et Treisman sur « l'autocratie informationnelle ». Selon ces chercheurs, les régimes autoritaires contemporains, comme la Russie, se distinguent de leurs prédécesseurs en tant qu'ils recourent moins à la coercition et à l'idéologie qu'aux manipulations de l'information afin de convaincre les publics internes et étrangers des performances de leur mode de gouvernance tout en réduisant au silence les critiques à leur égard¹⁶⁶. Ainsi, nous pouvons appréhender l'influence informationnelle russe, dans la continuité des travaux de Lukes et Nye¹⁶⁷, comme un ensemble d'acteurs déployant des pratiques placées « sur un spectre qui s'étend de modes de conduites traditionnellement associés au « *soft power* », comme l'attraction, l'incitation et la persuasion, à des modes plus corrosifs associés au « *sharp power* », comme la manipulation et la tromperie délibérée ».

Trois catégories d'acteurs de l'influence informationnelle se dégagent dans l'étude proposée par Maxime Audinet, dont il produit un tableau de synthèse dans son article (Annexe 1b). Il distingue les acteurs étatiques russes, les acteurs non officiels et les acteurs « tiers » étrangers. Dans le cadre de cette étude, nous allons nous intéresser uniquement à une seule typologie d'acteurs. Dans cette première partie, nous allons étudier les acteurs étatiques russes et, plus particulièrement, les médias d'état transnationaux comme RT et Sputnik et leur rôle dans la stratégie d'influence russe en Estonie notamment dans le numérique. Nous allons nous intéresser à la deuxième sous-catégorie des acteurs d'influence étatiques russes - les unités des services de renseignement en charge des opérations d'influence comme les cyberattaques menées par le GRU - dans notre deuxième partie.

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Guriev et Treisman (2019) in Ibid.

¹⁶⁷ Ibid.

b) Études de cas :

En Estonie, les médias russes demeurent un levier stratégique d'influence. Selon Bil Jacek, près de 300.000 russophones vivent en Estonie, et 225.000 d'entre eux regardent les mêmes programmes télévisés que les habitants de Moscou. En effet, les chaînes de propagande russes font partie de presque tous les bouquets de télévision accessibles en Estonie car proposés par la quasi-totalité des principaux fournisseurs d'accès à Internet et de télévision en Estonie¹⁶⁸. Les principaux instruments de la stratégie d'influence russe contre l'Estonie sont « les chaînes spécialisées de propagande et de désinformation »¹⁶⁹. Il s'agit notamment de la chaîne de télévision Russia Today et de l'agence de presse Sputnik, ainsi que des services d'information comme RIA Novosti.

Intéressons-nous donc aux acteurs d'influence russes étatiques, soit les médias d'influence d'État transnationaux comme RT et Sputnik. Ces acteurs, parmi les plus visibles et les plus subventionnés de l'influence russe, interviennent à la fois dans le registre de la diplomatie publique et dans celui des manipulations informationnelles. De plus, depuis l'invasion russe de l'Ukraine, ils se caractérisent par une affirmation propagandiste particulièrement marquée¹⁷⁰. L'écosystème hétérogène, « protéiforme »¹⁷¹ d'acteurs étatiques et non officiels qui composent l'influence informationnelle russe a été érigé à partir du milieu des années 2000, avec le lancement de la première chaîne de télévision anglophone du pays, Russia Today. Près de deux décennies plus tard, les médias d'État russes transnationaux RT et Sputnik sont interdits au sein de l'Union européenne, et de nouveaux « murs informationnels » émergent avec le blocage de la plupart des plateformes de réseaux sociaux numériques (RSN) occidentales en Russie¹⁷². En effet, les services de sécurité estoniens estiment que les opérations médiatiques menées par le Kremlin visent à saper l'intégrité de l'Estonie¹⁷³. Dans le cadre de ce travail, nous allons analyser si cette stratégie relève d'une logique d'influence ou si elle ne s'apparente pas plutôt à des actes d'ingérence dirigés contre l'Estonie.

¹⁶⁸ JACEK, Bil. Op. cit.

¹⁶⁹ Ibid.

¹⁷⁰ AUDINET, Maxime., GÉRARD, Colin. Op. cit.

¹⁷¹ Ibid.

¹⁷² Ibid.

¹⁷³ JACEK, Bil. Op. cit.

i) **RT et Sputnik: la constitution d'un un réseau d'information contrôlé par le Kremlin dirigé contre l'Estonie**

1) **RT**

Le groupe RT est lancé en décembre 2005, à l'initiative de Mikhaïl Lesin, ancien Ministre de la Communication sous Vladimir Poutine. Conçu comme un outil ayant une approche essentiellement russo-centrée, son objectif est d'améliorer l'image de la Russie à l'étranger à travers la première chaîne anglophone du pays, *RT International*. Margarita Simonian, rédactrice en chef du groupe depuis ses débuts reconnaît que cette stratégie initiale se révèle inefficace¹⁷⁴. À partir de la guerre russo-géorgienne de 2008, la ligne éditoriale de RT entreprend donc un tournant plus offensif à l'égard des pays occidentaux et, parallèlement, voit son budget comme ses audiences augmenter fortement. Selon une étude de mars 2016, le groupe dispose d'un budget de 19 millions de roubles - 270 millions d'euros, soit près d'un quart des fonds publics alloués aux médias d'État - et attire chaque semaine près de 70 millions de téléspectateurs dans le monde, dont plus de la moitié en Europe¹⁷⁵. Elle figure donc parmi les cinq réseaux de télévision internationaux les plus regardés en Occident¹⁷⁶. Le public européen est en effet une cible prioritaire pour la chaîne russe et nous voyons que cinq des six langues utilisées sur ses canaux télévisuels et numériques sont des langues européennes, à savoir : anglais, russe, espagnol, allemand et français. Outre la chaîne globale *RT International*, le site russophone *RT на русском* et les chaînes arabophone *RT Arabic*, hispanophone *RT en español* et américaine *RT America*; trois autres canaux ont été spécifiquement créés fin 2014 pour atteindre les audiences d'Europe de l'Ouest, à savoir *RT UK*, *RT Deutsch* et *RT France*, qui dispose d'une double rédaction parisienne et moscovite¹⁷⁷.

RT s'impose ainsi comme un instrument de la diplomatie publique russe, davantage orienté par les impératifs du Kremlin que par une logique journalistique¹⁷⁸. Elle cherche à devenir un acteur influent dans les débats publics, afin d'influencer l'opinion publique et, à terme, la prise de décision des gouvernements démocratiques ainsi que de certaines institutions internationales comme l'Union européenne. Cette stratégie vise, finalement, à la conduite des objectifs de politique étrangère de la Russie. Dans le cadre de l'Estonie, nous

¹⁷⁴ AUDINET, Maxime. Op. cit.

¹⁷⁵ AUDINET, Maxime et LIMONIER, Kévin. Op. cit.

¹⁷⁶ AUDINET, Maxime. Op. cit.

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ Ibid.

avons amorcé le rôle de cette chaîne d'information dans les précédents chapitres. Plus particulièrement, *RT на русском* joue un rôle particulier auprès des États post-soviétiques et donc de l'Estonie. En effet, cette chaîne d'information constitue un outil essentiel pour le pouvoir russe pour afin d'atteindre directement les communautés russophones vivant à l'étranger. Comme le démontre Maxime Audinet dans ses travaux¹⁷⁹, le site russophone de RT est le plus consulté et, s'il s'adresse majoritairement aux audiences russes en interne, il est également consulté dans les pays de « l'espace post-soviétique » et plus particulièrement, auprès de la diaspora russe. C'est à ce titre que la chaîne RT est considérée comme un instrument de diplomatie publique. Nous l'avons vu, en Estonie, RT diffuse un discours faisant écho à la rhétorique russe de valorisation des valeurs liées au « Monde russe » et à la défense des « compatriotes » de l'étranger. Si *RT на русском* reste un vecteur d'influence important pour la Russie, son impact, nous le verrons, est difficile à mesurer. Néanmoins, sa présence participe au maintien d'un lien informationnel et culturel entre les Russes d'Estonie et l'espace médiatique russe et assure que la rhétorique russe soit accessible auprès de cette population sur laquelle repose la stratégie d'influence russe.

2) **Sputnik**

Sputnik fait partie de l'agence d'information publique russe Rossiya Segodnya, dirigée par le journaliste Dmitry Kisseliov. Selon les sources estoniennes (Annexe 1), il est « l'une des personnes figurant sur la liste des sanctions de l'UE pour avoir été une « figure centrale de la propagande gouvernementale soutenant le déploiement des forces russes en Ukraine » », dès 2014. L'agence Rossiya Segodnya et son service radiophonique et numérique Sputnik, complètent le dispositif médiatique mis en place et soutenu par l'État - celui-ci alloue à cette agence une subvention de 6,7 milliards de roubles en 2016. Héritier institutionnel de deux organes internationaux de communication de l'Union soviétique, à savoir, l'agence Novosti et Radio Moscou, ce média s'adresse exclusivement à des publics étrangers.

Sputnik lance en 2016, des portails d'information en estonien et en russe à destination du public estonien¹⁸⁰. Les journalistes et les rédacteurs de Sputnik, basés à Tallinn, couvraient les événements internationaux et locaux et donnaient leur avis sur les questions d'actualité.

¹⁷⁹ Ibid.

¹⁸⁰ Article disponible à ce lien :

<https://news.err.ee/117694/russia-s-sputnik-launches-news-portal-in-estonia>

Au moment du lancement de cette chaîne sur le territoire estonien, Sputnik indique que son nouveau site web estonien « proposera une grande variété de contenus multimédias, notamment des infographies, des vidéos, des reportages photo, des flux en direct et des sondages en ligne, des analyses, des interviews et des avis d'experts ». Nous pouvons donc lire dans cet article, les déclarations de Margarita Simonyan, rédactrice en chef de l'agence de presse, selon laquelle : « Sputnik est un organe d'information moderne qui se distingue des autres médias par son angle de vue et sa compréhension du monde ». Il est important de noter que l'agence de Tallinn n'était pas la première à s'installer dans les pays baltes, la Lettonie accueillait également un bureau. Toutefois, dès 2016, la Lettonie envisageait déjà d'imposer des sanctions à Sputnik. Nous pouvons lire les déclarations de la porte-parole de la police de sécurité lettone, Liga Petersone : « Le lancement de la version lettone de Sputnik démontre une fois de plus que la Russie tente de diffuser sa propagande dans l'espace d'information letton ». Aussi, ces mêmes inquiétudes accompagnent l'ouverture du portail numérique de Sputnik en Estonie. De fait, nous voyons que Rossiya Segodnya est considérée comme le principal outil de propagande du Kremlin à destination de l'Occident.

c) Les médias russes en Estonie, une stratégie d'influence/d'ingérence informationnelle qui fait face à l'invasion de l'Ukraine

Parallèlement à l'internationalisation de leur réseau et afin de séduire certains segments de l'opinion publique dans les pays ciblés, les deux principaux instruments médiatiques du Kremlin à destination de l'étranger, RT et Sputnik, se sont progressivement imposés comme des médias « alternatifs » et contre-hégémoniques dans leurs espaces médiatiques d'implantation¹⁸¹. L'examen de leurs pratiques de production de l'information, tout comme les discours tenus par leurs dirigeants, révèle une conception profondément relativiste, conflictuelle et « arsenalisée » de l'espace médiatique international¹⁸². RT et Sputnik cultivent ce positionnement pour diffuser des récits compatibles ou alignés avec les positions officielles russes, tout en s'attachant à discréditer celles de leurs adversaires notamment concernant la guerre en Ukraine, et plus généralement les questions liées à l'« Occident collectif ». La ligne éditoriale qui en découle est donc flexible et adaptée en fonction des audiences visées et véhicule des contenus « manipulateurs, dont certains

¹⁸¹ AUDINET, Maxime, GÉRARD, Colin. Op. cit.

¹⁸² Pomeransteve (2015) in Ibid.

relèvent de la désinformation »¹⁸³. Pour ces raisons, RT et Sputnik sont considérés dans les démocraties libérales occidentales comme les vecteurs de la « menace » informationnelle russe à l'étranger. Notons que la perception sécuritaire de ces acteurs médiatiques a commencé à s'imposer à partir de 2014 et à la suite des ingérences informationnelles de la Russie en 2015-2016. Les audiences européennes constituent donc une des cibles prioritaires pour RT et Sputnik. Afin d'atteindre ces cibles et les influencer, dans un contexte de marché de l'information saturé et concurrentiel, deux stratégies principales ont été mises en œuvre. D'une part, on observe la diversification de leurs canaux de communication à travers un recours massif aux outils numériques. D'autre part, ces chaînes se diversifient par la diffusion d'un contenu éditorial se présentant comme « alternatif » face aux médias mainstream européens. Dans cette section, nous examinerons d'abord la mise en œuvre de la ligne éditoriale « alternative », avant d'analyser le rôle central joué par les supports digitaux dans leur stratégie d'influence.

ii) L'« alternatif » : un positionnement stratégique d'influence informationnelle

Le positionnement de RT et Sputnik comme « médias alternatifs » ne relève pas seulement d'un choix éditorial, mais d'une véritable stratégie d'influence. En se présentant comme une alternative face au « mainstream médiatique et politique occidental » présent en Estonie, - perçue comme étant une « entité indifférenciée dominée par la puissance américaine, notamment à travers l'Alliance atlantique » -, les médias russes étudiés cherchent à séduire des publics déjà critiques vis-à-vis de ces discours « pro-occidentaux »¹⁸⁴. En effet, selon Anna Belkina, la directrice de la communication de RT, la mission de RT a pour but, « dans l'écosystème informationnel global, de compléter le tableau et ajouter quelque chose à la conversation plutôt que de faire écho à ce qui a déjà été dit »¹⁸⁵. La chaîne cherche donc à faire de cette posture « alternative » une image de marque auprès de ses audiences. Le second axe de son processus d'autolégitimation repose sur la disqualification de ceux qui promeuvent un récit considéré comme « dominant » ou qui critiquent RT pour ses orientations éditoriales et ses liens avec le Kremlin. Ces stratégies sont mises au service des

¹⁸³ Ramsey et Robertshaw (2019) in Ibid.

¹⁸⁴ ADINET, Maxime, LIMONIER, Kévin. Op. cit.

¹⁸⁵ AUDINET, Maxime. Op Cit.

objectifs de diplomatie publique du groupe. Cet impératif de couverture alternative est décliné tant à l'échelon global que national. Ainsi, au niveau national, RT et Sputnik s'efforcent de s'imposer comme alternatives crédibles dans les écosystèmes médiatiques des pays où ils s'implantent. Au niveau global, RT a pour mission, selon Vladimir Poutine, de « briser le monopole des médias anglo-saxons dans le flux mondial de l'information »¹⁸⁶. Sputnik adopte également cette approche et ce, dès sa création. Cette chaîne révèle, au travers de sa devise, « Telling the Untold », son ambition de « révéler ce dont les autres ne parlent pas » et de « se présenter comme un fournisseur d'informations alternatives »¹⁸⁷. Selon Dmitri Kisseliov, cette chaîne est destinée à « ceux qui sont fatigués de la propagande agressive en faveur d'un monde unipolaire, et qui veulent une autre perspective »¹⁸⁸. En effet, lors d'une conférence organisée par Rossiya Segodnya en juin 2016 et intitulée « Une nouvelle ère du journalisme : adieu au mainstream », Dmitri Kisseliov affirmait que les médias russes s'inscrivent dans une dynamique « post-mainstream », affranchie de la « vision du monde occidentale »¹⁸⁹. Enfin, sur le plan européen, cette logique « alternative » s'articule autour de deux axes complémentaires. RT et Sputnik s'efforcent plus particulièrement de mettre en avant une vision géopolitique et idéologique centrée sur le multilatéralisme, le souverainisme et le conservatisme. Ces principes, valorisés par les élites politiques russes, sont présentés comme un contre-modèle aux valeurs attribuées à l'« establishment » occidental¹⁹⁰: « unilatéralisme, globalisme ou supranationalisme, et libéralisme, qu'il soit politique ou sociétal ». Dans cette perspective, Sputnik affirme vouloir promouvoir « un monde multipolaire qui respecte les intérêts nationaux, la culture, l'histoire et les traditions de chaque pays »¹⁹¹. La dénonciation d'un ordre international perçu comme unilatéral et dominé par les États-Unis constitue ainsi un *leitmotiv* constant des antennes européennes de RT et Sputnik.

Pour asseoir sa légitimité dans l'espace médiatique international, RT cherche donc à instrumentaliser l'opposition binaire entre les médias alternatifs (présentés comme capables de révéler les non-dits et de proposer une lecture hétérodoxe, voire dissidente, des événements) et les médias dominants (accusés de diffuser un récit hégémonique et conformiste, subordonné aux intérêts de leurs propriétaires, qu'ils soient publics ou privés).

¹⁸⁶ ADINET, Maxime, LIMONIER, Kévin. Op. cit.

¹⁸⁷ AUDINET, Maxime. Op Cit.

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ Ibid.

¹⁹⁰ Ibid.

¹⁹¹ Ibid.

Dmitri Egortchenkov, spécialiste du concept de « *soft power* » en Russie, souligne¹⁹² que l'approche des médias russes internationaux repose sur l'idée, profondément ancrée en Russie, selon laquelle les « communautés médiatiques occidentales » seraient liées et diffuseraient un point de vue uniforme sur les affaires internationales. Pour les autorités russes, ce positionnement alternatif de la diplomatie publique médiatique doit contribuer à restaurer l'image « fiable »¹⁹³ de la Russie à l'étranger et à contrer la représentation systématiquement négative véhiculée, selon elles, par les médias occidentaux dominants. Ainsi, dans l'ensemble des conflits opposant la Russie à ses voisins baltes, les stratégies qu'elle met en œuvre visent à isoler ces États sur la scène internationale. La position russe y est présentée comme légitime, au nom de la justice, de la moralité, de la vérité et du bon sens¹⁹⁴. Selon Maxime Audinet, en construisant cette réalité, les médias russes cherchent donc à rallier leur audience à la cause du Kremlin. Cette stratégie vise à orienter l'opinion en faveur de la Russie, avec l'espoir que les gouvernements nationaux ou instances internationales, attentifs à cette opinion, adoptent des positions plus conciliantes avec la Russie. RT et Sputnik deviennent ainsi des instruments au service des objectifs de politique étrangère de Moscou à destination des pays baltes.

De plus, dans le but de transformer les accusations en avantage stratégique, les équipes de RT recourent à un registre satirique, fondé sur l'ironie et l'autodérision. Cet axe de sa communication « alternative » de RT permet d'affirmer sa posture anti-mainstream, tout en déstabilisant ses détracteurs et en discréditant leurs arguments par le rire et la moquerie. Cette démarche relève ainsi d'une logique d'influence, voire même de manipulation, caractéristique de la diplomatie publique médiatique russe. Solvita Denise-Liepnice a proposé le terme de « *hahaganda* » pour désigner cette stratégie de désinformation visant à tourner en ridicule une cible donnée¹⁹⁵. Perfectionnée depuis la crise ukrainienne - encore plus depuis le début de l'invasion russe en Ukraine de février 2022 -, et renforcée par les accusations d'ingérence informationnelle formulées par les pays occidentaux, cette approche repose souvent sur un surjeu assumé du rôle de « mégaphone de propagande » du Kremlin¹⁹⁶. L'objectif est de retourner les attaques contre leurs auteurs en présentant leurs arguments comme hypocrites, caricaturaux, « russophobes » ou « paranoïaques ». Selon Marlène

¹⁹² AUDINET, Maxime. Op Cit.

¹⁹³ Ibid

¹⁹⁴ Ibid.

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ Ibid.

Laruelle¹⁹⁷: « Les médias russes à destination de l'étranger jouent avec délice du principe de carnavalisation, qui consiste à transgresser les normes sociales par la provocation, la satire et le renversement des situations, plus la provocation semble grosse, plus elle semble faire effet et choquer tous ceux qui la prennent au pied de la lettre, permettant ainsi à Russia Today et Sputnik de jouer facilement d'un effet boomerang ». En définitive, RT a développé ces dernières années une rhétorique satirique et relativiste qui lui permet non seulement de légitimer son positionnement « alternatif » et d'attirer des audiences sceptiques à l'égard des médias dominants, mais aussi de sur-médiatiser son ostracisation. Les critiques deviennent alors une ressource : elles sont ridiculisées, retournées contre leurs auteurs, ou même utilisées comme levier d'influence.

Nous avons présenté cette stratégie dans le premier chapitre de notre travail. Le cas des articles sarcastiques publiés par RT et Sputnik lors de la déconnexion de l'Estonie des infrastructures énergétiques russes n'est qu'une illustration parmi d'autres de la mise en œuvre de cette stratégie. En effet, nous avons montré qu'une composante essentielle de l'influence russe en Estonie réside dans la critique des principales figures politiques nationales. Associée à l'usage récurrent d'un registre ironique et sarcastique, cette approche vise à délégitimer davantage les institutions estoniennes et à affaiblir la confiance que la population leur accorde. Nous pouvons aller plus loin et dire que cette stratégie vise également à critiquer l'aide de l'Estonie à l'Ukraine dans le cadre de la guerre contre la Russie. Cela a été clairement visible dans notre étude des articles publiés par les médias russes au moment de la déconnexion estonienne du BRELL. En effet, en peignant un tableau inquiétant et irréaliste de la situation estonienne post-déconnexion en employant un ton sarcastique, les médias russes critiquent la politique estonienne de support à l'Ukraine contre la Russie. Selon ces articles (Annexe 1), l'Estonie préfère donc mettre en danger et faire vivre dans l'inconfort sa propre population car ce qui est le plus important est d'aider l'Ukraine et donc *in fine* punir la Russie. Le ton sarcastique employé vise à démontrer l'incompétence du gouvernement estonien et le fait qu'à la vue des conséquences de ses politiques observées sur la population estonienne, il faudrait arrêter l'aide à l'Ukraine. En bref, les médias et donc la Russie, impliquent que le gouvernement estonien ne se rend pas compte qu'en essayant de punir la Russie, c'est en réalité les estoniens et la communauté russe et russophone installée dans ce pays qu'il punit.

¹⁹⁷ Ibid.

iii) Les stratégies numériques comme support important pour les objectifs russes d'influence médiatique

Dans cette partie, nous allons étudier les stratégies numériques élaborées et mises en œuvre en Estonie par les médias russes. En effet, nous allons analyser la manière dont elles participent aux objectifs recherchés d'influence russe sur le territoire estonien.

Nous l'avons vu, une des déclinaisons de la diplomatie publique est la diplomatie publique médiatique. Celle-ci renvoie à l'usage des « communications de masse, y compris Internet, pour renforcer le soutien manifesté à l'égard de la politique étrangère d'un pays par des audiences situées au-delà de ses frontières nationales »¹⁹⁸. Dans le même esprit, la diplomatie digitale désigne l'exploitation des technologies numériques, et plus particulièrement des réseaux sociaux numériques (RSN), à des fins diplomatiques¹⁹⁹. Par leur nature interactive, ces médias sociaux se sont imposés comme des instruments privilégiés de la « nouvelle diplomatie publique »²⁰⁰, en permettant aux acteurs gouvernementaux d'instaurer un dialogue direct avec des publics étrangers.

Depuis leurs lancements, RT et Sputnik ont fortement diversifié leurs canaux de communication sur Internet pour accroître leur portée. Afin de propager ses contenus, RT dispose de trois moyens de diffusion propres qui se nourrissent mutuellement : ses chaînes de télévision, ses médias en ligne et ses comptes sur les RSN. RT compte huit portails reliés au domaine « rt.com », correspondants à ses six langues de travail et aux deux sites de la chaîne documentaire RT Doc. Sputnik a mis en place trente-deux sous-domaines reliés à son nom de domaine « sputniknews.com ». Les deux chaînes jouissent donc d'une présence large sur les médias sociaux, adaptée aux pratiques numériques de leurs audiences selon leur pays d'installation. Dans ce cadre, Sputnik et RT ouvrent de multiples comptes sur les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, SoundCloud, Pinterest, Weibo, Vkontakte, Telegram et Odnoklassniki. Ces comptes sont créés avec pour objectifs : de diffuser à moindre frais les articles, vidéos et programmes produits par leurs rédactions et renvoyer vers les sites du groupe. Les coûts de diffusion se trouvent ainsi considérablement réduits pour RT, tandis que la gratuité de la quasi-totalité de ses contenus favorise une reprise facile et un partage massif sur les réseaux sociaux, contrairement à de nombreux médias

¹⁹⁸ Entman (2008) in Ibid.

¹⁹⁹ Bjola et Holmes (2015) in Ibid.

²⁰⁰ Ibid.

contraints de recourir à des paywalls pour attirer de nouveaux abonnés et assurer leur viabilité économique²⁰¹.

Cette stratégie est expliquée par le média estonien Propastop. En effet, dans un article publié sur son site internet en 2019²⁰², nous voyons que Sputnik essaye d'augmenter son influence dans l'espace médiatique numérique estonien par le biais de sa présence importante sur le réseau social Facebook. Nous pouvons lire que « Facebook a signalé la fermeture de plusieurs groupes créés et administrés par les employés de Spoutnik (...) bien que d'autres les aient remplacés. La distribution à grande échelle de la propagande du Kremlin se fait par le biais de groupes d'activistes estoniens russophones. (...) (Dans) la section de la langue estonienne de Facebook, (sont partagées) des histoires anti-estoniennes et émotionnelles ». Ces narratifs touchent les individus qui sont insatisfaits du gouvernement estonien, et par conséquent, deviennent une caisse de résonance de cette propagande du Kremlin qu'ils aident également à diffuser contre l'Estonie.

De plus, dans un article publié par le même média en août 2022²⁰³, Propastop analyse les vidéos publiées par une jeune femme russe vivant en Estonie, dont les propos font écho à des récits bien connus de la propagande d'État russe. Ainsi, dans ses vidéos, elle affirme que les Russes sont persécutés en Estonie et que le nombre réel de Russes vivant dans le pays est largement sous-estimé dans les statistiques officielles. Elle exprime également sa frustration quant au fait que de nombreux Estoniens vivant en Estonie ne parlent pas le russe et ne font aucun effort pour l'apprendre, qualifiant la situation d'exclusion à l'égard de la population russophone. Dans la même vidéo, la jeune femme exprime sa frustration quant à la modération des commentaires sur les messages sur les RSN. Selon elle, cela prouve « qu'il n'y a pas de véritable démocratie en Estonie ». Cette affirmation fait clairement écho à un récit fréquent dans la propagande russe que nous avons présenté plus haut, qui cherche à discréditer les institutions démocratiques des pays voisins en les dépeignant comme hypocrites ou répressives. Propastop explique que « lorsqu'on lui avait demandé si elle diffusait sciemment ou non de la propagande russe, plutôt que de répondre, elle a répliqué par une question rhétorique : « Le fait de parler russe en Estonie est-il considéré comme de la

²⁰¹ Ibid.

²⁰² Article disponible à ce lien :

<https://www.propastop.org/en/2019/04/05/new-propaganda-techniques-from-sputnik>

²⁰³ Article disponible à ce lien :

<https://www.propastop.org/en/2025/08/05/russian-speaking-tiktok-influencer-alissia-i-hope-estonia-dies-out/>

propagande russe ? ». Cette formulation fait appel à un autre argument bien connu du Kremlin : les russophones seraient persécutés ou marginalisés dans les États baltes, en particulier en Estonie. Dans une autre vidéo, cette même étudiante, membre de la catégorie des « compatriotes » russes installés en Estonie, critique également la fermeture des écoles de langue russe sur le territoire estonien. Ainsi, « bien qu'elle se prétende apolitique, (elle) perpétue des récits alignés sur le Kremlin concernant la répression, la discrimination et la neutralité des médias à l'égard de l'Ukraine, transformant sa plateforme en un instrument secret de l'influence russe, que ce soit intentionnel ou non ». Cet exemple est important afin de comprendre l'importance de l'utilisation des réseaux sociaux afin de partager un récit pro-russe dans les pays d'intérêt pour la Russie, dans ce cas l'Estonie.

Tik Tok est un réseau social numérique (RSN) chinois particulièrement populaire chez les adolescents et jeunes adultes. Il a souvent été critiqué au sujet du manque de transparence de ses algorithmes. Au-delà de son image de plateforme dédiée au divertissement, elle est également devenue un vecteur important de désinformation. C'est dans ce cadre que nous allons ici faire un petit détour afin d'analyser son rôle dans la stratégie d'influence russe telle qu'elle est déployée, dans l'espace numérique et médiatique en Estonie. Nous avons commencé à voir de quelle manière la Russie se sert de ce RSN afin de diffuser des contenus de désinformation et de propagande pouvant relever d'une stratégie d'influence voire même d'ingérence envers l'Estonie. Il est donc important de noter que ce RSN joue un rôle central car son mécanisme de fonctionnement repose sur une amplification artificielle de la popularité de certains messages, à travers diverses pratiques parmi lesquelles le « recours à des bots, à de faux profils, à des hashtags ciblés ou encore à des opérations d'astroturfing, consistant à donner l'illusion d'un engouement spontané alors qu'il est en réalité orchestré »²⁰⁴. Lorsqu'on associe à ces stratégies des influenceurs « réels », disposant d'une audience et d'une crédibilité établies, l'impact est d'autant plus fort. Leur intervention, combinée à une campagne d'astroturfing, donne aux publics l'impression d'un mouvement authentique et spontané, ce qui accroît leur propension à y adhérer²⁰⁵. C'est ce que nous avons vu avec l'exemple abordé plus haut. Néanmoins, cet exemple n'est pas isolé.

²⁰⁴ DUGOIN-CLEMENT, Christine et VERLUISE, Pierre. Op. cit.

²⁰⁵ Ibid.

En effet, notons qu'en Estonie, selon les études réalisées par Firehose of Falsehood²⁰⁶ et par Propastop²⁰⁷, nous voyons que les pages TikTok des pays d'Europe centrale et orientale, notamment d'Estonie, ont été remplies de « théories du complot et de propos alarmistes ressemblant à de la désinformation russe ». En Estonie, avec environ 400.000 utilisateurs dans le pays, la plateforme TikTok est devenue un canal pour les récits qui visent à semer la discorde et à saper la confiance dans les institutions démocratiques auprès des jeunes « compatriotes » d'Estonie. Un rapport d'Eesti Ekspress²⁰⁸ a révélé que 63 % du contenu conspirationniste visible sur le TikTok estonien pouvait être considéré comme de la désinformation, promouvant souvent des perspectives pro-Kremlin. Sur TikTok, l'attention et l'engagement se cristallisent principalement autour de « particuliers », souvent des commentateurs ou activistes autoproclamés. Ces influenceurs adoptent volontiers un ton provocateur, émotionnel ou conspirationniste, en phase avec la logique algorithmique de la plateforme, qui privilégie les contenus sensationnels. En Estonie, les journalistes d'Eesti Ekspress ont ainsi recensé une cinquantaine de comptes diffusant de la désinformation, caractérisés notamment par des vidéos en monologue et des « blagues » sur la situation estonienne. Plutôt que d'utiliser TikTok comme leur plateforme principale, ces personnalités la considèrent comme un point d'entrée stratégique, un moyen de capter l'attention avec des clips courts et chargés d'émotion avant de diriger les utilisateurs vers des espaces tels que YouTube ou Telegram. Ainsi, selon l'article de Propastop, « dans cet écosystème, TikTok n'est pas le champ de bataille, c'est l'hameçon appâté, qui attire les utilisateurs dans un pipeline de propagande plus large et mieux coordonné ». De fait, ces vidéos peuvent inciter les utilisateurs de TikTok, après avoir consommé ce type de vidéos, à se tourner vers les médias russes, dont la rhétorique contribue à renforcer et à légitimer des positions pro-russes et anti-estoniennes.

²⁰⁶ Firehose of Falsehood est une enquête conjointe menée par dix médias indépendants de l'UE. Leur analyse est disponible à ce lien :

<https://sinfo-project.eu/firehose-of-falsehood-how-far-right-used-tiktok-to-spread-lies-and-conspiracies/>

²⁰⁷ Article disponible à ce lien :

<https://www.propastop.org/en/2025/05/26/battlefield-tiktok-who-are-estonian-influencers-spreading-russian-narratives/>

²⁰⁸ Ibid.

iv) **Les médias russes face à leur éviction des espaces informationnels occidentaux et notamment Estoniens, conséquences des actes de la Russie sur le plan international**

Dès le début des années 2020, les pays baltes manifestent leur volonté de réduire l'influence de la Russie et de sa rhétorique dans leurs espaces médiatiques nationaux. Cette dynamique s'intensifie avec l'invasion de l'Ukraine. Nous allons donc analyser l'efficacité de la stratégie d'influence russe par les médias dans ce nouveau contexte et face aux mesures d'interdiction fermes mises en place par l'Estonie. En effet, si l'acteur russe a déjà fait l'objet d'une littérature abondante dans le domaine de l'influence et de la « guerre informationnelle », le conflit en Ukraine permet de renouveler les grilles d'analyse jusqu'ici utilisées²⁰⁹. Dans leur article, Maxime Audinet et Colin Gérard explorent, à partir de l'exemple russe, la manière dont la guerre et la participation à des conflits armés modifient les dispositifs d'influence informationnelle. Les résultats de cette étude mettent notamment en évidence une dynamique notable de sous-traitance des opérations d'influence à des contractuels, ainsi qu'une recentralisation du contrôle de ce dispositif au sommet de l'État russe.

Très vite après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, l'affaiblissement des capacités médiatiques russes à l'étranger devient une priorité dans les sanctions adoptées par les institutions européennes. Le 1er mars 2022, le Conseil de l'Union européenne adopte un règlement visant à contrer les « actions de propagande » de la Russie justifiant et soutenant son agression. Ces mesures entraînent la suspension de tous les canaux de diffusion de RT et Sputnik sur les territoires baltes. Ces chaînes sont retirées des bouquets des distributeurs audiovisuels, leurs sites sont déréférencés sur les principaux moteurs de recherche et bloqués par les fournisseurs d'accès à Internet, et leurs comptes sur les principaux réseaux sociaux sont « déplateformés »²¹⁰, y compris sur YouTube, qui représentait un important réservoir d'audience pour RT. Ces sanctions, mises en œuvre par les régulateurs nationaux, n'empêchent toutefois pas les équipes de RT et Sputnik de continuer à produire des contenus et aux individus d'avoir accès à ces mêmes contenus. L'étude réalisée par Beth Lambert intitulée « Effective whole-of-society approaches in tackling disinformation campaigns » montre que les chaînes russes sont encore accessibles et visionnées par les habitants de

²⁰⁹ LYUBAREVA, Inna. et al. « La diplomatie numérique : Évolution des stratégies diplomatiques et d'influence à l'ère (du) numérique ». Réseaux, 2024/3 N° 245, 2024. p.11-35.

²¹⁰ AUDINET, Maxime, GÉRARD, Colin. Op. cit.

Narva, composée à 95% de russes et russophones. En effet, l'enquête de terrain réalisée par Elisabeth Cleary révèle que les individus perçoivent les outils de « *soft power* » mobilisés par le biais des médias, en particulier dans la partie nord-est de l'Estonie, plus proche de la frontière russe. Cette zone, majoritairement composée de russes et russophones, se caractérise, en effet, par une résistance à l'apprentissage de la langue nationale. Ces liens entre la Russie et ses médias implantés en Estonie, renforcent les inquiétudes quant à la loyauté de la minorité russophone à l'égard de l'État estonien.

Toutefois, l'argument juridique avancé pour justifier ce processus est la nécessité de sanctionner une entité liée à l'État russe et impliquée dans la légitimation de l'invasion russe de l'Ukraine. Comme l'a déclaré le commissaire européen Thierry Breton sur X le 1er mars : « Pas de place pour la propagande de guerre russe dans notre espace informationnel ». Cette riposte européenne interrompt brutalement le processus de décentralisation des réseaux RT et Sputnik en Occident, amorcé dès le début des années 2010. Cette thématique a été largement abordée par les médias russes qui mettent en avant l'hypocrisie des autorités estoniennes prônant la liberté de presse comme valeur partagée par « l'Occident » ainsi que les menaces sur la liberté des médias. Dans un article publié par le média RIA Novosti en avril 2023²¹¹, les propos des principales figures russes sont partagés. Nous pouvons lire que « le Ministre russe des Affaires Étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré plus tôt que Moscou ne s'attendait pas à ce que l'Occident impose des sanctions aux journalistes, aux sportifs et aux personnalités culturelles. ». Cette formulation fait directement écho à l'idée que nous venons d'aborder de l'hypocrisie dont font preuve, selon les autorités russes, les pays occidentaux. De plus, cet article laisse entrevoir une stratégie russe de légitimation de ses positions que nous avons déjà évoquée: celle de faire appel aux principales organisations internationales. Ainsi, nous pouvons voir que l'article cite les propos du président du Conseil présidentiel russe pour les droits de l'homme, Valéry Fadeïev auprès de l'OSCE, « l'appelant à prendre des mesures pour respecter les normes relatives à la liberté de la presse en raison du harcèlement des publications en langue russe » et ceux du président de la Fédération européenne des journalistes, Ricardo Gutierrez selon lequel « l'interdiction des médias russes dans l'UE, y compris RT et Sputnik, « a créé un précédent dangereux qui constitue une menace pour la liberté de la presse » ». Ainsi, alors que la Russie dénonce une certaine hypocrisie des pratiques de censure occidentales à l'égard de ses médias, elle applique elle-même des mesures similaires, voire plus radicales, en interdisant les activités de Meta (Facebook et

²¹¹ Article disponible à ce lien : <https://ria.ru/20230405/telekanaly-1863109116.html>

Instagram), qualifiées dans l'article que nous venons d'étudier comme étant « extrémistes ». Cette contradiction illustre l'usage sélectif de l'argument de la liberté d'expression et des médias dans la rhétorique russe. En effet, alors que ces chaînes médiatiques nationales sont mobilisées comme un instrument d'influence extérieure, ce même outil médiatique est fortement limité sur le territoire national russe - qu'il s'agisse de la liberté de sa presse nationale ou de la presse internationale.

Ainsi, nous avons étudié la mise en œuvre et les effets de la stratégie d'influence informationnelle russe en Estonie, notamment depuis le lancement de « l'opération militaire spéciale » en Ukraine. Nous concluons donc qu'en Estonie, cette stratégie russe est perçue non seulement comme un instrument d'influence, mais également comme une véritable ingérence informationnelle. En effet, alors que la diffusion de contenus médiatiques et de divertissement en russe ou la présence de médias russes sur le territoire estonien - comme dans le cas de RT et Sputnik -, relève d'une influence informationnelle de la Russie, les campagnes de désinformation visant à miner le système politique estonien par l'exploitation des clivages linguistiques et identitaires propres à l'Estonie par le biais et auprès de la communauté minoritaire des « compatriotes » russes de l'étranger, relève d'une ingérence.

B) Les cyberattaques : un nouveau vecteur de la projection d'ingérence russe en Estonie.

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013²¹² identifie le cyberespace comme le cinquième milieu militaire après la terre, la mer, l'air et l'espace. L'invasion de l'Ukraine en 2022 a mis en évidence l'importance du contrôle des infrastructures numériques et la manière dont les conflits armés traditionnels s'étendent au cyberespace. La Russie a mené différentes opérations liées au cyberespace en Estonie qui, bien qu'elles ne soient pas nouvelles, se sont renforcées depuis le début de la guerre en Ukraine, avec une intensité inégalée jusqu'ici.

1) Entre espace informationnel et cyberespace, une perception différenciée des menaces cybernétiques en Russie

Pour comprendre les actions offensives attribuées à la Russie dans le cyberespace, il est essentiel de prendre en compte les représentations qui, au sein de la doctrine nationale, conditionnent l'usage de mesures coercitives²¹³. En effet, la nature des actions offensives dépend d'abord de la manière dont les acteurs chargés de leur mise en œuvre conçoivent le « champ de bataille » numérique. La Russie se distingue des grandes puissances occidentales à cet égard. En d'autres termes, alors que dans les textes et les appellations officiels russes, il est question généralement de « sécurité informationnelle » ou de « défense informationnelle », en Europe et aux États-Unis, ce sont les termes de « cybersécurité » ou de « cyberdéfense » qui sont employés. Cette différence est le résultat d'une histoire et de rapports de forces qui se traduisent par des des priorités stratégiques différentes de celles des démocraties occidentales, les Russes mettant l'accent sur la sécurité des contenus, c'est-à-dire la sécurité des informations transitant par les systèmes numériques. Enfin, cette distinction permet de mieux appréhender le « fossé »²¹⁴ qui existe entre la Russie et le monde occidental dans la manière de représenter le cyberespace et les menaces qui y émergent. Elle offre également un cadre théorique pour classer les actions offensives attribuées à la Russie ces

²¹² DOUZET, Frédéric., LIMONIER, Kevin., ROBINE, Jérémy., SALAMATIAN, Kavé., GÉRAUD, Rémi., CAMPIGOTTO, Romain. Les nouveaux territoires stratégiques du cyberespace : le cas de la Russie. Stratégique, 2017/4 N° 117, p.169-186.

²¹³ LIMONIER, Kevin. GÉRARD, Colin. Guerre hybride russe dans le cyberespace. Hérodote, 2017/3 N° 166-167, p.145-163.

²¹⁴ Ibid.

dernières années en deux catégories : les actions cybernétiques et les actions informationnelles. Nous avons déjà fait un point sur les actions informationnelles russes en Estonie, nous allons dans cette partie, nous concentrer sur les actions cybernétiques.

Par action cybernétique, nous entendons ici « l'ensemble des actes malveillants à l'encontre d'un dispositif numérique via un réseau informatique. Il s'agit (...) des « cyberattaques » telles que les envisagent les doctrines occidentales de cybersécurité depuis une vingtaine d'années: c'est-à-dire les virus ou malwares ayant pour objectif de s'attaquer à l'intégrité d'un système, que ce soit pour le mettre hors d'état de fonctionner ou pour en extraire des données confidentielles »²¹⁵. La Russie est probablement à l'origine de la première cyberattaque recensée contre un État tiers, celle menée contre l'Estonie en 2007. Les assaillants avaient alors utilisé une attaque par déni de service (DDoS) pour saturer les serveurs gouvernementaux estoniens. Un an plus tard, lors de la guerre russo-géorgienne d'août 2008, la Russie a de nouveau démontré ses capacités cybernétiques avec une série d'attaques plus sophistiquées qui ont paralysé une partie des télécommunications géorgiennes, tandis que certaines infrastructures critiques étaient détruites physiquement par l'armée russe. Kévin Limonier et Colin Gérard expliquent que la Russie est accusée d'avoir mené au moins trente-deux cyberattaques à travers le monde depuis 2007, dont trente de 2014 à 2017. Néanmoins, nous l'aborderons plus en détail dans la suite de notre raisonnement, la question de la « paternité russe » des cyberattaques recensées, constitue un enjeu important dans le cadre de notre étude. En effet, l'une des principales caractéristiques des attaques cybernétiques est, selon Kévin Limonier et Colin Gérard, la « quasi-impossibilité » de remonter jusqu'à l'attaquant « qui masque généralement ses traces en ayant recours à divers proxies, c'est-à-dire des serveurs intermédiaires entre lui et sa cible ». De plus, les quelques preuves dont disposent certains gouvernements par le biais de leurs services de renseignement ne sont presque jamais rendues publiques. En effet, selon Limonier et Gérard, en s'emparant de la question de l'attribution, ces acteurs prennent le risque, comme nous le verrons dans le cas estonien, de provoquer une escalade de dénonciations mutuelles sans preuves concrètes d'un côté comme de l'autre. Malgré ces zones d'ombre, les actions cybernétiques attribuées à la Russie sont relativement bien comprises en Europe et aux États-Unis, dans la mesure où elles correspondent à la conception traditionnelle des menaces russes sur leurs territoires.

²¹⁵ AUDINET, Maxime., MARANGÉ, Céline. Chapitre 4. La Russie : « l'espace informationnel » comme terrain de conflictualité. In : Les guerres de l'information à l'ère numérique. Presses Universitaires de France 2014. Hors collection, p.115-136.

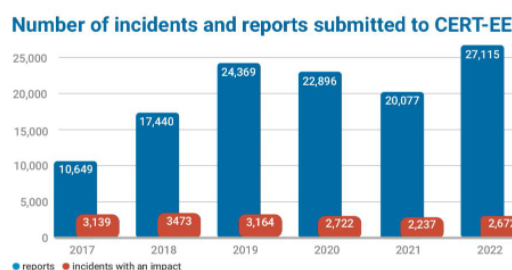
2) Les menaces sur le cyberspace estonien depuis l'invasion russe de l'Ukraine sont la matérialisation de la stratégie d'ingérence russe déployée en Estonie

Pour l'instant, l'Estonie n'est pas la cible principale de la guerre hybride russe. Le Kremlin est préoccupé par d'autres questions, notamment la poursuite de l'invasion militaire de l'Ukraine. Ainsi, les principales armes de la Russie dans sa guerre hybride contre l'Estonie, ainsi que contre d'autres pays de l'OTAN et de l'UE, sont la propagande et la désinformation, ainsi que l'utilisation du cyberspace. Dans cette partie, l'analyse portera sur les attaques russes visant le cyberspace estonien, perçues comme une forme d'ingérence dans un espace souverain. Les rapports fournis par l'Autorité en charge des systèmes d'information estonienne et notamment ceux du Centre National de Cybersécurité (NCSC-EE) nous permettent d'étudier les menaces auxquelles le cyberspace estonien fait face notamment face au déploiement de la stratégie d'influence russe suite au début de l'invasion de l'Ukraine.

a) L'année 2022 : une année marquée par l'émergence des pratiques de cyberactivisme/hacktivisme politique russe liées à la guerre en Ukraine

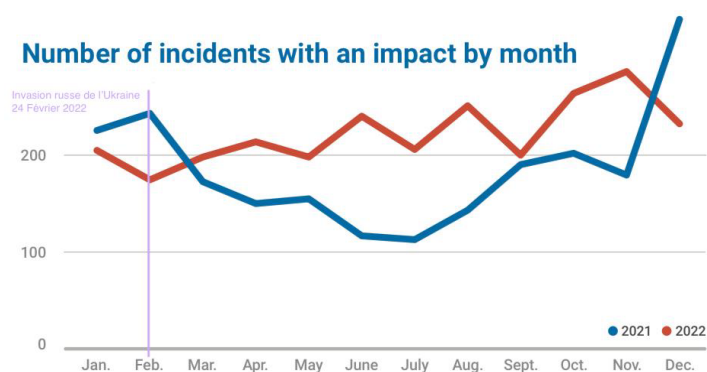
Commençons donc cette analyse par l'année 2022. Cette année « de révélation » selon le rapport, a été marquée par l'invasion russe de l'Ukraine lors de laquelle, les tensions dans le cyberspace ont atteint leur apogée. En effet, cette guerre s'est étendue au cyberspace et a donné lieu à un nombre sans précédent d'attaques par déni de service (DDoS) contre l'Estonie. Le rapport met en évidence le fait que le volume des attaques était parfois « plus de cent fois supérieur » à celui recensé au moment des cyberattaques de 2007.

Le graphique ci-dessous, réalisé par le NCSC-EE, représente le nombre d'accidents et de rapports soumis à l'Autorité estonienne des systèmes d'information (RIA) entre 2017 et 2022.



Il montre bien que le nombre d'accidents reportés dans le cyberspace mondial connaît une augmentation importante à partir de 2022, alors qu'il était en baisse depuis 2020. Nous pouvons donc faire l'hypothèse que cette recrudescence de cyberattaques est bien liée à l'invasion russe de l'Ukraine. Le rapport détaille également le nombre d'accidents ayant eu des effets néfastes dans le cyberspace estonien. Le graphique visible dans l'Annexe B montre que le nombre de ces attaques augmente avec le déclenchement de la guerre en février 2022. De fait, entre 2021 et 2022, elles passent de 2,237 à 2,672.

Le tableau ci-dessous démontre cependant très clairement que cette augmentation des attaques cyber contre l'Estonie sont une conséquence directe au déclenchement du conflit en Ukraine. En effet, ce graphique compare l'évolution du nombre de cyberattaques recensées en 2021 et 2022. Nous pouvons voir que c'est à partir du mois de février 2022 que les cyberattaques augmentent, comparativement au mois de février de l'année précédente.



Ainsi, nous voyons que le nombre de cyberattaques augmente progressivement à partir de la date d'invasion. Le front numérique se fait donc un renfort au front militaire. Il est donc important de noter à ce stade de la réflexion, que pour la Russie, ces attaques cyber servent à affaiblir l'Estonie, qui n'est pas considérée comme un pays allié dans cette guerre, afin de pouvoir plus facilement y déployer son influence. Nous l'avons vu, cette stratégie est considérée comme relevant de l'ingérence.

Par ailleurs, le Centre National de Cybersécurité rapporte une augmentation de la part des cyber attaques réalisées par des hacktivistes et des groupes pro-Kremlin. En d'autres termes, ce rapport indique que des pirates informatiques motivés par l'idéologie ont formé de nombreux groupes et ont tenté d'imposer leur programme politique et idéologique en Estonie par le biais d'attaques DDoS dans le but de perturber le fonctionnement interne de l'Estonie. Dans le cadre de ces attaques motivées politiquement, l'Autorité estonienne des systèmes

d'information (RIA) explique que tant « les institutions du secteur public » que « les entreprises d'importance nationale » ont été attaquées. Les agences et organisations estoniennes ayant été touchées par des attaques par déni de service menées par des hacktivistes, rapportent que leur impact a été marginal. Le rapport met en avant le fait que ces hacktivistes ont notamment lancé deux types d'attaques DDoS : certains se sont concentrés sur l'attaque directe de sites web, tandis que d'autres ont ciblé les couches inférieures du réseau. Notons que ces attaques dans le cyberspace estonien ont été effectuées par vagues. La première vague plus intense d'attaques a frappé l'Estonie en avril, lors de laquelle les sites web des entreprises de transport et des organismes publics ont été attaqués. La deuxième vague intervient en août. Durant cette vague, le Centre National de Cybersécurité recense un nombre record de 66 attaques par déni de service, soit 16 fois plus qu'à la même période en 2021. Les principales cibles étaient les sites web du secteur public et les secteurs des transports et de la finance.

Ainsi, alors que les années précédentes, les attaques par déni de service avaient principalement une motivation financière, à partir de 2022, la plupart des attaques par déni de service ont été menées par des hacktivistes pro-Kremlin qui, selon les autorités estoniennes, « ont exprimé leur mécontentement de cette manière ». En effet, pour les pirates informatiques pro-russes leur cible n'était pas seulement l'Ukraine, mais aussi de nombreux pays soutenant l'Ukraine, dont l'Estonie. L'éventail des cibles des attaques par déni de service est globalement le même d'un pays à l'autre : ministères, agences d'État, services électroniques les plus importants, secteur des transports, banques et médias. En Estonie, les cibles préférées des attaquants étaient les sites institutionnels tels que : « valitsus.ee, riigikogu.ee, president.ee, eesti.ee, politsei.ee et id.ee », mais le secteur transportaire et les entreprises de médias ont également été visés. Le rapport souligne qu'en apportant un soutien ou une assistance à un autre pays, un individu ou un État s'expose lui-même au risque de devenir la cible de cyberattaques. En Estonie, le rapport met en évidence que les « hacktivistes » pro-russes agissent car contrariés par le soutien de l'Estonie à l'Ukraine et la condamnation de la Russie. Nous remarquons donc que les « vagues » d'attaques par déni de service recensées, que nous avons présentées dans le paragraphe précédent, sont déclenchées lorsque l'Estonie prend une décision politique contre les intérêts de la Russie et en faveur de l'Ukraine. L'Autorité estonienne des systèmes d'information illustre de manière très claire et synthétique ce processus (Annexe C). Ainsi, la première vague d'attaques DDoS a lieu en

avril 2022, au moment où l'Estonie participe à l'exercice Locked Shields²¹⁶. La vague la plus importante de cyberattaques est celle d'août 2022 qui a lieu suite au déplacement du monument au char d'assaut de Narva et à la suspension des chaînes de télévision russes. Enfin, prenons l'exemple du 18 octobre, lorsque le Riigikogu adopte une déclaration condamnant l'annexion du territoire ukrainien et déclarant le régime russe terroriste. Cette déclaration a été suivie d'une attaque par déni de service contre le site « riigikogu.ee » lors de laquelle plus de demandes ont été faites « en 24 heures qu'en 7,5 ans dans des circonstances normales ».

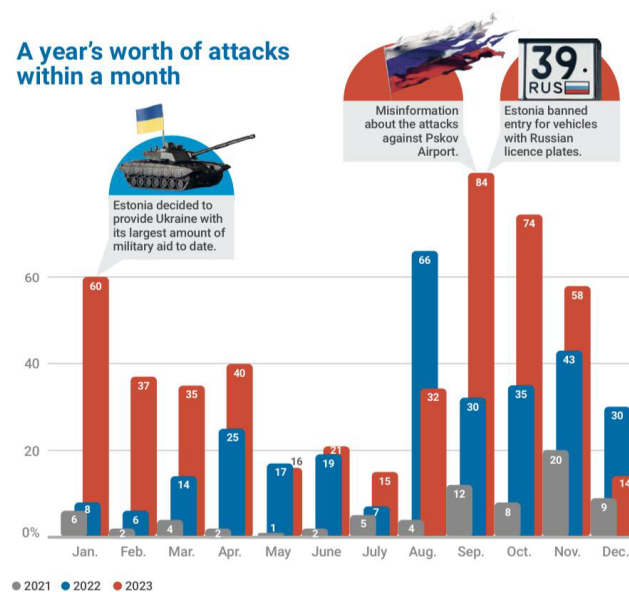
b) L'année 2023: l'hactivisme idéologique, qui a fait son apparition en 2022, a continué à se répandre dans le cyberspace

L'année 2023 a donc été marquée par une poursuite de l'agression russe en Ukraine. Par rapport à l'année 2022, le rapport du Centre National Estonien de Cybersécurité met en avant le fait que les attaques d'inspiration idéologique sont devenues plus ciblées, en raison de quoi ils constatent une augmentation du nombre d'incidents ayant un impact (Annexe D). Ainsi, en 2023, les autorités estoniennes recensent 3,314 cyberattaques avec impact en Estonie (Annexe E). Dans le cyberspace estonien, l'un des effets collatéraux les plus importants et les plus visibles de la guerre totale contre l'Ukraine, les attaques DDoS, se prolongent. Le rapport de l'année 2023 met en avant le quadruplement des attaques DDoS. De plus, au cours de l'année, ces attaques sont devenues, selon le rapport, « plus intelligentes et plus ciblées » alors que les attaques DDoS observées en 2022 étaient moins sophistiquées et similaires les unes aux autres, se résumant parfois à des attaques « brutales contre des sites web qui se sont finalement révélées infructueuses ». Ainsi, durant cette année, en l'espace d'un mois seulement, le NCSC-EE a enregistré plus d'attaques DDoS qu'en une année entière, avant que la Russie ne commence son « opération militaire spéciale » en Ukraine. En moyenne, une quarantaine d'attaques DDoS ont eu lieu chaque mois, la plupart d'entre elles visant le secteur public et comme en 2022, celles-ci étaient souvent liées aux décisions de l'Estonie de soutenir l'Ukraine ou faisaient suite à l'imposition de nouvelles sanctions contre

²¹⁶ Pour plus d'informations concernant cette opération, voir : <https://ccdcoe.org/news/2025/nations-unite-under-pressure-as-locked-shields-2025-kicks-off-in-tallinn/>

la Russie. L'année 2023 poursuit donc également la tendance russe introduite avec le début de la guerre en Ukraine, à savoir, des vagues d'attaques à motivation politique.

Enfin, comme nous pouvons le voir sur le graphique ci-dessous, le mois de septembre a établi un nouveau record en Estonie : 84 attaques DDoS ont été recensées. Les autorités estoniennes font l'hypothèse qu'elles pourraient être liées aux mesures prises par l'Estonie pour soutenir l'Ukraine ainsi qu'à une campagne de désinformation lancée par les médias russes. En ce qui concerne ce dernier élément, notons que fin août 2023, les médias de la Fédération de Russie ont diffusé des rumeurs selon lesquelles l'Estonie était responsable d'attaques contre une base aérienne à Pskov. Il s'agissait d'une fausse information, mais elle s'est accompagnée d'une vague d'attaques DDoS contre des sites web estoniens quelques jours plus tard. La décision de l'Estonie d'interdire l'accès à son territoire aux voitures portant des plaques d'immatriculation de la Fédération de Russie pourrait également être à l'origine de cette vague d'attaques.



c) L'année 2024 dans le cyberspace estonien : entre continuation des menaces russes et nouveaux défis

Le nombre d'incidents critiques à fort impact a diminué en 2024, mais le nombre total d'incidents et d'attaques visant les institutions gouvernementales et les autorités locales a augmenté. La cybercriminalité à des fins financières, les groupes parrainés par des États qui ciblent des infrastructures critiques et les activités secrètes de cyberespionnage se sont poursuivis sans relâche. Nous pouvons voir qu'en 2024, le NCSC-EE a enregistré un nouveau record de 6,515 cyberincidents ayant eu un impact en Estonie. L'équipe de surveillance estonienne en service 24 heures sur 24, a enregistré une moyenne d'environ 18 incidents par jour pendant l'année. À l'échelle mondiale, un nombre record de 40,287 failles de sécurité ont été identifiées par l'Autorité estonienne des systèmes d'informations, chacune constituant un point d'entrée potentiel pour des cyberattaques.

Nous allons ici nous intéresser plus spécifiquement aux attaques DDoS qui ont été recensées dans le cyberspace estonien en 2024. En effet, notons que le nombre d'attaques DDoS a augmenté chaque année depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine - l'année 2024 battant les records établis les années précédentes. En 2024, le Centre National Estonien de Cybersécurité a enregistré 580 attaques par déni de service distribué. Cela correspond à 93 attaques de plus qu'en 2023 et 50% de plus qu'en 2021 et 2022 combinés. En mars, le secteur public estonien a été confronté à une vague sans précédent d'attaques par déni de service distribué. En l'espace de quatre heures seulement, les attaquants ont dirigé près de 2,8 milliards de requêtes malveillantes vers les sites web de trois institutions. Dans des circonstances normales, il aurait fallu environ 26 ans pour générer un tel volume de trafic. La vague d'attaques a été menée par deux groupes d'hacktivistes russes, ciblant 16 institutions gouvernementales estoniennes. Malgré l'ampleur sans précédent des attaques, l'impact sur les trois sites web ciblés a été minime. Grâce aux mesures de protection DDoS et à la réponse active du NCSC-EE, la plupart des requêtes n'ont jamais atteint leur cible.

d) **La question de la responsabilité russe face aux attaques recensées dans le cyberspace estonien depuis le début de son « opération militaire spéciale » en Ukraine**

La responsabilité de la Russie dans les cyberattaques recensées en Estonie depuis le déclenchement de son agression en Ukraine constitue un enjeu majeur d'analyse. Cette problématique renvoie à la fois aux difficultés persistantes liées à l'attribution de la responsabilité de ces attaques dans le cyberspace et à l'inscription de ces actions dans une stratégie plus vaste d'ingérence et d'influence informationnelle.

C'est parce que ces attaques ne peuvent être mesurées à l'aune des dégâts objectifs qu'elles ont causés (ceux-ci sont la plupart du temps inexistantes), que la question de la responsabilité est un enjeu important. L'approche de l'Estonie consiste à dénoncer et à attribuer les activités malveillantes de la Russie, non seulement dans le cyberspace, mais aussi en matière d'espionnage et dans d'autres domaines. L'Estonie couvre dans son rapport d'actualité mensuel du cyberspace, des informations concernant les développements cybernétiques russes récents, intéressants à noter notamment dans un contexte de guerre en Ukraine. Ainsi, selon un récent rapport de Microsoft cité par le NCSC-EE dans son rapport 2024, la Russie, la Chine et l'Iran coopèrent de plus en plus avec des groupes criminels pour mener leurs cyberopérations. Ces criminels ont réussi à s'introduire, en juin 2024, dans des dizaines d'appareils utilisés par le personnel des forces de défense ukrainiennes et à recueillir des informations utiles au gouvernement russe. Cela nous fait conclure que la frontière entre le crime organisé et l'activité des acteurs étatiques devient de plus en plus floue. De plus, selon ce même rapport, la Russie a progressivement cessé de rendre publiques ses cyberattaques pour se concentrer sur des opérations de cyberespionnage ciblant des systèmes liés à la guerre et à la politique, dans le but de passer inaperçue le plus longtemps possible. Les principales cibles étaient les secteurs ukrainiens de la sécurité et de la défense, ainsi que les entreprises qui les soutiennent directement. L'activité des groupes russes à motivation financière a également augmenté de manière significative en 2024, avec notamment des cyberattaques ciblées contre de grandes organisations et divers systèmes de fraude. Nous pouvons lire dans ce rapport : « Nous pensons que ces groupes de pirates informatiques criminels opèrent sous la direction ou avec l'approbation du gouvernement russe, car certains se livrent à la fois au vol financier et au cyber-espionnage ». Ainsi, la question de l'attribution de la responsabilité des cyberattaques est d'une importance stratégique majeure. Lorsqu'un

État est identifié comme étant à l'origine d'une cyberopération, cela modifie la perception qu'ont les autres États de l'État responsable. En d'autres termes, l'attribution de la paternité d'une cyberopération malveillante incite les États à adopter une posture vigilante et conduit au renforcement et à l'adaptation de leurs politiques de cybersécurité.

La question de la responsabilité russe dans les cyberattaques menées contre l'Estonie s'inscrit dans un contexte plus large où ces opérations sont devenues un outil de positionnement politique et médiatique à la fois pour la Russie et pour l'Estonie. Si les États-Unis et l'Estonie figurent en première ligne des dénonciations, la Russie elle-même accorde une place importante à ces accusations dans son espace médiatique. En Russie, les médias officiels y voient la confirmation des « succès internationaux » du Kremlin et les intègrent dans le discours de puissance retrouvée qui alimente depuis plusieurs années la popularité de Vladimir Poutine, dans un contexte de stagnation économique et sociale²¹⁷. En effet, notre étude des articles publiés par RIA Novosti concernant les cyberattaques (Annexe 1) nous montre que le sujet est souvent abordé avec une forme de fierté par les médias russes. Qu'elles soient fondées ou non, les accusations adressées à la Russie sont perçues comme la preuve de son retour au centre des débats politiques internes de nombreux États étrangers. De plus, il est important de noter que les sources russophones ne relaient que très peu d'informations au sujet des enjeux cyber auxquels est confrontée la Russie. Cette absence de sources, nous fournit donc des hypothèses intéressantes de travail en contraste avec les sources importantes disponibles côté estonien et les sources russophones abordant les accusations de cyberattaques contre la Russie. Si l'on peut lire dans la presse que les experts russes en cybersécurité ont récemment enregistré une recrudescence des attaques de pirates informatiques, ces attaques restent confinées au secteur financier²¹⁸. Ainsi, les cyberattaques attribuées à la Russie constituent ainsi une ressource politique mobilisable, aussi bien par les autorités russes que par des acteurs étrangers cherchant à se présenter en victimes d'ingérence, comme l'Estonie. Ainsi, le sujet des cyberattaques russes fait désormais partie d'un lexique géopolitique « structurant et polarisant », où la Russie devient un point de référence, voire un adversaire nécessaire, dans les jeux de rivalités contemporains²¹⁹. L'Estonie se présente, dans la continuité, en tant que modèle de résilience face à ces attaques russes.

²¹⁷ LIMONIER, Kévin, GÉRARD, Colin. Op cit.

²¹⁸ RIA Novosti. Эксперты : в октябре финансовый сектор подвергся волне кибератак. (Èksperty : v oktâbre finansovyj sektor podvergsâ volne kiberatak), 2024. [en ligne]. URL : <https://ria.ru/20241107/kiberataki-1981398066.html>

²¹⁹ LIMONIER Kévin, GÉRARD, Colin. Op. cit.

C) La stratégie russe d'influence et d'ingérence dans l'espace numérique est confrontée à la résilience estonienne

Parmi les instruments hybrides de déstabilisation employés par la Russie, la guerre de l'information occupe une place centrale. Elle s'inscrit dans une stratégie d'influence visant à fragiliser la résilience et la volonté de résistance des sociétés baltes face aux ingérences étrangères. Dans le cas de l'Estonie, cette approche relève d'une logique d'ingérence informationnelle, cherchant non seulement à saper la confiance interne, mais aussi à discréditer le pays, auprès de leurs alliés occidentaux et auprès d'une partie de leur population notamment la minorité russe et russophone.

1) La résilience estonienne face à la stratégie russe d'influence médiatique

Les effets de ces ingérences informationnelles sont difficiles à mesurer. Nous l'avons démontré dans la partie introductive, mais rappelons qu'à ce stade, nous ne pouvons pas réellement conclure à une efficacité ou non de cette stratégie du Kremlin. Néanmoins, les médias en langue russe contribuent à maintenir une fracture informationnelle en Estonie, séparant la population majoritaire estonienne et la minorité russophone, chacune « vivant » dans un espace médiatique distinct. De fait, en 2019 selon l'étude de Vera Agueïva, la population russe et russophone d'Estonie n'accorde que peu de crédit aux sources d'information en langue estonienne. De fait, seuls 18% des russophones déclarent accorder leur confiance aux sources d'information en langue estonienne. Cependant, depuis le début de la guerre en Ukraine, cette dynamique a évolué. Selon une enquête commanditée par le bureau du gouvernement estonien, relayée par le média estonien ERR dans un article publié en début d'année 2022²²⁰, depuis le début de la guerre en Ukraine et l'interdiction des chaînes de télévision « pro-Kremlin, en langue russe » diffusant en Estonie, « 19 % des habitants estoniens (...) russophones, ont mentionné les principales chaînes de télévision contrôlées par le Kremlin parmi leurs trois sources d'information les plus importantes » et 25% de ces mêmes individus trouvent ces « chaînes de propagande du Kremlin fiables.

²²⁰ Article disponible à ce lien :

<https://news.err.ee/1608562720/survey-kremlin-channels-lose-significance-with-russian-speakers-in-estonia>

En outre, le lancement d'ETV+, une chaîne estonienne diffusant du contenu pour les russophones d'Estonie, a pour objectif de combler un manque d'offre médiatique alternative et fiable en langue russe afin de réduire la dépendance de cette communauté aux médias contrôlés par le Kremlin. L'Estonian Public Broadcasting (ERR) lance, en septembre 2015, la chaîne de télévision en langue russe ETV+, qui diffuse des informations et des programmes de divertissement destinés à cette partie de la population. ETV+ n'a pas pour objectif de concurrencer les programmes de divertissement des chaînes russes, mais plutôt de proposer des actualités locales susceptibles d'intéresser les russophones²²¹. Avec un budget annuel d'environ 5 millions d'euros, des effectifs limités et des productions modestes, la chaîne reste très en deçà des moyens des médias russes²²². L'audience d'ETV+ a connu une légère progression pendant la pandémie de COVID-19, atteignant environ 5 % des russophones, mais paradoxalement, elle séduit davantage des téléspectateurs estonophones désireux de suivre la manière dont les informations sont présentées au public russe et russophone. Selon Kalev Stoicescu, « il reste à voir » si ETV+ parviendra à fidéliser ses nouveaux spectateurs russophones. Nous allons analyser l'efficacité du pan médiatique et numérique de la stratégie d'influence russe en Estonie dans la dernière partie de ce chapitre, toutefois, nous pouvons déjà noter que plusieurs experts soulignent que les perspectives de développement des médias russes dans les États baltes demeurent limitées: ceux-ci sont largement perçus par le public local comme de simples instruments de propagande du Kremlin, principalement orientés contre les États-Unis²²³. Dans cette perspective, il est peu probable que des journalistes de langue balte rejoignent ces structures médiatiques²²⁴.

Une autre réponse de l'Estonie mise en place face à la désinformation russe a été le lancement, par la Ligue de défense estonienne, du blog bénévole Propastop²²⁵. En effet, en réaction à l'agression russe contre l'Ukraine amorcée en 2014 et à la montée de la propagande et de la désinformation russes, les membres de la Ligue de défense estonienne ont créé ce média afin d'« assainir l'Estonie de la propagande, des fausses informations et des mensonges médiatiques », tout en consolidant la sécurité de l'espace informationnel du pays²²⁶. Propastop identifie les fausses informations et mobilise des faits pour les déconstruire, permettant ainsi au public estonien de mieux saisir les techniques et les objectifs

²²¹ STOICESCU, Kalev. The Evolution of Russian Hybrid Warfare: Estonia. enter for European Policy Analysis, 2021.

²²² Ibid.

²²³ Ibid.

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Ibid.

²²⁶ Ibid.

poursuivis par le Kremlin. Propastop met également à disposition une base complète d'articles illustrant des cas de propagande et de désinformation russes. Afin d'élargir son audience et de renforcer son impact, le site est disponible en russe, anglais et allemand.

La mise à distance vis-à-vis des médias russophones alignés sur l'agenda du Kremlin, par les autorités estoniennes, se fait en réaction directe à la stratégie d'influence informationnelle de la Russie. Celle-ci cible en priorité la minorité des « compatriotes » russes et des russophones moins bien intégrés, considérés comme plus enclins à suivre et à accorder leur confiance aux contenus diffusés par ces chaînes pro-russes.

Cependant, la propagande et la désinformation russes peinent à s'imposer tant que les médias estoniens demeurent libres et que l'État comme les citoyens font preuve de vigilance²²⁷. Selon Stoicescu, la population plus âgée, forte de son expérience de vie sous l'Union soviétique, perçoit avec clarté la logique et les objectifs sous-jacents de ces narratifs. Moscou cherche avant tout à éroder la confiance des Estoniens envers leurs institutions, la démocratie libérale et l'État de droit. Or, tant que subsiste un socle de confiance mutuelle entre la société et ses structures politiques, Stoicescu, analyse que cette stratégie est vouée à l'échec.

2) La résilience estonienne face aux ingérences russes dans le cyberspace

L'Estonie a su transformer son expérience face aux cyber attaques russes à partir de 2007 en un atout stratégique. Par son investissement dans la cyberdéfense et l'innovation numérique, Tallinn est non seulement un modèle de résilience face aux ingérences russes dans le cyberspace, mais aussi un centre d'expertise reconnu au sein de l'OTAN et de l'Union européenne.

Le NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCoE), créé en mai 2008 à Tallinn, rassemble 39 pays, dont 7 pays non-membres de l'OTAN. Les cyberattaques russes dirigées contre l'Estonie en 2007 ont été le premier sujet d'analyse et de recherche du Centre et ont permis de tirer des enseignements importants sur le renforcement des pratiques de cyberdéfense. En plus d'apporter de l'aide aux pays alliés afin qu'ils puissent contrer et se préparer à des cyberattaques complexes et de grande envergure, le Conseil de l'Europe a

²²⁷ Ibid.

également élaboré des lignes directrices pour l'application du droit international en cas de cyberattaque, connues sous le nom de « Manuel de Tallinn » dont l'objectif est de transposer aux armes cybernétiques, les règles de droit international applicables à l'utilisation des armes conventionnelles en période de conflits. Ainsi, ces dispositifs offrent, aux pays membres, du savoir-faire et des possibilités de formation, y compris des exercices cybernétiques complexes et de grande envergure. En réponse aux cyberattaques russes, l'Estonie a également renforcé ses propres capacités nationales en matière de cyberdéfense et de sécurité. Cela se matérialise par la création, en 2011, de l'Autorité des systèmes d'information. Cette autorité a pour objectif de renforcer la coordination entre les Ministères et les agences d'État et fournit des ressources importantes pour la cyberdéfense et la sécurité, ainsi qu'une coopération accrue avec le secteur privé. La Ligue de défense volontaire du pays a créé une unité cybernétique pour soutenir les agences gouvernementales et les organisations civiles en cas de cyberattaque et pour sensibiliser le grand public à la cybersécurité. Cette unité comprend des spécialistes des technologies de l'information, issus pour la plupart du secteur privé, qui sont prêts à se mobiliser rapidement pour soutenir les structures civiles et militaires. Son fonctionnement pratique est le suivant : si un incident cybernétique perturbe gravement un service essentiel d'un pays et que l'organisation concernée ne dispose pas de capacités de le résoudre rapidement, la réserve cybernétique peut être déployée. Selon le rapport annuel élaboré par le Centre national de cybersécurité Estonien, ce dispositif a déjà été activé à trois reprises. Ainsi, ces acteurs répondent aux menaces, préviennent les incidents et protègent les frontières numériques de l'Estonie. Selon les autorités estoniennes, afin de garantir la résilience de la société numérique estonienne, la cybersécurité doit être intégrée stratégiquement dans tous les secteurs et adaptée aux besoins locaux dans le cadre des efforts de coopération internationale. En effet, notons que les alliés occidentaux de l'Estonie suivent de plus en plus son exemple, même au risque d'irriter le Kremlin. Dans le cadre du « Manuel de Tallinn relatif à l'applicabilité du droit international aux cyberopérations », début octobre 2024, l'Australie a imposé des sanctions financières ciblées et des interdictions de voyager à trois citoyens russes pour leur implication dans le groupe cybercriminel Evil Corp. Les sanctions prises s'inscrivent dans le cadre d'un effort coordonné avec le Royaume-Uni et les États-Unis pour dissuader les cyberactivités malveillantes et y répondre²²⁸. Il s'agit de la troisième utilisation du cadre autonome de sanctions cybernétiques de l'Australie, qui s'inscrit

²²⁸ Ministère de la Défense Australien. « Cyber sanctions imposed on Russian citizens for cybercrime », 2024. [en ligne]. URL : <https://www.minister.defence.gov.au/media-releases/2024-10-02/cyber-sanctions-imposed-russian-citizens-cybercrime>

clairement dans le cadre de l'application coordonnée de la législation internationale contre la cybercriminalité que nous avons évoquée.

Selon le Centre national de cybersécurité, en l'absence d'une politique nationale clairement définie et d'une orientation stratégique en matière de cybersécurité, les initiatives mises en œuvre se limiteraient à une série d'actions aléatoires, non coordonnées et dépourvues d'objectif unifié. Il est donc essentiel pour l'Estonie, d'établir et de mettre en œuvre des politiques de cybersécurité fondées sur une vision à long terme et une approche systémique. En effet, des politiques unifiées garantissent que les mesures de cybersécurité sont coordonnées, se renforcent mutuellement et s'adaptent rapidement à l'évolution des menaces. Ce n'est qu'à cette condition qu'un pays peut maintenir sa résilience et sa sécurité numérique face aux menaces auxquelles il serait confronté dans le cyberspace. Ainsi, compte tenu de l'évolution du paysage de la sécurité qui continue d'être marqué par la guerre en Ukraine qui se poursuit dans le cyberspace, il est apparu essentiel pour l'Estonie d'harmoniser le cadre juridique de la cybersécurité, de la sécurité des réseaux et de l'information, et de la gestion des crises. Néanmoins, les directives de l'Union européenne constituent également un élément essentiel du cadre de cybersécurité de l'Estonie. Ces règlements visent à renforcer la cyber-résilience des citoyens, des entreprises et des institutions européennes notamment dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine. Dans cette optique, examinons ce que l'UE a réalisé en matière de cybersécurité.

En décembre 2024, les États membres ont adopté la loi sur la « cyber solidarité » afin de renforcer les capacités de l'UE à détecter les menaces de cybersécurité significatives et à grande échelle qui affectent plus de deux États membres, à s'y préparer et à y répondre. Le règlement a été dévoilé en janvier 2025 et comprend trois mesures clés. La première est un système européen d'alerte en matière de cybersécurité pour détecter les menaces en temps réel et y répondre. Le deuxième dispositif est un mécanisme d'urgence en matière de cybersécurité pour améliorer la préparation et les capacités de réponse en cas de cyberincidents à grande échelle. Enfin, il est prévu un mécanisme d'examen des incidents de cybersécurité pour analyser les cyberincidents majeurs et formuler des recommandations pour renforcer la cybersécurité de l'Union européenne.

Le 10 octobre 2024, les États membres ont adopté la loi sur la cyberrésilience, qui établit des exigences de cybersécurité pour les composants numériques et les appareils connectés à Internet, tels que les téléviseurs intelligents et les caméras de sécurité à domicile. Cette loi vise à établir des exigences de cybersécurité uniformes pour les produits matériels et logiciels, en évitant les chevauchements réglementaires. Elle s'applique aux produits qui sont directement ou indirectement connectés à un autre dispositif ou à un réseau de communication, à l'exclusion de ceux qui sont déjà régis par d'autres règlements de l'UE. Cela permet aux consommateurs d'identifier les produits sûrs et protège les particuliers et les entreprises contre les produits numériques non sécurisés. Sa mise en œuvre est fixée à décembre 2027.

Outre la protection des services de l'État, l'autorité responsable du système d'information estonien renforce également les infrastructures critiques et sensibilise le public aux cybermenaces. La nouvelle stratégie estonienne de cybersécurité 2024-2030 est axée sur la réalisation de ces objectifs. La protection des données repose sur de solides connaissances en matière de cybersécurité. C'est pourquoi l'Estonie met l'accent sur la sensibilisation à la cybersécurité. À mesure que la technologie progresse et que les cybercriminels affinent leurs méthodes, le NCSC-EE explique que « nous serons probablement confrontés à des menaces encore plus sophistiquées à l'avenir, notamment des attaques pilotées par l'IA et des violations de données à grande échelle ». Pour assurer une sécurité durable, il paraît donc nécessaire, selon l'Estonie, d'intégrer la cybersécurité dans tous les processus et l'ancrer dans la vie quotidienne. En effet, dans le rapport annuel réalisé par le NSCS-EE nous pouvons lire : « En matière de cybersécurité, la prévention est toujours plus rentable que la gestion des conséquences ». Le NCSC-EE organise donc ponctuellement des ateliers à destination d'un public varié, fournit des guides ciblés pour les jeunes et met à jour le portail de prévention « itvaatlik.ee » en y ajoutant des conseils pratiques et un service de signalement des cyberincidents. Ainsi, au fil des années, et notamment depuis février 2022, la sensibilisation des Estoniens aux cybermenaces s'est généralement accrue. Selon Statistics Estonia, moins de 10 % des personnes n'ont pris aucune mesure pour se protéger en ligne. De plus, près des trois quarts des utilisateurs d'Internet examinent attentivement les courriels et les messages provenant d'expéditeurs inconnus et 70 % utilisent des mots de passe forts et uniques sur différents sites web. Enfin, en octobre 2024, à l'occasion du « Mois international de la

cybersécurité », une campagne de sensibilisation du public, visible à la fois en ligne et dans les rues de Tallinn, a encouragé les individus à suivre les règles de base de la cyberhygiène et à prendre le temps d'aider leurs proches à être plus prudents dans l'espace numérique. Le Mois de la cybersécurité a donné lieu à une multiplication des contenus sur les sites web, à la radio, dans les journaux et sur les RSN. Pour les plus jeunes internautes, la RIA a créé des guides interactifs comprenant des mots croisés et des activités qui présentent les concepts de cybersécurité d'une manière attrayante et adaptée à l'âge. Malgré cette tendance encourageante, l'Autorité estonienne des systèmes d'information (RIA) expose le fait que « certains problèmes subsistent ».

Conclusion

Ainsi, nous avons vu que la Russie déploie une double stratégie d'influence et d'ingérence en Estonie, qui s'est renforcée et diversifiée depuis le 24 février 2022.

Dans le chapitre liminaire, nous avons montré de quelle manière l'Estonie occupe une place centrale, historiquement, dans la stratégie de puissance russe. L'analyse de l'héritage historique et de la mémoire communs - qui font l'objet d'une lecture différenciée -, sa double position géopolitique ainsi que le rôle de la communauté des « compatriotes » russes de l'étranger, démontrent que l'Estonie constitue un enjeu géopolitique central pour la Russie dans sa mise en œuvre de la stratégie russe d'influence en Estonie.

Cette stratégie repose sur de nombreux instruments allant de l'influence à l'ingérence. D'un côté, la Russie mobilise des outils classiques de « *soft power* » tels que la promotion de la langue, de la culture et du récit historique russe, en mobilisant le réservoir important d'influence que constituent les « compatriotes », la minorité de russes et russophones vivant sur le territoire estonien (Chapitre II).

Néanmoins, d'un autre côté, nous avons pu voir (Chapitre II et III) que la Russie a recours à des instruments plus coercitifs d'influence. Opérations de désinformation, de pressions politiques et économiques dans le domaine de l'énergie, cyberattaques, tant d'outils mobilisés par la Russie pour mettre œuvre sa stratégie relevant aussi bien d'une influence que d'une ingérence. Dans ce travail, nous avons fait le choix de qualifier les opérations de désinformation et tentatives d'influence politique et de pression énergétique, comme relevant de l'ingérence car elles dépassent les limites de l'influence. En effet, l'analyse de la présence médiatique russe en Estonie montre que les médias d'État transnationaux tels que RT et Sputnik constituent des instruments centraux de la stratégie d'influence informationnelle du Kremlin. Ces médias opèrent donc à la frontière de l'influence et de l'ingérence car, en diffusant des récits alignés sur les positions et les rhétoriques officielles russes, ils cherchent à délégitimer les institutions politiques estoniennes en exploitant la communauté des « compatriotes » russes installés sur place. Si la diffusion en russe de contenus médiatiques peut relever de l'influence, les campagnes de désinformation constantes au sujet de l'Estonie, visant à miner la confiance dans les institutions démocratiques, à attiser les clivages linguistiques et identitaires, et à critiquer la solidarité estonienne envers l'Ukraine, s'apparentent davantage à de l'ingérence.

Toutefois, la spécificité estonienne tient à sa résilience face à ces opérations d'influence et d'ingérence russe qui se renforcent et changent de forme avec le début de « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine. Si l'on s'intéresse à la question de savoir de quelle manière la guerre a remis en question les bases de la stratégie d'influence et d'ingérence en Estonie, nous pouvons conclure que fondamentalement, tant que la Russie croit en la possibilité de sa victoire, rien ne change sur le plan essentiel. Comme l'expliquent Tereshchenko et Koval, deux décennies après leur mise en œuvre, les efforts des organisations de diplomatie culturelle russes montrent des résultats mitigés. Les études et sondages mondiaux révèlent une détérioration des perceptions à l'égard de la Russie, surtout après l'invasion de 2022, avec des critiques croissantes en Occident concernant leur utilisation comme outils de propagande. Les sanctions récentes contre ces institutions culturelles et leur direction ne sont qu'une preuve des limites auxquelles sont confrontées les stratégies d'influence et leur crédibilité, notamment en Estonie - qui s'éloigne de la sphère d'influence russe au profit de l'« Occident ». Ainsi, tant que le « *soft power* » russe sera perçu comme relevant du « *hard power* », la stratégie russe qui se déploie en Estonie sera perçue comme relevant d'une ingérence.

Bibliographie

AGUEÏVA, Vera. Le soft power russe dans les pays baltes. L'Observatoire - Centre d'analyse de la CCI France Russie, 2019.

AUBIN, Lukas. III / L'espace postsoviétique : l'ombre de l'empire. In : Géopolitique de la Russie. Paris, La Découverte. Repères, p.69-109.

AUDINET, Maxime. Une fabrique étatique du soft power. Acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie publique. Sous la direction de M. Jean-Robert Raviot, Université Paris Nanterre, 2020.

AUDINET, Maxime et LIMONIER, Kévin, 2017. La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe. Hérodote, 2017/1 N° 164, p.123-144.

AUDINET, Maxime., MARANGÉ, Céline. Chapitre 4. La Russie : « l'espace informationnel » comme terrain de conflictualité. In : Les guerres de l'information à l'ère numérique. Presses Universitaires de France 2014. Hors collection, p.115-136.

AUDINET, Maxime. et al. « Sous les radars : Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine ». Réseaux, 2024/3 N° 245, 2024. p.113-152. :

BERGMANN, Max., DOLBAIA, Tina., & FENTON, Nicholas. Russia's Adaptation Game : Deciphering the Kremlin's "Humanitarian Policy". 2024

BIL, Jacek. Estonia as an Area of Russian Influence: Analysis and Synthesis of the Kremlin's Methodology of Exerting Influence on Tallinn's Political and Social Stability. Polish Political Science Yearbook Volume 51, 2022, p. 31-42.

BILL, Jacek. (2022). Estonia as an Area of Russian Influence : Analysis and Synthesis of the Kremlin's Methodology of Exerting Influence on Tallinn's Political and Social Stability. Polish Political Science Yearbook, 51(1), 31-42.

BOULANGER, Philippe. Chapitre 9 - Le cyberspace, nouvel espace de rivalités. In : Géopolitique des médias Acteurs, rivalités et conflits. Paris, Armand Colin. Collection U, p.263-294.

DANIEL, Chloé. Quelle influence russe au sein des États baltes ? La position ambiguë de certains partis politiques en Estonie et Lettonie, membres de l'OTAN et de l'UE, Diploweb.com : la revue géopolitique, 16 mars 2024.

Département d'Etat des États-Unis (GEC) - Rapport spécial : Les piliers de l'écosystème de désinformation et de propagande de la Russie. Août 2020

DOUZET, Frédéric., LIMONIER, Kévin., ROBINE, Jérémy., SALAMATIAN, Kavé., GÉRAUD, Rémi., CAMPIGOTTO, Romain. Les nouveaux territoires stratégiques du cyberspace : le cas de la Russie. Stratégique, 2017/4 N° 117, p.169-186.

DUGOIN-CLEMENT,Christine., VERLUISE,Pierre. Géopolitique de l'ingérence russe. La stratégie du chaos ? Entretien avec C. Dugoin-Clément, Diploweb.com : la revue géopolitique, 27 avril 2025.

Entretien avec PÉTINIAUD, Louis. « La Russie déploie une rhétorique et des pratiques de puissance fondées sur le cyberspace ». Revue internationale et stratégique, 2024/3 n° 135, p.87-96.

GELIGNE, Nicolas.« Estonie-Russie : la discorde monumentale », Regard sur l'Est, 4 juin 2024.

IHEDN - Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale. (2024, 30 mai). L'Estonie : un géant numérique. L'IHEDN : Institut des Hautes Études de Défense Nationale. <https://ihedn.fr/notre-selection/lestonie-un-geant-numerique/>

Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). L'Estonie: Un géant numérique. L'Institut des hautes études de défense nationale, 2024.

JEANGÈNE VILMER, Jean-Baptiste. « La lutte contre la désinformation russe : contrer la propagande sans faire de contre-propagande ? ». Revue Défense Nationale, 2017/6 N° 801, 2017. p.93-105.

KALIBATAITĚ, Živilė. Le spectre des menaces russes dans les Pays baltes. Les Champs de Mars, 2018/1 N° 30 + Supplément, p.139-146.

KOCH, Stéphane. « Russie-Ukraine : la ligne de front cybernétique ou la guerre sans restriction à l'ère numérique ». Revue Défense Nationale, 2024/2 N° 867, 2024. p.54-59.

KOWAL, Zénon. Rousski mir, le « monde russe » . Desk Russie. 2012

KUCZYNSKA-ZONIK, Aleksandra. Russia's soft power in the Baltic States. Journal of International Relations” „Medzinárodné vzťahy”. 14. 36-57, 2016.

LAMBERT, Beth. Effective whole-of-society approaches in tackling disinformation campaigns. (2024). The Churchill Fellowship.

LARUELLE, Marlène. The « Russian World »: Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination. Center for Global Interests Papers, 2015.

LIMONIER, Kévin. GÉRARD, Colin. Guerre hybride russe dans le cyberspace. Hérodote, 2017/3 N° 166-167, p.145-163.

LIMONIER, Kévin. La Russie dans le cyberspace : représentations et enjeux. Hérodote, 2014/1 n° 152-153, p.140-160.

LYUBAREVA, Inna. et al. « La diplomatie numérique : Évolution des stratégies diplomatiques et d'influence à l'ère (du) numérique ». Réseaux, 2024/3 N° 245, 2024. p.11-35.

MARANGÉ Céline, Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie, Paris, IRSEM, Études, n° 49, 2017, 55 p.

MINIC, Dimitri. Guerre en Ukraine : l'obsession fatale du contournement de la lutte armée. Stratégique, 2022/2 N° 129, p.55-73.

NOCETTI, Julien. Géopolitique de la cyber-conflictualité. Politique étrangère, 2018/2 Été, p.15-27.

POLYAKOVA, Alina., BOULÈGUE, Mathieu., et al. (2021). THE EVOLUTION OF RUSSIAN HYBRID WARFARE. Dans Center For European Policy Analysis (CEPA).

RAVIOT, Jean-Robert. Le logiciel impérial russe. L'Artilleur, 2024.

ROCHE, Nicolas. Chapitre 11. L'espace et la cyberdéfense : enjeux de sécurité, régulation et dissuasion. In : Pourquoi la dissuasion. Presses Universitaires de France. Hors collection, p.435-484.

SIMONS, Greg. Perception of Russia's soft power and influence in the Baltic States. PublicRelations Review (2014)

STOICESCU, Kalev. The Evolution of Russian Hybrid Warfare: Estonia. Center for European Policy Analysis, 2021.

VALLÉE, Pierre. La guerre cyber en Ukraine. Stratégique, 2022/2 N° 129, p.151-169.

VOROTNIKOV, Vladislav. Russian soft power in the Baltic States through the lens of research: traditions, competition, confrontation. In Baltic Region, April 2019.

YAUHENI, Smirnou. Le monde russe : un concept et son évolution. Présences russes dans le monde du XXIe siècle. Sous la direction de Emilia Koustova et Evelyne Enderlein. In: Revue Russe n°46, 2016. pp. 29-38.

ZAREMBO, Kateryna., SOLODKYY, Sergiy. The Evolution of Russian Hybrid Warfare: Ukraine. Center for European Policy Analysis, 2021.